

Noisy-le-Sec, le 30 juin 2017

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique  
Tel : 01 49 42 64 13  
[conseil.municipal@noisyselec.fr](mailto:conseil.municipal@noisyselec.fr)

## Compte rendu

**conseil municipal  
jeudi 22 juin 2017**

**A 19 h 30**

**Salle des Mariages à l'Hôtel de Ville**

**L'an deux mille dix-sept le jeudi 22 juin à 19 h 30**, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 16 juin 2017, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

**Assistaient à la séance** : Mmes, Milles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER (*départ à 23:30*), Alexandre BENHAÏM (*arrivée à 19:45*), Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD (*absente entre 22 :45 et 23:40*), Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI (*départ à 22:00*), Samira BUYTENDORP (*arrivée à 20:10*), Nicole RIVOIRE, Saïd YAHIA-CHERIF, Maryvonne MOYA, Karine SUISSA, Patricia BLANCHARD, Olivier DELEU (*arrivée à 20:45*), Axelle ASIK, Sarra BEN ALI (*arrivée à 19:45 et départ à 20:35*), Julien-Jack RAGAZ, Dulcinée AVRIL (*départ à 20 :50*), Émilie TOPSENT (*arrivée à 19 :50*), Fadhil KORIMBOCUS (*arrivée à 20 :25*), Ibrahim DIARRA, Christiane DEL POZO, Francis FLOUZAT, Jean-Paul LEFEBVRE, Anne DEO (*arrivée à 20 :20*), Gilles GARNIER (*départ à 23:35*), Patrick LASCOUX, Olivier SARRABEYROUSE, Pascale LABBE, Corinne BORD (*arrivée à 20:35*)..

### **Absents ayant donné mandat :**

Marie-Rose HARENGER est représentée par Dref MENDACI à partir de 23:30,  
Alexandre BENHAÏM est représenté par Élisabeth LEFEUVRE jusqu'à 19h45,  
Jennifer JOBARD est représentée par Patricia BLANCHARD entre 22 :45 et 23 :40,  
Souad TERKI est représentée par Thomas FRANCESCHINI à partir de 22:00,  
Samira BUYTENDORP est représentée par Yveline JEN jusqu'à 20 :10,  
Olivier DELEU est représenté par Marcel SOLIGNY jusqu'à 20:45,  
Sarra BEN ALI est représentée par Guillaume SALOMON jusqu'à 19:45 et à partir de 20:35,  
Sylvain NICOLAS-NELSON est représenté par Nicole RIVOIRE,  
Katia GRAVELOT est représentée par Laurent RIVOIRE,  
Émilie TOPSENT est représentée par Thomas FRANCESCHINI jusqu'à 19 :50,  
Fadhil KORIMBOCUS est représenté par Julien-Jack RAGAZ jusqu'à 20 :25,  
Emmanuel MERCIER est représenté par Jean THARY,  
Miloud GHERRAS est représenté par Ibrahim DIARRA,  
Anne DEO est représentée par Patrick LASCOUX jusqu'à 20 :20,  
Gilles GARNIER est représenté par Olivier SARRABEYROUSE à partir de 23 :35,

**Absents sans donner de mandat :**

Corinne BORD jusqu'à 20 :35

Dulcinée AVRIL à partir de 20 :50

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

# **JEUDI 22 JUIN 2017**

## **A 19 H 30**

En Salle des Mariages de l'Hôtel de ville

**Le maire annonce l'ouverture de la séance à 19 :35.**

### **I - DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE**

Monsieur le Maire propose la candidature de Mme Axelle ASIK en tant que secrétaire de séance.

***Corinne BORD ne prend part au vote (absente).***

**UNANIMITÉ**

**La désignation du secrétaire de séance est approuvée**

### **II – APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU PRÉCÉDENT CONSEIL MUNICIPAL**

Le compte-rendu de la séance du conseil municipal du 23 mars 2017 est soumis à l'approbation du conseil municipal :

***Corinne BORD ne prend part au vote (absente).***

**UNANIMITÉ**

**Le compte-rendu est approuvé**

### **III – DECISIONS DU MAIRE**

**Les décisions annexées ont été présentées**

## **IV – DELIBERATIONS**

### **1 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

#### **DÉLÉGATION DE POUVOIRS AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Rapporteur :** Madame Marie-Rose HARENGER

En application de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal peut déléguer au maire un certain nombre de pouvoirs qui relèvent de sa compétence. Les décisions prises sur le fondement de cette délégation sont soumises aux mêmes règles que celles applicables aux délibérations du conseil municipal. Elle font en outre l'objet d'un compte-rendu par le maire aux conseillers municipaux en séance de l'assemblée délibérante.

Par ailleurs, le conseil municipal peut autoriser l'exécution, en cas d'empêchement du maire, des pouvoirs délégués par son remplaçant dans les termes de l'article L2122-17 du code général des collectivités territoriales. En exécution des articles L. 2122-18 et L2122-19 du code général des collectivités territoriales, le maire peut également autoriser, par arrêté, la subdélégation des compétences à ses adjoints, aux autres membres du conseil municipal si tous les adjoints sont titulaires d'une délégation, aux membres de la direction générale et aux responsables de services.

Par une délibération n°2014/04-01 du 14 avril 2014 le conseil municipal a délégué les compétences prévues aux paragraphes 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales alors applicable. Or, depuis le 14 avril 2014 plusieurs lois ont modifié l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales, afin d'harmoniser des dispositions législatives et réglementaires auxquelles l'article L. 2122-22 fait référence, mais surtout afin d'autoriser la délégation de pouvoirs supplémentaires au maire ou modifier les pouvoirs pouvant déjà être délégués.

Aussi, aux termes du 7° paragraphe du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal peut déléguer le pouvoir de créer, modifier ou supprimer les régies comptables, alors que précédemment seule la création était autorisée. Le 16° paragraphe autorise désormais le conseil municipal à déléguer le pouvoir de transiger dans la limite de 1000 euros. Le 14° paragraphe autorise le maire à exercer le droit de préemption urbain lorsque celui-ci a été délégué, par exemple par l'établissement public territorial Est Ensemble qui est désormais titulaire du droit de préemption urbain pour l'ensemble du territoire. Le 22° paragraphe permet au maire d'exercer mais aussi de déléguer le droit de préemption commercial. De plus, les paragraphes 26, 27 et 28 ont été créés, autorisant respectivement la délégation du pouvoir de demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions, le dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme pour les biens communaux et d'exercer le droit prévu par l'article 10 de la loi n°75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation.

Il est par conséquent demandé au conseil municipal :

- de maintenir les pouvoirs délégués au maire, le cas échéant modifiés selon la version en vigueur de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de conférer des nouveaux pouvoirs au maire ;
- d'autoriser l'exercice de ces pouvoirs par le remplacement du maire en cas d'empêchement ;
- d'autoriser leur subdélégation aux adjoints du maire, aux autres membres du conseil municipal si l'ensemble des adjoints sont titulaires d'une délégation, aux membres de la direction générale et aux responsables des services municipaux.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-17, L. 2122-18, L. 2122-22 et L. 2122-23,

Vu les articles 17 de la loi n°2014-626 du 18 juin 2014, 67 de la loi n°2014-1107 du 13 octobre 2014, 44 de la loi n°2014-1655 du 29 décembre 2014, 127 de la loi n°2015-911 du 7 août 2015, 57 de la loi du n°2017-257 du 28 février 2017 qui modifient l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2014/04-01 du 14 avril 2014 portant délégation du conseil municipal au maire dans le cadre de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,  
Vu les arrêtés du maire 14-876, 14-877, 14-878, 14-879, 14-880, 14-881, 14-882, 14-883, 14-884, 14-885, 14-886, 14-887 du 17 avril 2014, 15-187 et 15-188 du 13 février 2015, 16-129 du 1<sup>er</sup> février 2016, 16-1053 du 29 juin 2016 et 16-1411 du 1<sup>er</sup> septembre 2016 portant délégations de pouvoirs au profit des adjoints du maire et conseillers municipaux,

Vu les arrêtés du maire 14-945, 14-946, 14-947, 14-951, 14-952, 14-959, 14-960 du 30 mars 2014, 14-1878, 14-1879 du 11 septembre 2014, 14-2464 du 7 novembre 2014, 15-1063, 15-1064 du 15 juillet 2015, 16-098, 16-100, 16-101, 16-102 du 26 janvier 2016, 16-1585 du 11 octobre 2016, 16-1633 du 17 octobre 2016 et 17-856 du 17 mars 2017 portant délégations de signature aux membres de la direction générale et aux responsables de services communaux,

Considérant les nécessités de fonctionnement des services municipaux,

Considérant l'intérêt de modifier les pouvoirs délégués au maire par le conseil municipal et que celui-ci lui en confère de nouveaux,

## DELIBERE

### Article 1 :

Le maire est chargé par délégation du conseil municipal et pour la durée de son mandat de prendre les décisions à l'effet :

1 - D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2 - De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

3 - De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

4 - De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

5 - De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

6 - De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

7 - De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

8 - D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

9 - De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

10 - De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

11 - De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

12 - De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

13 - De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

14 - D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire sans limite de montant du bien aliéné ;

15 - D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € ;

Cette délégation comprend le pouvoir d'ester en justice aussi bien en demande qu'en défense, en première instance, appel, cassation, auprès des juridictions ordinaires et spécialisée de l'ordre judiciaire et administratif. Elle comprend également le droit de porter plainte au nom de la ville et de se constituer partie civile ;

16 - De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 20 000 euros par véhicule endommagé ;

17 - De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

18 - De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

19 - De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal ;

20 - D'exercer ou de déléguer au nom de la commune le droit de préemption urbain dans les périmètres de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité en vue d'aliéner à titre onéreux des fonds artisanaux, des fonds de commerce ou des baux commerciaux sans limite de montant du fonds ou du bail aliéné.

21 - D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal ;

22 - De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

23 - D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

24 - D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

25 - De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions ;

26 - De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux dans la limite de 10 000 000 euros par projet objet de la demande d'autorisation d'urbanisme.

#### Article 2 :

Les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du maire, par l'élu assurant son remplacement.

#### Article 3 :

Les attributions mentionnées à l'article 1 peuvent faire l'objet de subdélégation aux adjoints du maire, et s'ils disposent tous d'une délégation, aux autres membres du conseil municipal.

Article 4 :

Les attributions mentionnées à l'article 1 peuvent faire l'objet d'une subdélégation aux membres de la direction générale et aux responsables de services communaux.

Article 5 :

La délibération n°2014/04-01 du 14 avril 2014 portant délégation du conseil municipal au maire dans le cadre de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales est abrogée sans rendre caduque les subdélégations prises sur son fondement, celles-ci ayant désormais pour base la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Corinne BORD ne prend part au vote (absente).***

<b>ABSTENTION :</b>	<b>6</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »</b>
<b>POUR :</b>	<b>36</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras).</b>

**La délibération est adoptée**

## **2 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

### **LIMITES FIXÉES AUX POUVOIRS DÉLÉGUÉS PAR LE CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE EN MATIÈRE FINANCIÈRE**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

Conformément à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales, et dans le cadre de la délégation de pouvoir accordée au maire par la délibération n°2017/06-01, le conseil municipal est amené à préciser les limites au-dessous desquelles le maire est compétent pour agir dans les matières suivantes :

- Les emprunts
- Les ouvertures de crédit de trésorerie
- Les opérations financières utiles à la gestion des emprunts.
- Ces opérations comprennent un ensemble de contrats au bénéfice de la commune, relatifs à des instruments bancaires et financiers, rémunérés par des primes ou commissions pour un montant maximum de :
  - pour les primes, 5 % de l'encours visé par l'opération,
  - pour les commissions, 5 % du montant de l'opération envisagée, pendant toute la durée de celle-ci.
- Les placements de trésorerie dérogatoires à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat conformément aux articles L. 1618-2 et L. 2221-5-1 du Code général des collectivités territoriales.
- Les subventions demandées à tout organisme financeur.

Il est demandé au conseil municipal d'approuver les limites en-deçà desquelles le maire dispose d'un pouvoir et les conditions des opérations financières pour lesquelles il est compétent.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2122-22, L. 2122-23, L.1618-1, L.1618-2 et R.1618-1,

Vu les articles 17 de la loi n°2014-626 du 18 juin 2014, 67 de la loi n°2014-1107 du 13 octobre 2014, 44 de la loi n°2014-1655 du 29 décembre 2014, 127 de la loi n°2015-911 du 7 août 2015, 57 de la loi du n°2017-257 du 28 février 2017 qui modifient l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2017/06-01 en date du 22 juin 2017 portant délégation du conseil municipal au maire dans le cadre de l'article L.2122-22,

Vu la délibération n°2014/04-02 du 14 avril 2014 portant délégation du conseil municipal au maire en matière de dette de trésorerie dans le cadre de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Considérant le bon fonctionnement des services municipaux,

Considérant l'intérêt de modifier et de déléguer de nouveaux pouvoirs au maire par le conseil municipal,

**DELIBERE**

#### **Article 1 :**

La délibération n°2014/04-02 du 14 avril 2014 portant délégation du conseil municipal au maire en matière de dette de trésorerie dans le cadre de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales est abrogée.

#### **Article 2 :**

Le conseil municipal de Noisy-le-Sec donne délégation au maire pour procéder, pendant toute la durée de son mandat, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires.



Les emprunts pourront être :

- à court, moyen ou long terme, et éventuellement sous forme obligataire ;
- libellés en euro ou en devise ;
- avec possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts ;
- au taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable), à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière.

En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement ;
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt ;
- la faculté de modifier la devise ;
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt ;
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Par ailleurs, le maire pourra, à son initiative, exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

#### Article 3 :

Le Conseil municipal donne délégation au maire pour procéder, pendant toute la durée de son mandat, dans les limites fixées ci-après, à la souscription d'ouvertures de crédit de trésorerie et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Ces ouvertures de crédit seront d'une durée maximale de 12 mois pour le Maire dans la limite d'un montant annuel de 10 000 000 d'euros, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière et comporteront un ou plusieurs index parmi les index suivants – EONIA, T4M, EURIBOR – ou un TAUX FIXE.

#### Article 4 :

Le Conseil municipal donne délégation au Maire, pendant toute la durée de son mandat et dans les conditions et limites ci-après définies, de réaliser les opérations financières utiles à la gestion des emprunts et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Au titre de la délégation, le maire pourra :

- procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restant dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices, dans les conditions et limites fixées à l'article 2 ;
- plus généralement décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts ;
- procéder à des opérations de couverture des risques de taux et de change permettant une amélioration de la gestion des emprunts.

Ces opérations comprennent notamment la conclusion de contrats :

- d'échange de taux d'intérêt (swap),
- d'échange de devises,
- d'accord de taux futur (FRA),
- de garanties de taux plafond (CAP),
- de garantie de taux plancher (FLOOR),
- de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR),
- de terme contre terme (FORWARD/FORWARD),
- d'options sur taux d'intérêt,
- et de toutes opérations de marché (opérations de marché dérivées et opérations structurées).

Les opérations de couverture des risques de taux et de change devront toujours être adossées à des emprunts réalisés ou à réaliser.

La durée des contrats de couverture des risques de taux et de change ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels ils sont adossés.

Le montant des contrats de couverture des risques de taux et de change ne pourra excéder le capital restant dû des emprunts auxquels ils sont adossés.

Les index de référence pourront être :

- le T4M,
- le TAM,
- l'EONIA,
- le TMO,
- le TME,
- l'EURIBOR,
- ou tout autre taux parmi ceux communément utilisés sur les marchés concernés.

Des primes ou des commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- 5 % de l'encours visé par l'opération pour les primes,
- 5 % du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,

Pour l'exécution de ces opérations de couverture des risques de taux et de change, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

En conséquence, le maire est autorisé à :

- lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations ;
- retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée ;
- le cas échéant, résilier l'opération arrêtée ;
- signer les contrats de couverture des risques de taux et de change répondant aux conditions de la délégation.

#### Article 5: Opérations de placement

Le maire pourra, pour la durée de son mandat, prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 du Code général des collectivités territoriales et en ce qui concerne les régies sans personnalité morale dans les conditions du a) de l'article 2221-5-1 du Code général des collectivités territoriales sous réserve des dispositions du c) de ce même article et passer à cet effet les actes nécessaires.

La décision prise dans le cadre de la délégation comportera notamment :

- l'origine des fonds ;
- le montant à placer ;
- la nature du produit souscrit ;
- la durée ou l'échéance maximale du placement.

Le Maire pourra conclure tout avenant destiné à modifier les mentions ci-dessus et pourra procéder au renouvellement ou à la réalisation du placement.

#### Article 6 :

Le conseil municipal donne délégation de pouvoir au maire au fin de demander l'attribution de subvention dans la limite de 5 000 000 euros par an et par organisme financeur.

#### Article 7 :

Le conseil municipal demeure compétent pour approuver tout acte et contrat qui dépasse les limites fixées par la présente délibération.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Corinne BORD ne prend part au vote (absente).***

**ABSTENTION : 6 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »**

**POUR :**

**36 MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras).**

**La délibération est adoptée**

### **3 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

#### **NOMINATION DES MEMBRES DE LA CLECT**

**Rapporteur :** Monsieur Laurent RIVOIRE

Par délibération en date du 19 janvier 2016, le conseil de territoire Est-Ensemble Grand Paris a créé une commission locale d'évaluation des charges territoriales (CLECT). Cette commission a pour mission de fixer les critères de charges pris en compte pour déterminer le besoin de financement des compétences exercées par l'établissement public en lieu et place de la commune.

Cette commission est composée de onze membres titulaires et onze membres suppléants. Chacune des communes membres désigne un membre titulaire et un membre suppléant. Deux membres titulaires et deux membres suppléants sont désignés par l'établissement public territorial.

L'organisation et la composition de la CLECT sont précisées de manière succincte par le législateur (article 1609 nonies C du Code Général des Impôts - & IV). Pour autant, chaque commune membre doit obligatoirement disposer d'un représentant au sein de la CLECT.

Il a été procédé une première fois à la nomination des membres par le Conseil Municipal par la délibération n° 2016/02-6 du 18 février 2016 qui a été annulée. Il est donc nécessaire de procéder à une nouvelle nomination.

Les représentants de la commune siègent au sein de la commission et rendent compte au conseil municipal de l'activité de celle-ci.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu l'article L 2121-33 du code général des collectivités territoriales,

Vu les dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts,

Vu la délibération du conseil de territoire Est Ensemble Grand Paris en date du 19 janvier 2016,

Vu la délibération n°2014/04-01 portant installation du conseil municipal,

Considérant l'annulation de la délibération n° 2016/02-6 du 18 février 2016,

Considérant la nécessité de désigner les représentants du conseil municipal au sein la commission locale d'évaluation des charges territoriales (CLECT) au sein de l'établissement public territorial Est-Ensemble Grand Paris,

DELIBERE

#### **Article 1**

Décide de procéder à la nomination des représentants suivants :

- un membre titulaire : Laurent Rivoire,
- un membre suppléant : Dref Mendaci,

#### **Article final :**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Corinne BORD ne prend part au vote (absente).***

**ABSTENTION : 10 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »**

**GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)**

**POUR :**

**32 MAJORITÉ MUNICIPALE**

**La délibération est adoptée**

#### **4 - DIRECTION DES FINANCES**

#### **APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (CLECT) SUR L'ÉVALUATION DES CHARGES NETTES TRANSFÉRÉES AU TITRE DE LA COMPÉTENCE "PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL" À L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL (EPT) EST ENSEMBLE GRAND PARIS**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

Suite à la création au 1<sup>er</sup> janvier 2016 de l'Établissement Public Territorial « Est Ensemble », la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) , établie selon les dispositions de la Loi NOTRe, s'est réunie le 07 décembre dernier.

En 2016, la CLECT a réalisé l'évaluation des charges nettes transférées au titre des compétences « Plan Local d'Urbanisme Intercommunal » (PLUi).

Conformément à la réglementation en vigueur, le rapport de la CLECT doit être soumis à l'approbation du Conseil Municipal,

Aussi, il est donc demandé au Conseil Municipal d'adopter le rapport de la CLECT qui lui est présenté.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil Municipal,

Vu de Code général des collectivités territoriales, notamment des articles L.5211-5 et suivants,

Vu le Code général des impôts, notamment son article 1609 nonies C,

Vu le rapport écrit du 07 décembre 2016 de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) sur l'évaluation des charges nettes transférées au titre de la compétence « Plan Local d'Urbanisme Intercommunal » à l'Établissement Public Territorial (EPT) « Est Ensemble » par les communes membres ;

La commission des finances consultée,

DELIBERE :

##### Article 1 :

Adopte le rapport de la Commission d'évaluation des charges transférées, relatif à l'évaluation des charges transférées au titre de la compétence '«Plan Local d'Urbanisme Intercommunal» à l'Etablissement public territorial « Est Ensemble » par les communes membres.

##### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Corinne BORD ne prend par part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

**Sur le vote de la présidence de M. Thary pour la délibération n°5 :**

***Corinne BORD ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

## **5 - DIRECTION DES FINANCES**

### **BUDGET PRINCIPAL VILLE - APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF - EXERCICE 2015**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

#### **I. LA DETERMINATION DU RESULTAT**

Le Compte Administratif rend compte de la gestion de l'ordonnateur et constate les résultats comptables.

C'est un document de synthèse qui possède la même architecture que le Budget Primitif ; il est obligatoire et obéit aux mêmes principes d'annualité, d'unité et de sincérité.

Par opposition au Budget Primitif, le Compte Administratif a principalement pour fonction de rapprocher les prévisions inscrites au budget des réalisations effectives en dépenses et en recettes durant l'exercice budgétaire.

Le compte administratif de l'exercice 2015 retrace l'exécution des décisions budgétaires prévues lors du Budget Primitif 2015 voté le 8 avril 2015 et de la Décision Modificative n°1 du 19 novembre 2015.

Le Compte Administratif totalise en mouvements budgétaires, toutes sections confondues, 74 096 453,85 euros en dépenses contre 81 138 993,56 euros en recettes. Le solde fait apparaître un **excédent** de 7 042 539,71 euros. Celui-ci doit faire l'objet d'un retraitement à la demande de notre comptable adossée à une régularisation de TVA sur cession immobilière à hauteur de 323 473,47 euros et donc porte le résultat de clôture à hauteur de 6 719 066,24 euros (excédent).

A la différence du compte de gestion, le compte administratif reprend le résultat des **restes à réaliser** (recettes et dépenses engagées sur 2014 non finalisées et reportées sur 2015), dont le solde s'élève pour 2015 à – **1 838 704,27** euros.

Le résultat final du Compte Administratif 2015 de la ville, après intégration des restes à réaliser, est donc un excédent de 4 880 361,97 euros.

#### **- SECTION D'INVESTISSEMENT**

Recettes :	12 287 584,28 €
Dépenses :	<u>14 483 607,36 €</u>
Le solde fait donc apparaître un déficit d'investissement de :	<b>- 2 196 023,73 €</b>
Cette section comprend également la reprise de l'excédent antérieur :	<u>+ 2 266 305,73 €</u>
<b>La section d'investissement présente un excédent de :</b>	<b>70 282,65 €</b>

#### **- SECTION DE FONCTIONNEMENT**

Recettes :	63 938 914,92 €
Dépenses :	<u>59 612 846,49 €</u>
Le solde fait apparaître un <b>excédent</b> de fonctionnement de :	4 326 068,43 €
Affectation de la reprise de l'excédent antérieur :	<u>+ 2 646 188,63 €</u>
<b>La section de fonctionnement présente un excédent de :</b>	<b>6 972 257,06 €</b>

#### **- RESULTAT DE CLOTURE**

Le résultat de clôture est constitué du total des deux sections présentées ci-dessus :

<b>L'excédent d'investissement de :</b>	<b>+ 70 282,65 €</b>
<b>L'excédent de fonctionnement de :</b>	<b>+ 6 972 257,06 €</b>
<b>Régularisation de TVA</b>	<b>- 323 473,47 €</b>

Le solde fait apparaître un **excédent** de 6 719 066,24 euros correspondant au résultat du Compte de Gestion présenté précédemment.

A la différence du compte de gestion, le compte administratif reprend les restes à réaliser :

Recettes d'investissement reportées	:	2 103 462,60 €
Dépenses d'investissement reportées	:	<u>3 942 166,87 €</u>
Le solde des restes à réaliser est de	:	- 1 838 704,27 €

Il est constitué de la somme des éléments présentés ci-dessus (à savoir : 6 719 066,24 € - 1 838 704,27 €) soit 4 880 361,97 euros

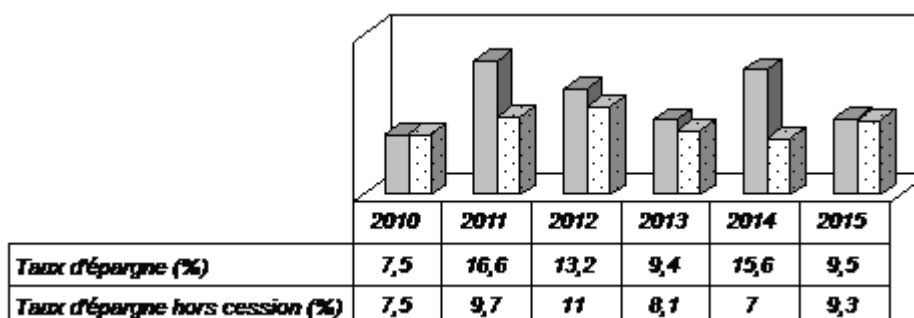
Cet excédent traduit le redressement des comptes de la ville effectué en 2015.

## II. LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

Le compte administratif 2015 a été étudié selon deux approches : Les **taux d'épargne** et l'**endettement**, avec une analyse rétrospective sur la période 2010-2015.

### I. taux d'épargne

Il indique la capacité de la ville de Noisy-le-Sec à dégager de l'autofinancement pour la couverture du remboursement de la dette en capital et le financement d'une partie de ses investissements.



Le compte administratif 2015 présente effectivement :

- Une très bonne réalisation des recettes de gestion sur les principaux postes (101% d'exécution du Budget).
- Une économie conséquente de 1 763 K€ sur les charges de gestion par rapport au prévu, dont 1 028 K€ sur les charges à caractère général (011), 456 K€ sur les charges de personnel et 279 K€ sur les autres charges de gestion courante (65).
- Une maîtrise des dépenses de personnel qui n'augmentent que de 0,3%.
- Une économie (118 K€) obtenue sur les frais financiers, due aux effets cumulés :
  - de taux d'intérêts sur les marchés financiers encore très bas observés en 2015,
  - de l'optimisation de la trésorerie avec l'utilisation d'avances perçues sur l'attribution de compensation de la CA Est Ensemble, le FCTVA et les subventions,
  - et enfin, à la gestion en trésorerie zéro tout au long de 2015.

Malgré un budget serré et une gestion rigoureuse demandée et réalisée par les services, les indicateurs montrent néanmoins, à l'instar de l'ensemble des collectivités, qu'il est de plus en plus difficile de maintenir le même niveau d'activité, les ressources ne suivant pas la même évolution que les dépenses.



## II. L'endettement

La situation de la ville au regard de l'endettement peut être résumée par le tableau suivant :

Dette	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015
31/12/N Endettement (en k€)	62 958	62 917	65 982	69 708	79 240	77 303
Ratios d'endettement						
Endettement en € / hab	1 606	1 593	1 689	1 745	1 960	1 916
Annuité						
Annuité en k€	6 045	5 378	5 236	6 547	6477	6842
Annuité / recettes de fonctionnement	8%	9%	8%	10%	10%	11%

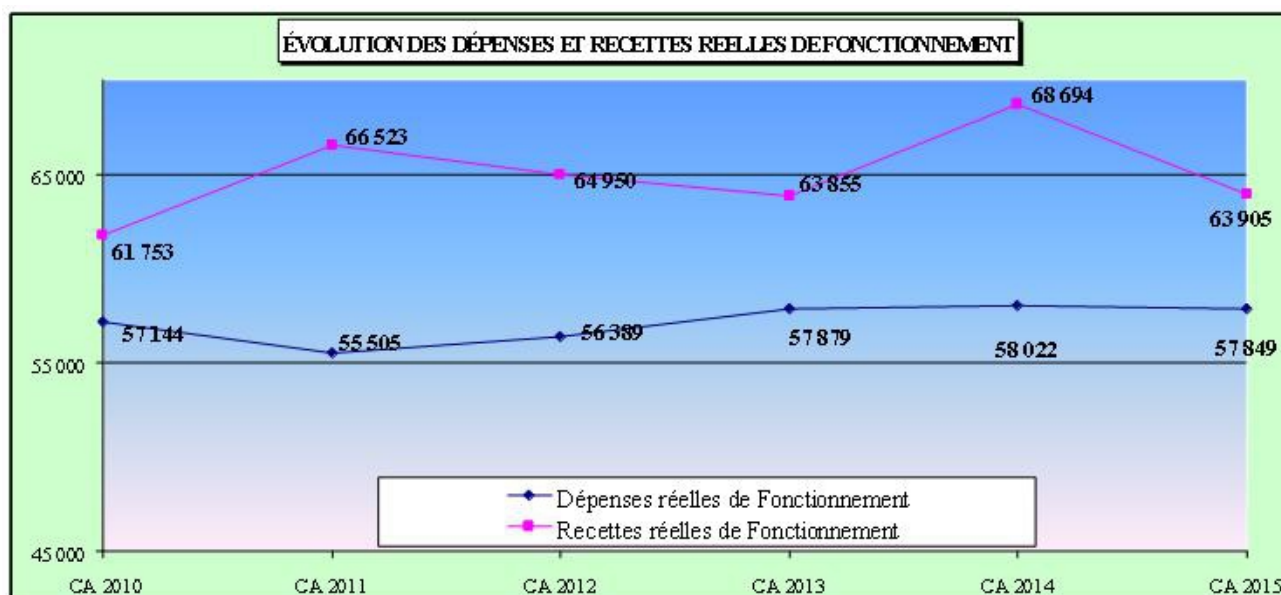
L'encours de la dette au 31 décembre 2015 s'élève à 77,3 M€ d'euros, et affiche un **endettement** de -1,9 M€ par rapport à l'encours au 31/12/2014.

Le BP 2015 prévoyait l'inscription de 6,8 M€ d'emprunt nouveau.

Au final, le montant de l'emprunt 2015 s'est élevé à 5 M€ ; ce montant est à mettre en parallèle avec d'importantes dépenses d'investissement réalisées, soit 7 M€ de dépenses d'équipement en 2015 concernant notamment la poursuite des travaux et aménagement liés à l'ANRU Londeau et Boissière, les frais d'études adossés la restructuration du groupe scolaire Jean Renoir, les travaux d'aménagement de voirie (avenue Bir Hakeim...), et les travaux dans les bâtiments communaux et bâtiments scolaires...

## III. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

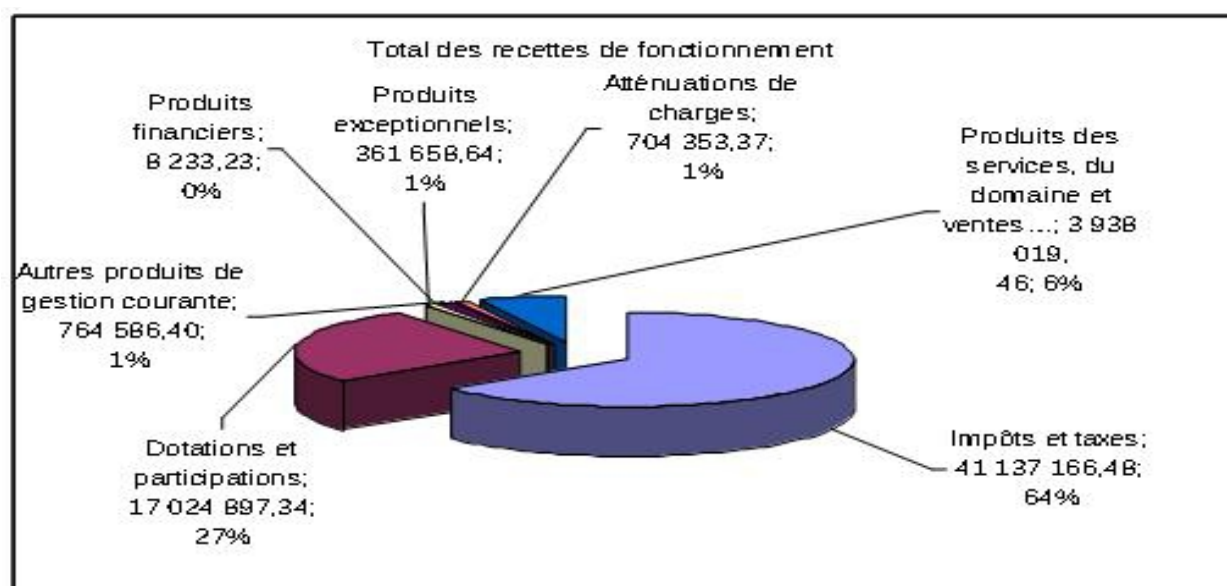
Evolution globale de la section de fonctionnement :



## A. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Le graphique présenté ci-dessus présente l'évolution des dépenses et recettes réelles.

Elles se répartissent de la façon suivante :

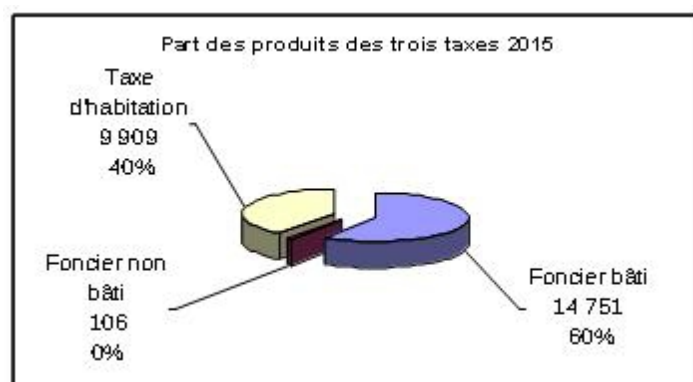
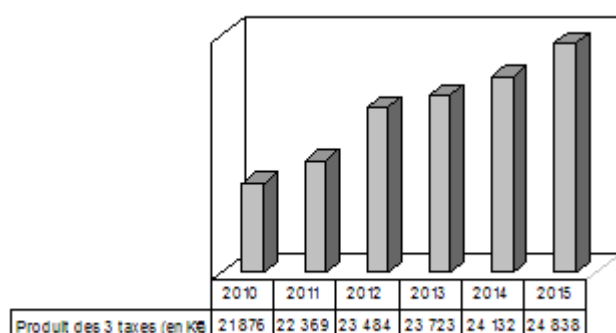


### - 73 - Impôts et taxes

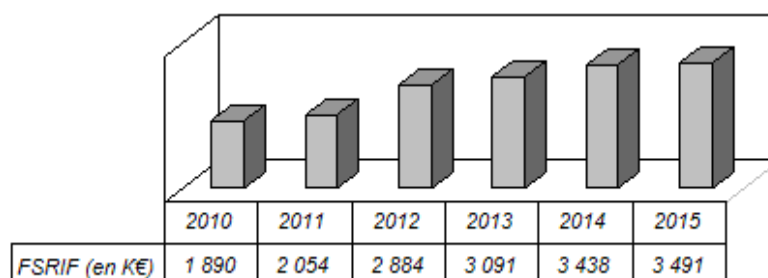
En 2015, le chapitre 73 impôts et taxes représente 64 % des recettes réelles de fonctionnement et augmente de 3,15 % par rapport à 2014 (+1 254 K€).

Les recettes fiscales, principal poste de ce chapitre (60 %) sont constituées du produit des 3 taxes. Ce poste atteint 24 838 284 € en 2015, et augmente de 707 K€ ( soit 2,93 %) par rapport à 2014.

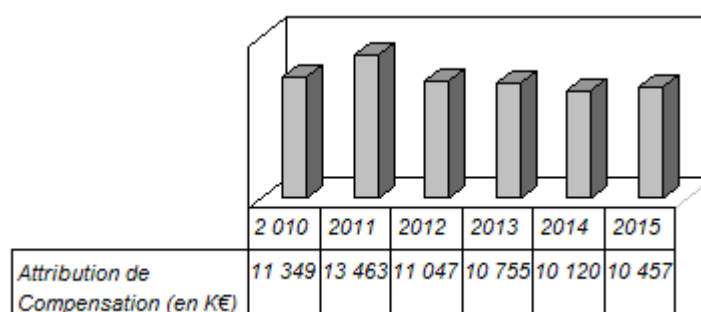
La répartition en 2015 de chacune des trois taxes sur le montant total du produit fiscal est la suivante :



Fonds de solidarité de la Région Ile de France (FSRIF) :



Evolution de l'Attribution de Compensation :



Le montant de l'allocation de compensation est révisée tous les ans en fonction de l'évaluation des chargés transférés. Celle-ci est dorénavant, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, versée par la Métropole du Grand Paris.

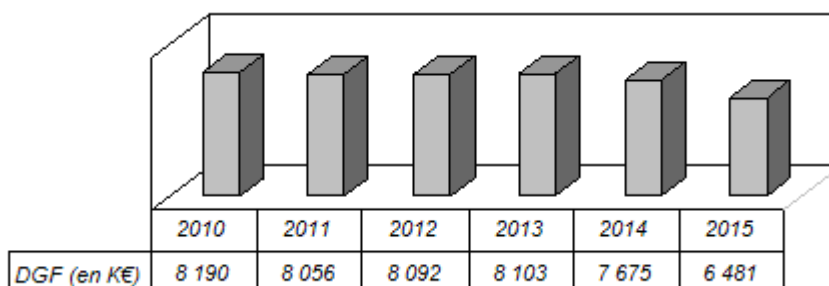
#### - 74 - Dotations et participations

En 2015, le chapitre 74 dotations et participations représente 27 % des recettes réelles de fonctionnement.

Ce chapitre budgétaire retrace les encaissements reçus par la Ville au titre des dotations de l'Etat et les subventions de nos partenaires institutionnels (Conseil Régional, Conseil Départemental et CAF notamment).

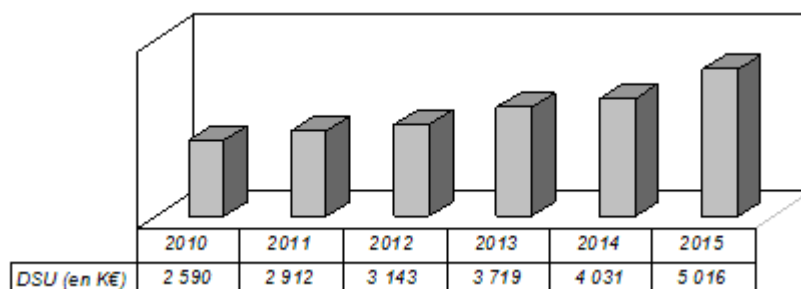
#### - Concernant les Dotations d'Etat :

La **DGF** (Dotation Globale de Fonctionnement) a diminué de 15,6 % en 2015 (- 1 194 K€) par rapport à 2014 :



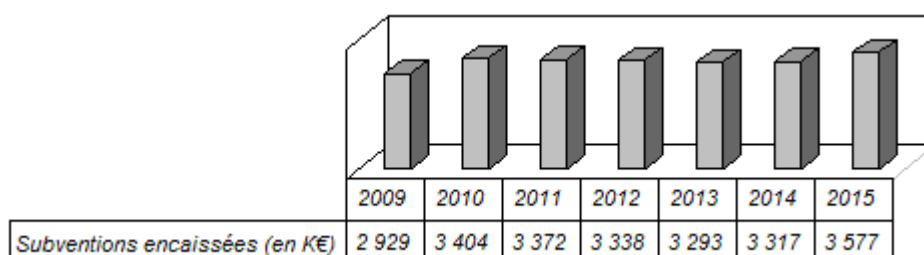
Dans le cadre de la contribution au redressement des finances publiques, la DGF est fortement altérée pour Noisy-le-Sec.

La **DSU** (Dotation de Solidarité Urbaine) a augmenté en 2015 (+ 985 K€ soit + 24,4 %) :



#### - Subventions encaissées en 2015 :

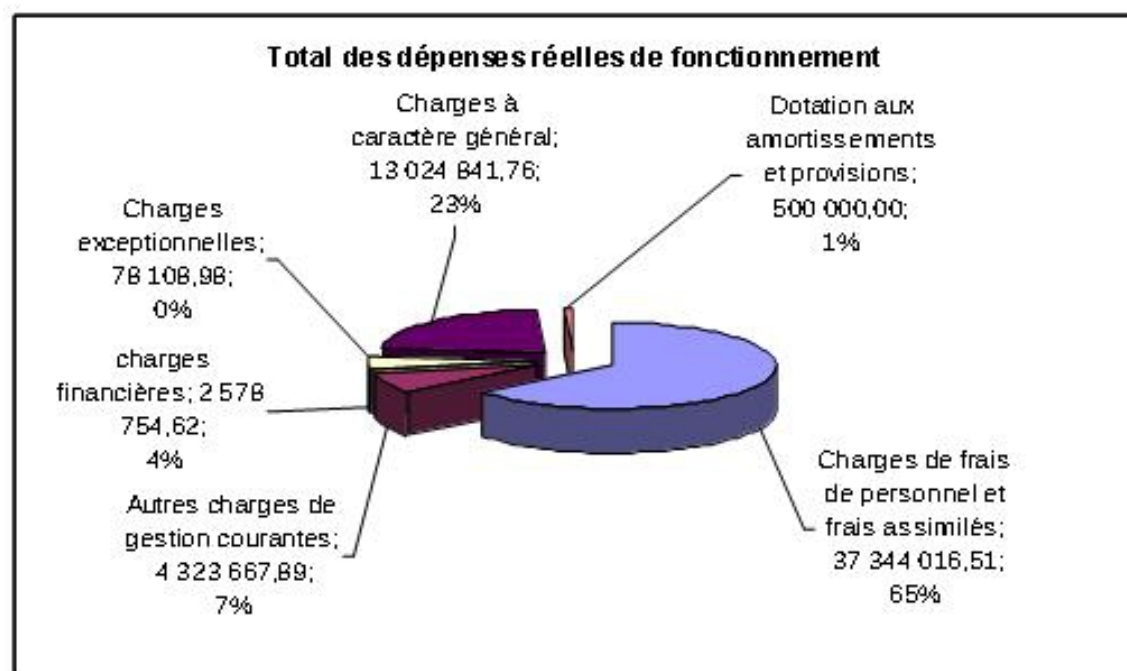
Il convient de souligner ici qu'en matière de subventions de fonctionnement, cette année 2015 est toujours très satisfaisante (3 577 K€), cela représente une exécution de 103% par rapport au prévisions.



## B. LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses réelles de fonctionnement 2015 sont en baisse de 0,3 % par rapport à l'année 2014 (- 172 K€).

Elles se répartissent de la façon suivante :

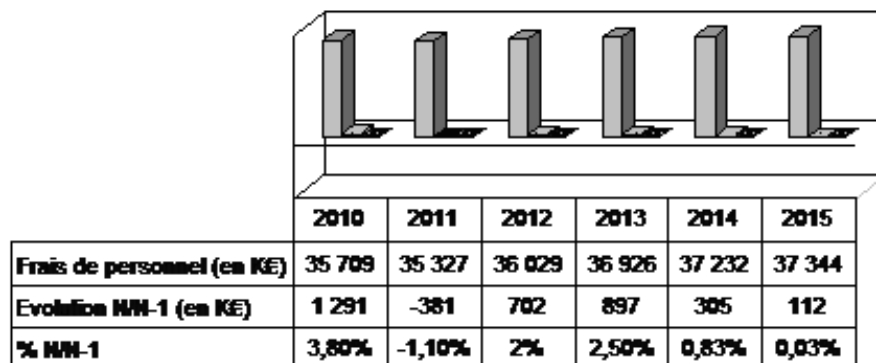


## - 012 - Charges de personnel

Pour rappel les dépenses de personnel prévues au budget primitif étaient de 37 800 000 €. Le montant réalisé de 37 344 017 € représente donc un taux d'exécution de 98,79 %

En 2015, le chapitre 012 charges de personnel a augmenté de 0,3 % par rapport à l'année 2014.

Ce poste représente 65 % des dépenses réelles de fonctionnement.(DP/DRF)



Le pourcentage d'évolution annuelle de la masse salariale entre les deux exercices est très contenu, et inférieur à celui constaté en 2013 pour l'ensemble des collectivités territoriales (+3,3 % à effectifs constants en 2012, *base rapport de la cour des comptes sur les finances locales d'octobre 2013*).

Si le ratio entre les dépenses de personnel et les dépenses de fonctionnement (DP/DRF) est important, il convient donc de le mettre en perspective avec cette évolution maîtrisée de la masse salariale.

Pour permettre cette évolution contrôlée sur l'exercice écoulé, avec une « neutralisation » de l'évolution naturelle du 012 liée notamment à l'évolution des charges incompressibles et au glissement vieillesse technicité GVT), la collectivité a conduit sur 2015 plusieurs actions significatives, permettant d'une part, de pondérer l'effet du GVT sur l'exercice et, d'autre part, de minimiser l'impact des mesures réglementaires décidées au niveau national, dont les conséquences financières sur les charges des collectivités locales sont importantes. Pour anticiper et maîtriser au mieux ces évolutions de charges incompressibles, des outils de pilotage annuels à déclinaison et suivi mensuels ont été mis en place, permettant un suivi constant de l'évolution de la masse salariale et un suivi en temps réel de son exécution.

Ces actions ont été notamment les suivantes :

- la maîtrise du plan de recrutement annuel avec une projection pluriannuelle. Cette démarche de plan de recrutement est corollaire de l'amorçage d'une démarche de GPEEC (gestion prévisionnelle des effectifs, emplois et compétences), se matérialisant par une cartographie des emplois, l'identification des passerelles et une dynamisation des dispositifs d'accompagnement à la mobilité. Cette démarche est corollaire au renforcement des dispositifs de développement des compétences et de formation, afin de favoriser les mobilités internes et les opportunités de reclassement.

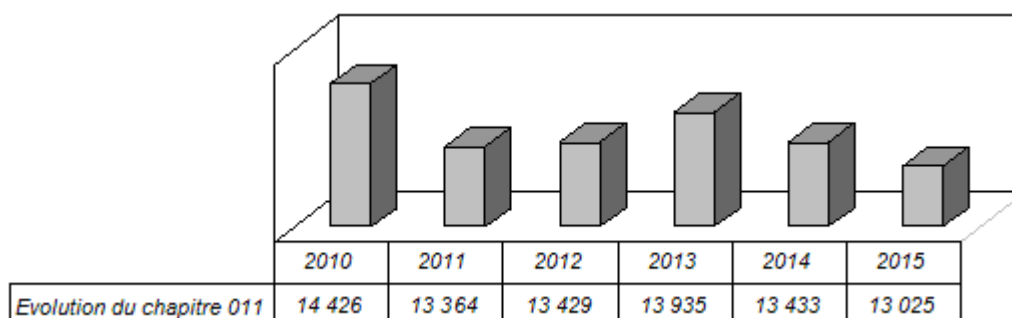
- la réorganisation de certains services, dans l'optique d'optimiser l'organisation du travail et d'assurer le respect des aménagements du temps de travail nécessaires au bon fonctionnement des services et à la qualité du service public rendu, en garantissant l'équilibre des temps de vie pour les agents concernés.

- Un travail sur la prévention de l'absentéisme, engagé notamment via l'élaboration concertée d'un accord sur la prévention de la santé et de la qualité de vie au travail avec les représentants du personnel et associant l'encadrement et l'ensemble des acteurs de la prévention. Les autres actions menées en parallèle, notamment sur la prévention des accidents de service, permettent également de travailler en profondeur et durablement sur cet absentéisme.

Cette exécution budgétaire optimale a donc été réalisée dans la continuité d'une politique de gestion des ressources humaines ambitieuse, impliquant l'ensemble des services.

#### - 011 - Charges à caractère général

En 2015, les charges à caractère général (chapitre 011) ont représenté 23 % des dépenses réelles de fonctionnement et ont diminué de 3 % par rapport à 2014 (soit - 409 K€). Ce poste dégage une économie de 1 028 K€ par rapport au prévisionnel, ce qui représente une exécution du budget à hauteur de 93%.

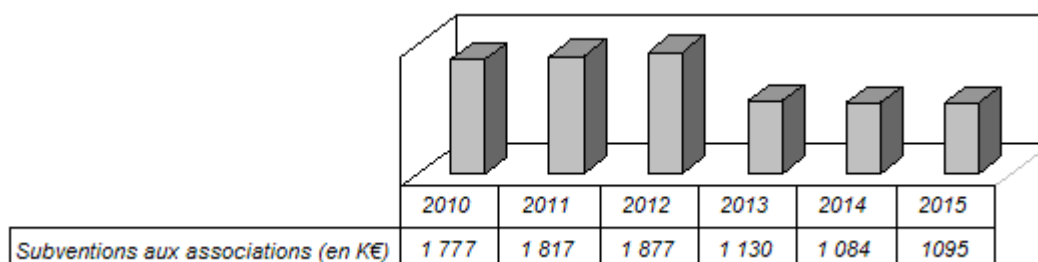


#### - 65 - Autres charges de gestion courante

Les dépenses comptabilisées au sein de ce chapitre 65 comprennent entre autres les dépenses obligatoires, les participations, et les subventions.

Il représente 7 % des dépenses réelles de fonctionnement et diminue de 280 K€ par rapport à 2014 (soit - 6%).

Enfin, le poste des **subventions aux associations** s'élève à 1 095 K€ en 2015 : il a augmenté de 11 K€ (soit + 1 %) par rapport à 2014. Pour rappel la diminution entre 2012 et 2013 s'explique par le fait que la participation de la Ville au Théâtre des Bergeries n'est plus comptabilisée dans le compte 6574 mais dans le compte 657363 du fait du changement de statut juridique du théâtre.



#### - 66 - Charges financières

En 2015, les charges financières (chapitre 66) représentent 4,5 % des dépenses réelles de fonctionnement. Elles s'élèvent à 2,6 M€ et sont en diminution par rapport à 2014 (- 149 K€, soit - 5,5 %).

Nous constatons néanmoins une économie de 118 K€ sur ce poste par rapport au budget voté, qui s'explique par un contexte de taux encore bas, l'optimisation de la trésorerie, grâce à la maîtrise obtenue sur les autres postes de fonctionnement.

#### IV. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Elle se présente de la façon suivante :

DEPENSES REELLES		RECETTES REELLES	
Dépenses d'équipement brut	7 022 892,11 €	Dotations (Taxe Aménagement, FCTVA,)	2 922 636,63 €
		Subventions d'investissement	389 165,14 €
		Subventions d'équipement reçues	625 571 €
Remboursement d'emprunts	4 136 848,64 €	Emprunt souscrit en 2015	5 000 000 €
		Affectation de résultat 2014 (1068)	1 418 884,90 €
Subvention d'investissement	17 237,00 €		
Dépôts et cautionnement		Dépôts et cautionnement	2 397,09 €
Autres immobilisations financières	3 206 222 €	Autres immobilisations financières	5 000 €
Opérations pour compte de tiers	66 102,42 €	Opérations pour compte de tiers	160 472,79 €
<b>Total</b>	<b>14 449 302,17 €</b>	<b>Total</b>	<b>10 524 127,55 €</b>

<b>DEPENSES D'ORDRE</b>	34 305,19 €	<b>RECETTES D'ORDRE</b>	1 763 456,73 €
		Affectation de Résultat 2014 001	2 266 305,73 €

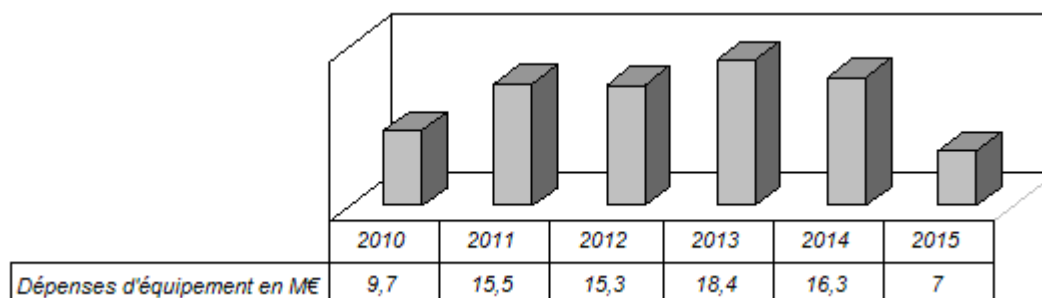
<b>Total Dépenses</b>	<b>14 483 607,36 €</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>14 553 890,01 €</b>
-----------------------	------------------------	-----------------------	------------------------

<b>Solde : excédent d'investissement de</b>	<b>+ 70 282,65 €</b>
---------------------------------------------	----------------------



#### LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'équipement consacrées aux investissements ont évolué de la manière suivante :



Les principales dépenses d'équipement réalisées en 2015 sont les suivantes :

**a) Immobilisations incorporelles : 32 061,02 € dont :**

- 21 K€ de frais d'études pour le projet Bouquet/Bergeries,
- 11 K€ d'acquisitions de logiciels et de licences.
- **Subventions d'équipement versées : 1 655 326,76 €** dont 1 352 K€ de participation pour le futur Conservatoire versée à la CAEE, 24 K€ concernant la création de quatre stations Autolib et 64 K€ de participation au titre du contingent incendie.

**b) Immobilisations corporelles : 2 109 084,87 € dont notamment :**

- 543 K€ de travaux dans les bâtiments scolaires,
- 499 K€ de travaux dans les bâtiments communaux,

- 290 K€ d'installations de voirie,
- 261 K€ pour du matériel et outillage techniques,
- 140 K€ pour du matériel d'éclairage public,
- 135 K€ de travaux d'accessibilité,
- 82 K€ pour l'acquisition de matériel de bureau et pour le parc informatique,
- 56 K€ de mobilier,
- 47 K€ de plantations d'arbres et d'arbustes,
- 30 K€ pour le parc automobile.
- 13 K€ de travaux dans les cimetières,
- 13 K€ pour des acquisitions foncières,

**Travaux : 3 226 419,46 € dont :**

- **1 350 756,41 € se rapportant aux Autorisations de Programmes répartis comme suit :**
  - 597 K€ pour les frais d'études relatifs à la restructuration du Groupe Scolaire Jean Renoir,
  - 367 K€ pour l'ANRU du Londeau,
  - 288 K€ pour l'ANRU Boissière,
  - 99 K€ pour les frais d'études relatifs à la restructuration du Groupe Scolaire Langevin,
- **1 875 663,05 € pour les dépenses hors Autorisations de Programmes, dont notamment :**
  - 623 K€ pour les travaux d'aménagement de voirie dont :
    - 231 K€ avenue Bir Hakeim
    - 46 K€ rue de Romainville
    - 37 K€ rue des Monteux
    - 30 K€ rue du Progrès
    - 27 K€ rue de l'Avenir
  - 600 K€ pour les travaux d'aménagement de la vidéo-protection,
  - 345 K€ pour la création de la salle Robert Thiland,
  - 126 K€ pour des travaux d'éclairage public,
  - 108 K€ pour la construction du logis tir à l'arc,
  - 31 K€ de pose de jeux,
  - 30 K€ pour les travaux du Groupe Scolaire Léo Lagrange,



## **LES RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Les recettes d'investissement s'élèvent à 12 287 584,28 € et se répartissent comme suit :

### **1. Les recettes d'équipement :**

389 165,14 € de subventions d'investissement, dont 145 K€ de produits d'amendes de police, 112 K€ de subvention pour le quartier de la Boissière (Région), 47 K€ de subvention CUCS pour le projet de réhabilitation de l'école maternelle Bayard, 35 K€ de subvention pour le revêtement synthétique du stade Gentilini (Département), 19 K€ de subvention pour le développement du dispositif de vidéo-surveillance (FIPD), 5 000 000 K€ d'emprunts nouveaux, 625 571 € de subventions d'équipement reçues (écriture de réimputation d'un mandat de participation Parc des Guillaumes du chapitre 204 au chapitre 27 – la contrepartie en dépenses apparaît au chapitre 27).

### **2. Les recettes financières :**

1 418 884,90 € d'affectation du résultat de l'exercice 2014 à l'article 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé », 2 380 565 € de FCTVA (Fonds de Compensation de la TVA), 542 071,63 € de taxes aménagement, 2 397,09 € pour le remboursement de dépôts et cautionnement, 5 000 € autres immobilisations financières.

### **3. Les recettes d'opération pour compte de tiers : 160 472,79 €.**



#### **4. Les recettes d'ordre :**

1 763 456,73 € pour les opérations d'ordre de transfert entre sections,  
Dont 133 584,86 € d'écritures comptables relatives aux cessions foncières,  
1 629 871,87 € de dotations aux amortissements,

Soulignons que ces recettes d'ordre sont neutres budgétairement car elles trouvent leur contrepartie en dépenses de fonctionnement.

#### **La section d'investissement du compte administratif comprend également les restes à réaliser :**

Les dépenses s'élèvent à 3 942 166,87 € et correspondent à diverses dépenses inscrites et engagées en 2015 mais qui seront finalisées en 2016.

La répartition est la suivante :

- Chapitre 13 : 13 K€
- Chapitre 26 : 688 K€
- Chapitre 20 : 60 K€
- Chapitre 21 : 2 119 K€
- Chapitre 23 : 1 011 K€
- Chapitre 45 : 51 K€

En recettes, les restes à réaliser s'élèvent à 2 103 462,60 € et sont constitués des éléments suivants :

- Subvention de la Région pour les travaux de l'école Boissière dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale : 122 K€,
- Subvention du département pour les travaux du stade Gentilini : 43 K€,
- Subvention de la CAF pour les travaux de l'école Léo Lagrange : 68 K€,
- Subvention ACSE – vidéo-protection 23 K€ (solde),
- Emprunt Caisse d'Epargne : 1 847 K€.

### **V. CONCLUSION**

Ce Compte Administratif 2015 dégage un excédent, plus important qu'en 2014 tout en respectant l'engagement de non-augmentation de la pression fiscale.

Cet excédent traduit également une bonne maîtrise des dépenses et exécution très satisfaisantes des recettes.

Avec pour stratégie financière pérenne dans le temps, l'équipe municipale s'efforcera d'optimiser son autofinancement pour parfaire d'une part au financement de l'investissement et d'autre part de procéder au désendettement de la ville.

Conformément à l'article L 2121-31 al. 1 du code général des collectivités territoriales, il est demandé au conseil municipal d'arrêter et de voter le compte administratif du budget principal de la ville pour l'exercice 2015.

▪ **Présentation synthétique du Compte Administratif 2015 :**

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>	<b>SOLDE</b>
Résultat reporté de l'exercice précédent	0,00	2 266 305,73	2 266 305,73
Opérations de l'exercice	14 483 607,36	12 287 584,28	- 2 196 023,73
<b>Total</b>	<b>14 483 607,36</b>	<b>14 553 890,01</b>	<b>70 282,65</b>
Résultat d'Investissement			+ 70 282,65
Restes à réaliser	3 942 166,87	2 103 462,60	- 1 838 704,27
<b>Total (réalisations + reports)</b>	<b>18 425 774,23</b>	<b>16 657 352,61</b>	<b>- 1768 421,62</b>
Résultat d'Investissement avec intégration des restes à réaliser			- 1 768 421,62
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>	<b>SOLDE</b>
Résultat reporté de l'exercice précédent	0,00	2 646 188,63	2 646 188,63
Opérations de l'exercice	59 612 846,49	63 938 914,92	4 326 068,43
<b>Total</b>	<b>59 612 846,49</b>	<b>66 585 103,55</b>	<b>6 972 257,06</b>
Résultat de Fonctionnement			+ 6 972 257,06
<b>TOTAL DES SECTIONS</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>	<b>SOLDE</b>
Résultat reporté de l'exercice précédent	0,00	4 912 494,36	4 912 494,36
Opérations de l'exercice	74 096 453,85	76 226 499,20	2 130 045,35
<b>Total</b>	<b>74 096 453,85</b>	<b>81 138 993,56</b>	<b>7 042 539,71</b>
<b>Résultat de clôture – compte de gestion après régularisation de la TVA</b>			<b>+ 6 719 066,24*</b>
Restes à réaliser	3 942 166,87	2 103 462,60	- 1 838 704,27
<b>Total cumulé</b>	<b>78 038 620,72</b>	<b>83 242 456,16</b>	<b>5 203 835,44</b>

<b>Résultat net de clôture après régularisation de la TVA</b>	<b>+ 4 880 361,97**</b>
-----------------------------------------------------------------------	-------------------------

\* Résultat de clôture retraité après la régularisation de TVA (7 042 539,71 – 323 473,47).

\*\* Résultat net de clôture après régularisation de la TVA (5 203 835,44 – 323 473,47).

## DELIBERATION

Le Conseil,

Au regard du jugement du tribunal administratif de Montreuil en date du 18 mai 2017, il convient de soumettre à nouveau au vote du Conseil Municipal le compte administratif 2015,

Vu les articles L 1612-12 et L 2121-31 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération portant approbation du compte de gestion 2015,

Vu le compte administratif 2015 joint à la présente délibération,

Considérant la sortie de Monsieur Laurent RIVOIRE, en sa qualité de Maire lors de l'exercice considéré, conformément à l'article L2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il est proposé au Conseil Municipal la présidence de Monsieur Jean THARY, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, pour délibérer sur le Compte Administratif 2015 du budget principal de la ville, dressé par Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire de Noisy-le-Sec,

La Commission des Finances – Développement économique consultée,

DELIBERE

### Article 1er :

Donne acte de la présentation faite du compte administratif ville de l'exercice 2015, dont les résultats s'établissent comme suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	0,00	2 266 305,73	2 266 305,73
Opérations de l'exercice	14 483 607,36	12 287 584,28	- 2 196 023,08
<b>Total</b>	<b>14 483 607,36</b>	<b>14 553 890,01</b>	<b>70 282,65</b>
Résultat d'Investissement			+ 70 282,65
Restes à réaliser	3 942 166,87	2 103 462,60	- 1 838 704,27
<b>Total (réalisations + reports)</b>	<b>18 425 774,23</b>	<b>16 657 352,61</b>	<b>- 1 768 421,62</b>
Résultat d'Investissement avec intégration des restes à réaliser			- 1 768 421,62

SECTION DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	0,00	2 646 188,63	2 646 188,63
Opérations de l'exercice	59 612 846,49	63 938 914,92	4 326 068,43
<b>Total</b>	<b>59 612 846,49</b>	<b>66 585 103,55</b>	<b>6 972 257,06</b>
Résultat de Fonctionnement			+ 6 972 257,06

TOTAL DES SECTIONS	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	0,00	4 912 494,36	4 912 494,36
Opérations de l'exercice	74 096 453,85	76 226 499,20	2 130 045,35
<b>Total</b>	<b>74 096 453,85</b>	<b>81 138 993,56</b>	<b>7 042 539,71</b>
Résultat de clôture – compte de gestion après régularisation de la TVA			+ 6 719 066,24*
Restes à réaliser	3 942 166,87	2 103 462,60	- 1 838 704,27
<b>Total cumulé</b>	<b>78 038 620,72</b>	<b>83 242 456,16</b>	<b>5 203 835,44</b>
Résultat net de clôture après régularisation de la TVA			+ 4 880 361,97

\* Résultat de clôture retraité après la régularisation de TVA (7 042 539,71 – 323 473,47)

\*\* Résultat net de clôture après régularisation de la TVA (5 203 835,44 – 323 473,47)

Article 2 :

Reconnaît la sincérité des restes à réaliser.

Article 3 :

Arrête et adopte les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Laurent RIVOIRE ne prend pas part au vote.**

**Corinne BORD ne prend pas part au vote (absente).**

**ABSTENTION : 1 Pascale LABBE**

**POUR :** 31 MAJORITÉ MUNICIPALE,  
**CONTRE :** 9 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras).

**La délibération est adoptée**

**Laurent RIVOIRE reprend la présidence de séance.**

## **6 - DIRECTION DES FINANCES**

### **BUDGET PRINCIPAL VILLE - APPROBATION DU COMPTE DE GESTION - EXERCICE 2016**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

Le compte de gestion du budget principal de la commune, établi par le comptable public et transmis à la collectivité, retrace les opérations en dépenses et en recettes de l'exercice 2016. Il doit être en concordance avec le compte administratif.

Il s'établit comme suit :

	SECTION		TOTAL
	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	
RECETTES	13 233 099,18	72 536 772,06	<b>85 769 871,24</b>
DEPENSES	13 493 742,37	67 222 053,16	<b>80 715 795,53</b>
RESULTAT DE L'EXERCICE	<b>-260 643,19</b>	<b>5 314 718,90</b>	<b>5 054 075,71</b>

SECTIONS	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT (2015)	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT (2015)	RESULTAT DE L'EXERCICE (2016)	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE (2015)
INVESTISSEMENT	-253 190,82	0	-260 643,19	117 148,68	<b>-396 685,33</b>
FONCTIONNEMENT	6 972 257,06	2 091 895,09	5 314 718,90	36 074,77	<b>10 231 155,64</b>
TOTAL	<b>6 719 066,24</b>	<b>2 091 895,09</b>	<b>5 054 075,71</b>	<b>153 223,45</b>	<b>9 834 470,31</b>

Conformément à l'article L. 2121-31 du code général des collectivités territoriales, il est demandé au conseil municipal d'approuver le compte de gestion du budget principal de la ville pour l'exercice 2016.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2121-31,

Vu le budget primitif de la commune de l'exercice 2016, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats,

Vu le compte de gestion établi par le comptable pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2016, accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Considérant la concordance entre le compte administratif de l'exercice 2016 et le compte de gestion du même exercice,

La Commission des Finances consultée,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve le compte de gestion de l'exercice 2016, présenté par le receveur municipal de Noisy-le-Sec, visé et certifié conforme par l'ordonnateur.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Corinne BORD ne prend part au vote (absente).***

**ABSTENTION :      11    GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
                                         GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud  
                                         Gherras)  
                                         Dulcinée AVRIL**

**POUR :                      31    MAJORITÉ MUNICIPALE,**

**La délibération est adoptée**

**Sur le vote de la présidence de M. Thary pour la délibération n°7 :**

***Corinne BORD ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

## **7 - DIRECTION DES FINANCES**

### **BUDGET PRINCIPAL VILLE - APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF - EXERCICE 2016**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

#### **I. DETERMINATION DU RESULTAT**

Le Compte Administratif rend compte de la gestion de l'ordonnateur et constate les résultats comptables.

C'est un document de synthèse qui possède la même architecture que le Budget Primitif ; il est obligatoire et obéit aux mêmes principes d'annualité, d'unité et de sincérité.

Par opposition au Budget Primitif, le Compte Administratif a principalement pour fonction de rapprocher les prévisions inscrites au budget des réalisations effectives en dépenses et en recettes durant l'exercice budgétaire.

Le compte administratif de l'exercice 2016 retrace l'exécution des décisions budgétaires prévues lors du Budget Primitif 2016 voté le 17 décembre 2015 et de la Décision Modificative n°1 du 1<sup>er</sup> décembre 2016.

Le Compte Administratif totalise en mouvements budgétaires, toutes sections confondues, 80 968 986,35 euros en dépenses contre 90 803 456,66 euros en recettes. Le solde fait apparaître un **excédent** de 9 834 470,31 euros.

A la différence du compte de gestion, le compte administratif reprend le résultat des **restes à réaliser** (recettes et dépenses engagées sur 2015 non finalisées et reportées sur 2016), dont le solde s'élève pour 2016 à - **5 152 162,80** euros.

**Le résultat final du Compte Administratif 2016 de la ville, après intégration des restes à réaliser, est donc un excédent de 4 682 307,51 euros.**

#### **1) Section d'investissement**

Recettes :	13 233 099,18 €
Dépenses :	<u>13 493 742,37 €</u>
Le solde fait donc apparaître un déficit d'investissement de :	- <b>260 643,19 €</b>
Cette section comprend également la reprise du déficit antérieur :	- <u>136 042,14€</u>
<b>La section d'investissement présente un déficit de :</b>	<b>- 396 685,33 €</b>

#### **2) Section de fonctionnement**

Recettes :	72 536 772,06 €
Dépenses :	<u>67 222 053,16 €</u>
Le solde fait apparaître un <b>excédent</b> de fonctionnement de :	5 314 718,90 €
Affectation de la reprise de l'excédent antérieur :	<u>+ 4 916 436,74 €</u>
<b>La section de fonctionnement présente un excédent de :</b>	<b>10 231 155,64 €</b>

#### **3) Résultat de clôture**

Le résultat de clôture est constitué du total des deux sections présentées ci-dessus :

<b>Le déficit d'investissement de :</b>	<b>- 396 685,33 €</b>
<b>L'excédent de fonctionnement de :</b>	<b>+ 10 231 155,64 €</b>

Le solde fait apparaître un **excédent** de 9 834 470,31 **euros** correspondant au résultat du Compte de Gestion présenté précédemment.

A la différence du compte de gestion, le compte administratif reprend les restes à réaliser :

Recettes d'investissement reportées	:	2 928 828,44 €
Dépenses d'investissement reportées	:	<u>8 080 991,24 €</u>
Le solde des restes à réaliser est de	:	<b>- 5 152 162,80 €</b>



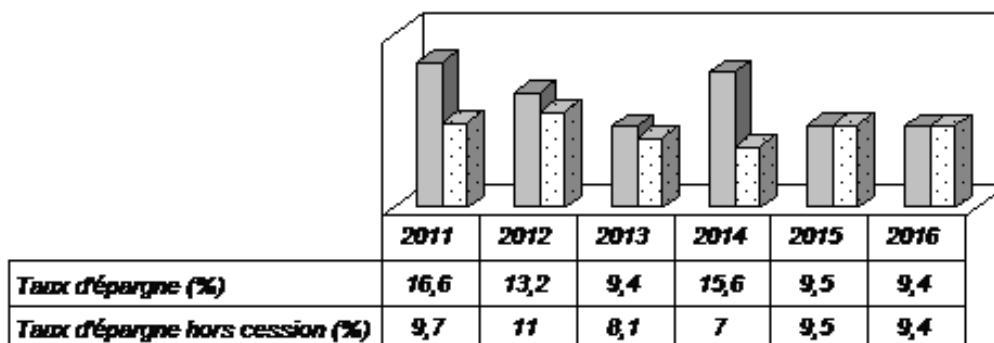
Le résultat du compte administratif, après intégration des restes à réaliser, est donc un excédent de **4 682 307,51** (9 834 470,31 – 5 152 162,80).

## II. LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

Le compte administratif 2016 a été étudié selon deux approches : Les **taux d'épargne** et l'**endettement**, avec une analyse rétrospective sur la période 2011-2016.

### 1) Taux d'épargne

Il indique la capacité de la ville de Noisy-le-Sec à dégager de l'autofinancement pour la couverture du remboursement de la dette en capital et le financement d'une partie de ses investissements.



Le compte administratif 2016 présente effectivement :

- Une très bonne réalisation des recettes de gestion sur les principaux postes (99% d'exécution du Budget).
- Une économie conséquente de 4 066 K€ sur les charges de gestion par rapport au prévu, dont 1 193 K€ sur les charges à caractère général (011), 2 600 K€ sur les charges de personnel et 274 K€ sur les autres charges de gestion courante (65).
- Une maîtrise des dépenses de personnel qui diminuent de 2,4%.
- Une économie (122 K€) obtenue sur les frais financiers, due aux effets cumulés :
  - de taux d'intérêts sur les marchés financiers encore très bas observés en 2016,
  - de l'optimisation de la trésorerie avec l'utilisation d'avances perçues sur l'attribution de compensation de l' Etablissement Public Territorial Est Ensemble, le FCTVA et les subventions,
  - et enfin, à la gestion de notre trésorerie au plus près de nos besoins.

Malgré un budget serré et une gestion rigoureuse demandée et réalisée par les services, il est de plus en plus complexe de maintenir le même niveau d'activité, les ressources ne suivant pas la même évolution que les dépenses.

## 2) L'endettement

La situation de la ville au regard de l'endettement peut être résumée par le tableau suivant :

Dette	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016
31/12/N						
<b>Endettement (en k€)</b>	<b>62 917</b>	<b>65 982</b>	<b>69 708</b>	<b>79 240</b>	<b>77 303</b>	<b>79 003</b>
<b>Ratios d'endettement</b>						
Endettement en € / hab	1 593	1 689	1 745	1 960	1 916	1 910
<b>Annuité</b>						
Annuité en k€	5 378	5 236	6 547	6 477	6 842	7 332
Annuité / recettes de fonctionnement	9%	8%	10%	10%	11%	10%

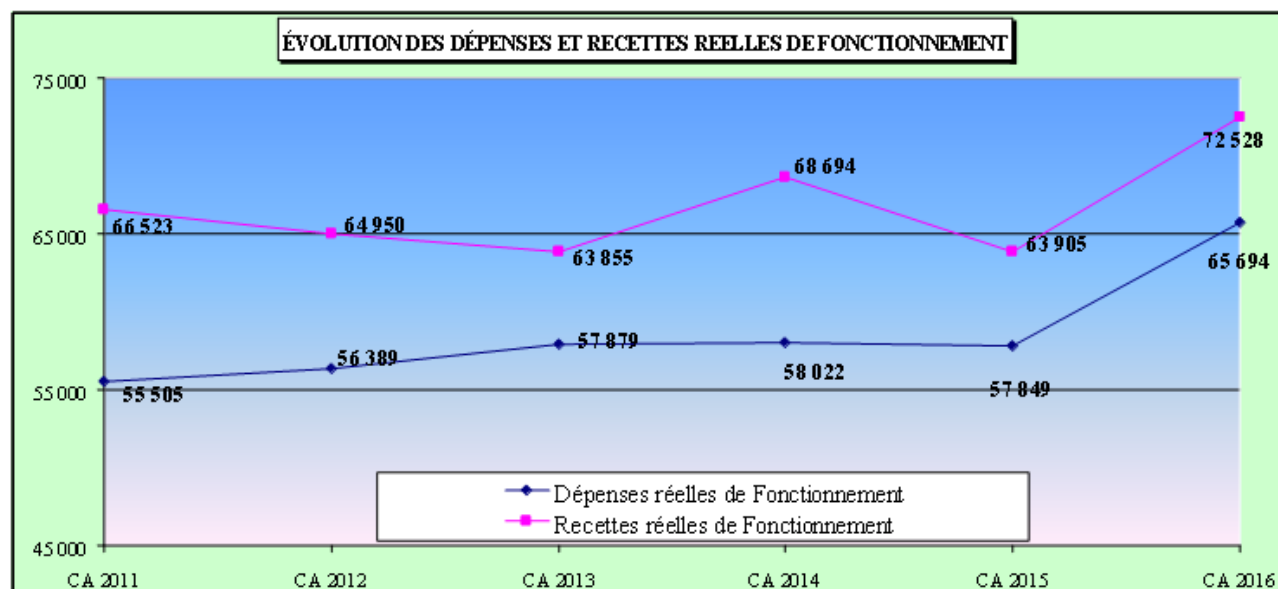
L'encours de la dette au 31 décembre 2016 s'élève à 79 M€ d'euros.

Le BP 2016 prévoyait l'inscription de 7,8 M€ d'emprunt nouveau.

Au final, le montant de l'emprunt 2016 encaissé s'est élevé à 6,8 M€ ; ce montant est à mettre en parallèle avec d'importantes dépenses d'investissement réalisées, soit 8 M€ de dépenses d'équipement en 2016 concernant notamment la poursuite des travaux et aménagement liés à l'ANRU Londeau et Boissière, les travaux de restructuration du groupe scolaire Jean Renoir, les travaux d'aménagement de voirie (rue Saint Denis...), et les travaux dans les bâtiments communaux et bâtiments scolaires...

## III. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

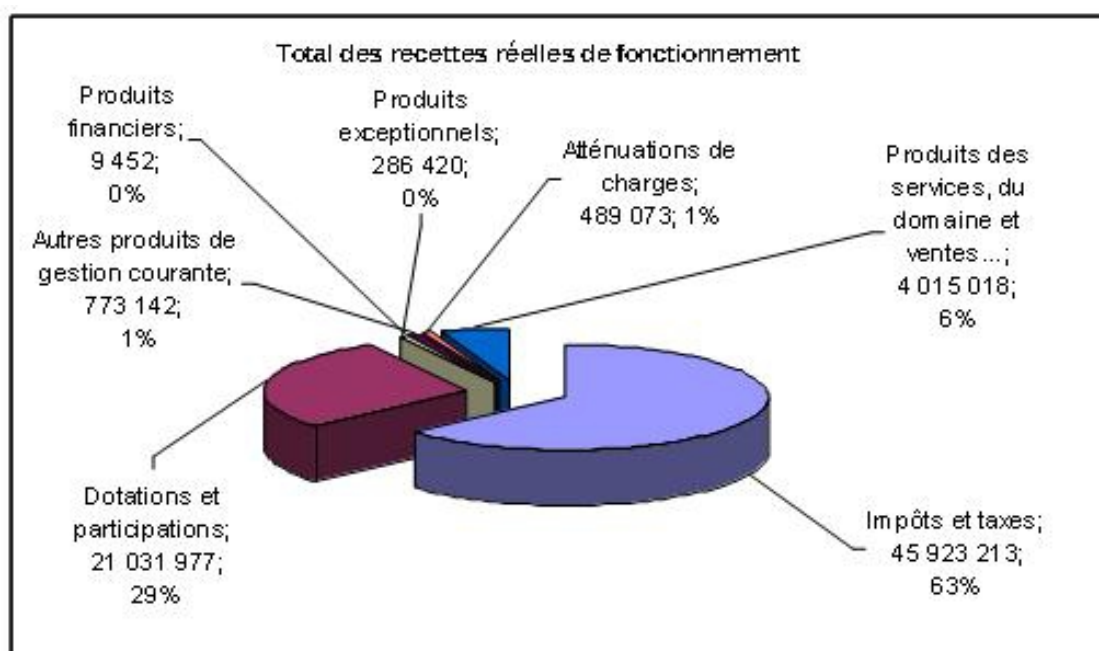
Evolution globale de la section de fonctionnement :



## 1) Les recettes de fonctionnement

Le graphique présenté ci-dessus présente l'évolution des dépenses et recettes réelles.

Elles se répartissent de la façon suivante :



### • 73 – Impôts et taxes

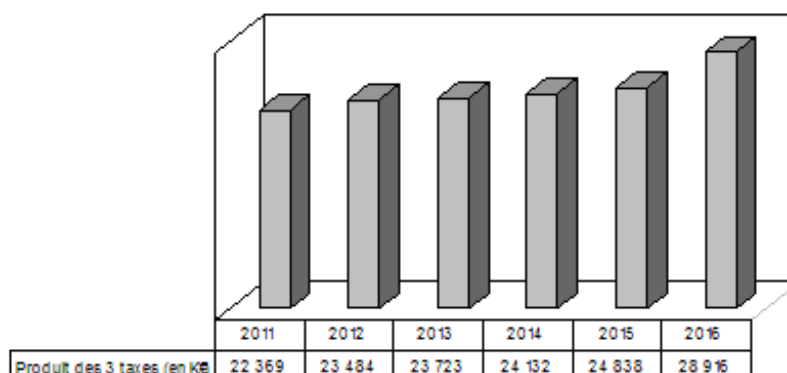
En 2016, le chapitre 73 impôts et taxes représente 63 % des recettes réelles de fonctionnement et augmente de 11,63 % par rapport à 2015 (+4 786 K€).

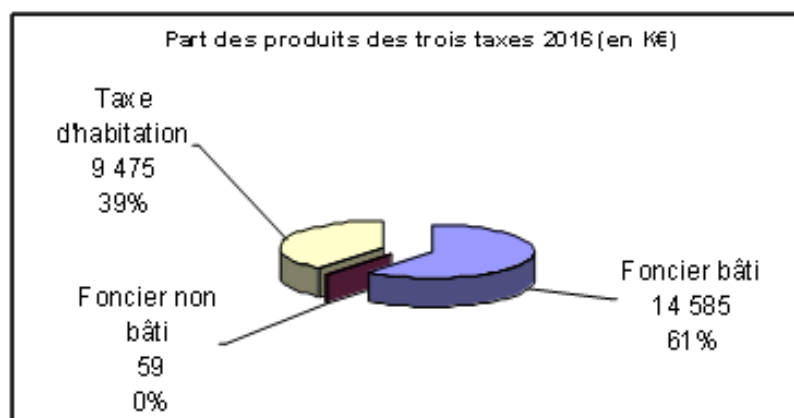
Les recettes fiscales, principal poste de ce chapitre (63 %) sont constituées du produit des 3 taxes. Ce poste atteint 28 915 606 € en 2016, et augmente de 4 077 K€ ( soit 16,42 %) par rapport à 2015.

Il est toutefois à préciser que cette augmentation est neutralisée dans le cadre de la part du FCCT (1ère fraction fiscalité) encaissée par la ville mais reversée à l'EPT "Est Ensemble". Le montant s'est établi à hauteur de 4,68 M€.

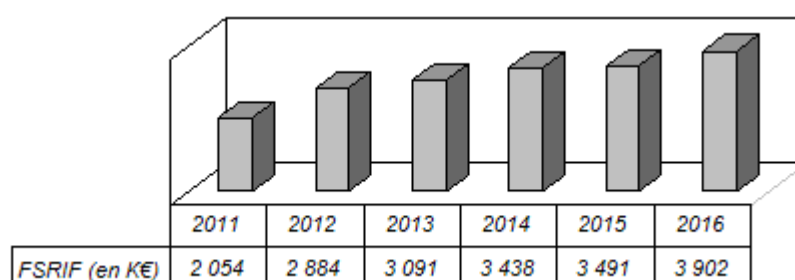
Par ailleurs il est à noter une baisse de notre fiscalité liée au dispositif adossée à l'exonération des familles "dites" modestes de taxe d'habitation (depuis la Loi de Finances 2016).

La répartition en 2016 de chacune des trois taxes sur le montant total du produit fiscal est la suivante :

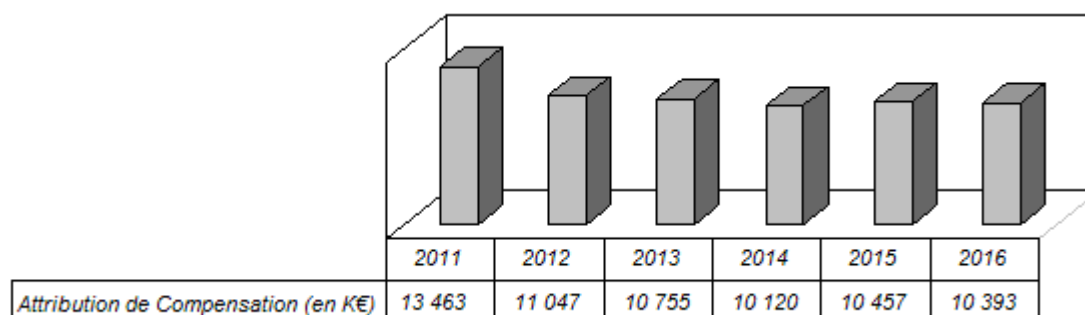




Fonds de solidarité de la Région Ile de France (FSRIF) :



Evolution de l'Attribution de Compensation :



Le montant de l'allocation de compensation est révisé tous les ans en fonction de l'évaluation des charges transférées. Celle-ci est dorénavant, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, versée par la Métropole du Grand Paris.

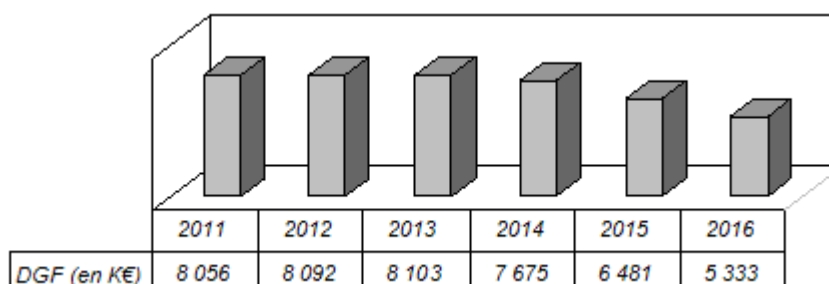
#### • 74 – Dotations et participations

En 2016, le chapitre 74 dotations et participations représente 29 % des recettes réelles de fonctionnement.

Ce chapitre budgétaire retrace les encaissements reçus par la Ville au titre des dotations de l'Etat et les subventions de nos partenaires institutionnels (Conseil Régional, Conseil Départemental et CAF notamment).

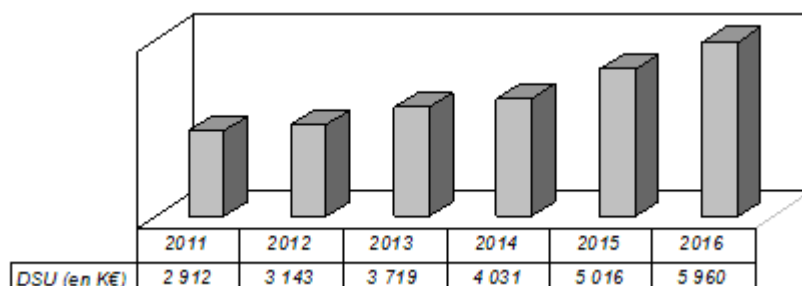
**a) Concernant les Dotations d'Etat :**

La **DGF** (Dotation Globale de Fonctionnement) a diminué de 17,7 % en 2016 (- 1 148K€) par rapport à 2015 :



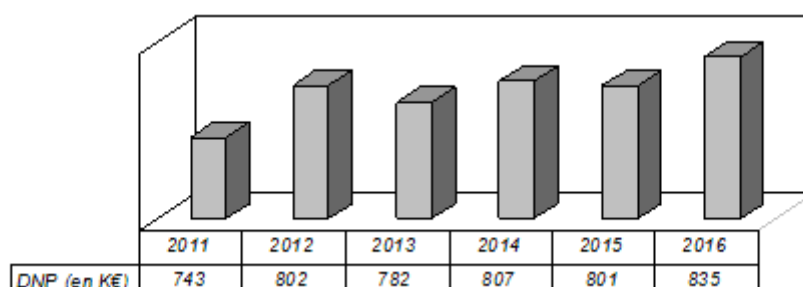
Dans le cadre de la contribution au redressement des finances publiques, la DGF est fortement altérée pour Noisy-le-Sec.

La **DSU** (Dotation de Solidarité Urbaine) a augmenté en 2016 (+ 944 K€ soit + 18,8 %) :



La **Dotation de compensation de groupements de communes** touchée pour la première fois est de 4 216 762 €. Ce montant correspond à la première fraction de FCCT (hors fiscalité) et concerne la DCP (Dotation Compensation Part salaire). Cette somme est reversée à l'EPT Est Ensemble.

La **DNP** (Dotation Nationale de Péréquation) a augmenté de 4,25 % en 2016 par rapport à 2015 ( soit + 34K €).

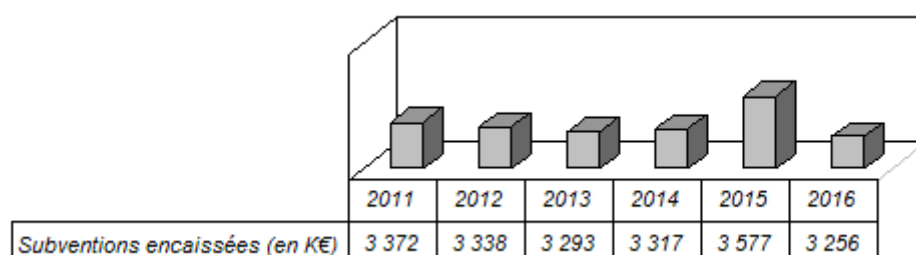


## b) Subventions encaissées en 2016

Il convient de souligner ici qu'en matière de subventions de fonctionnement, cette année 2016 est toujours très satisfaisante (3 256 K€), cela représente une exécution de 90% par rapport aux prévisions.

Elles se répartissent comme suit:

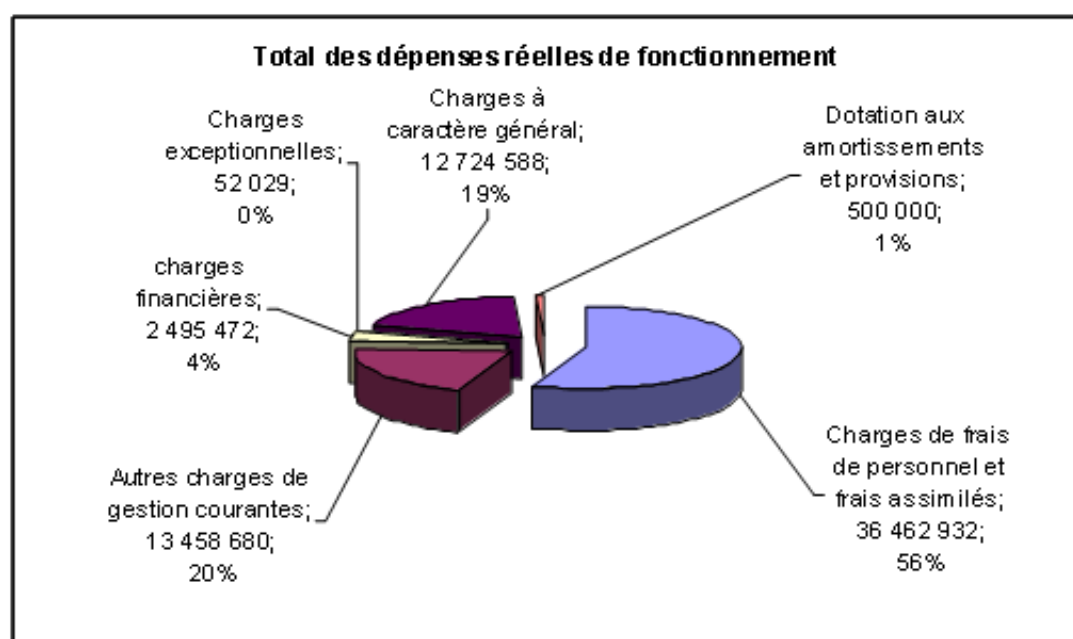
- Etat - Autres organismes (CAF, ACSE...) : 2 461 749 €
- Région : 54 657 €
- Conseil Départemental : 721 846 €
- Autres Organismes (FIPHFP...) : 18 043 €



## 2) Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement 2016 sont en hausse de 13,56 % par rapport à l'année 2015 (+7 844 K€).

Elles se répartissent de la façon suivante :

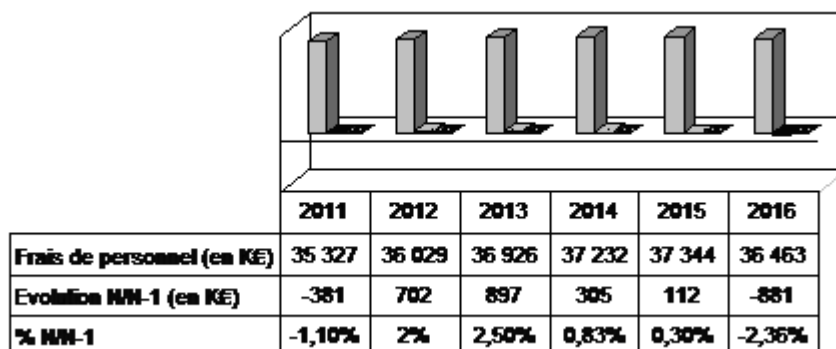


### • 012 – Charges de personnel

Pour rappel les dépenses de personnel prévues au budget primitif étaient de 39 062 417 €. Le montant réalisé de 36 462 931,52 € représente donc un taux d'exécution de 93,35 %.

En 2016, le chapitre 012 charges de personnel a diminué de 2,36 % par rapport à l'année 2015.

Ce poste représente 55,50 % des dépenses réelles de fonctionnement.(DP/DRF)



Le pourcentage d'évolution annuelle de la masse salariale entre les deux exercices est contenu et négatif. Il est en outre largement inférieur à celui constaté pour l'ensemble des collectivités territoriales (taux moyen de croissance annuelle : +3% pour l'ensemble des APUL –administrations publiques locales-, *base rapport de la cour des comptes sur les finances locales d'octobre 2016 page 160*).

Si cette baisse permet de pondérer significativement le ratio entre les dépenses de personnel et les dépenses de fonctionnement (DP/DRF), il convient de le mettre en perspective avec les actions qui ont permis cette évolution à la baisse de la masse salariale, permettant d'affiner les prévisions sur les exercices suivants, et donc les nécessités de crédits correspondants. Il convient de noter également qu'en prévision des options d'orientations sont prises et chiffrées, et que celles-ci peuvent dans l'année évoluer, ce qui peut impacter l'exécution.

Pour permettre cette baisse sur l'exercice écoulé, avec une « neutralisation » de l'évolution naturelle du 012, la collectivité a conduit sur 2016 plusieurs projets, permettant d'une part de pondérer l'effet du GVT (glissement vieillesse technicité), et d'autre part de minimiser l'impact des mesures réglementaires décidées au niveau national, dont les conséquences financières sur les charges des collectivités locales sont importantes.

Ces actions ont été notamment les suivantes :

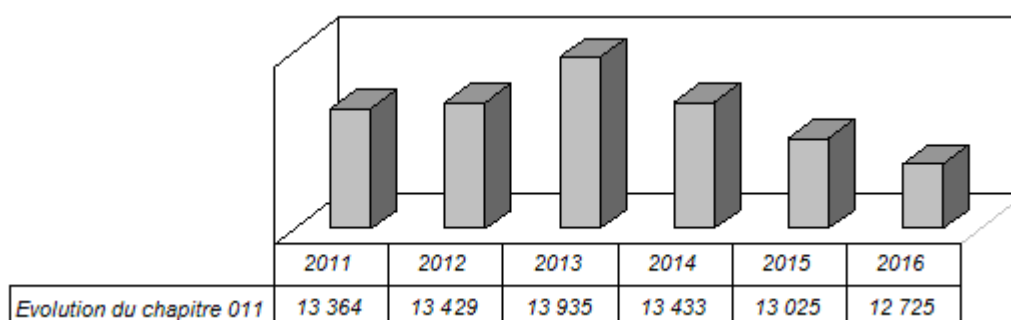
- La refonte du plan de recrutement annuel avec une projection pluriannuelle, qui sur l'exercice écoulé a impacté à la baisse les dépenses prévues par une ré interrogation systématique des remplacements de sortants. Cette démarche est corollaire d'une démarche de GPEEC (gestion prévisionnelle des effectifs, emplois et compétences), matérialisée notamment par l'identification des passerelles entre les postes, et une dynamisation des dispositifs d'accompagnement à la mobilité et au reclassement. Le renforcement des dispositifs de développement des compétences et de formation, avec un budget consacré et exécuté, a permis de favoriser ces mobilités internes et reclassements. Ce positionnement en interne sur les besoins en recrutement a engendré mécaniquement une baisse des nouvelles entrées, et un ratio arrivées/départs moins important que prévu. Enfin l'effet dit de Noria (variation des salaires entre entrées et sorties, suite à départs en retraite notamment) a également été significatif sur la période.
- La réorganisation de certains services et directions, en particulier du secteur DASEPE, dans l'optique d'optimiser l'organisation du travail, de rationaliser les besoins en effectifs permanents et de remplacement, et la qualité du service public rendu. Dans ce cadre, la réorganisation intervenue en 2015 sur le secteur des Asem a impacté par effet report la masse salariale 2016. L'externalisation de l'entretien des bâtiments communaux, à l'exception des écoles, a également fortement impacté le nombre de recrutements sur ce secteur sur l'année 2016.
- La maîtrise des heures supplémentaires, astreintes et remplacements, impliquant une réflexion sur le temps et l'organisation du travail conduite par l'ensemble des directions.
- La prévention de l'absentéisme, engagée notamment via la signature en Janvier 2016 d'un accord sur la prévention de la santé et de la qualité de vie au travail avec les représentants du personnel, associant l'encadrement et l'ensemble des acteurs de la prévention. Les actions menées, notamment sur la prévention des accidents de service, ont permis de travailler en profondeur et durablement sur cet absentéisme et donc de minorer les besoins en remplacement des agents absents, impactant la masse salariale.
- Enfin cette baisse des recrutements externes, conjuguée à la phase de transition sur cet exercice dans la gestion de l'indemnisation du chômage (passage de l'auto assurance à la cotisation

directe pour les nouveaux entrants), a permis de réduire les dépenses sur ce volet par rapport aux prévisions envisagées.

Cette exécution budgétaire a donc été réalisée dans la continuité d'une politique de gestion des ressources humaines rigoureuse, impliquant l'ensemble des services. La stabilisation des réorganisations ayant fortement impacté la masse salariale doit permettre la continuité de ces effets sur les exercices suivants.

- **011 – Charges à caractère général**

En 2016, les charges à caractère général (chapitre 011) ont représenté 19 % des dépenses réelles de fonctionnement et ont diminué de 2 % par rapport à 2015 (soit - 300 K€). Ce poste dégage une économie de 1 193 K€ par rapport au prévisionnel, ce qui représente une exécution du budget à hauteur de 91%.



Les principales dépenses du chapitre 011 sont les suivantes:

- 2 695 K€ dédiés à l'alimentation (2 753 K€ en 2015),
- 1 776 K€ d'entretien des voiries et réseaux (1 850 K€ en 2015),
- 1 653 K€ relatifs aux fluides (2 132 K€ en 2015),
- 896 K€ de frais liés à la maintenance (920 K€ en 2015),
- 723 K€ d'achats de prestations de services (715 K€ en 2015),
- 578 K€ d'achat de fournitures non stockées (616 K€ en 2015),
- 355 K€ de reversement des recettes piscine et conservatoire à l'EPT Est Ensemble (87 K€ en 2015),
- 350 K€ de primes d'assurances (241 K€ en 2015),
- 344 K€ relatifs aux frais de nettoyage des locaux (178 K€ en 2015).

Lors de la préparation budgétaire 2016, une enveloppe dédiée au contingent avec le CIG a été provisionnée, basée sur les dépenses effectivement réalisées sur les exercices antérieurs. Ces conventions avaient notamment vocation à accompagner la collectivité dans l'évaluation des risques professionnels et la rédaction d'un document unique.

Un travail considérable a été réalisé en interne par la direction des ressources humaines afin de finaliser les démarches. Ce travail interne avec les acteurs concernés (encadrants, partenaires sociaux...) a permis de moins faire appel au contingent d'heures du CIG.

Le turnover imprévu des assistantes sociales du CIG sur l'année a aussi impacté la dépense liée à cette prestation du CIG.

Les dépenses d'expertises médicales effectuées en 2016 ont quant à elles significativement baissé par rapport à 2015, notamment grâce à une meilleure prise en charge par l'assurance du personnel, et aux actions engagées suite à l'accord sur la prévention de la santé et de la qualité de vie au travail signé avec la CFDT en 2016.

Ces évolutions structurantes sur l'ensemble de ces dépenses liées au personnel ont été prise en compte lors de l'établissement du BP 2017.

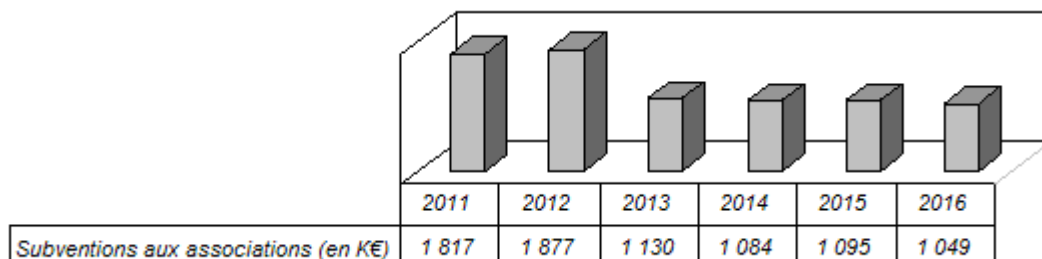


- **65 – Autres charges de gestion courante**

Les dépenses comptabilisées au sein de ce chapitre 65 comprennent entre autres les dépenses obligatoires, les participations, et les subventions.

Il représente 20% des dépenses réelles de fonctionnement et augmente de 9 135 K€ par rapport à 2015 (soit +211 %). Ce poste de dépenses augmente fortement car il intègre depuis 2016 le Fonds de Compensation des Charges Transférées (part fiscalité) reversé par la Ville à l'établissement public territorial Est Ensemble.

Enfin, le poste des **subventions aux associations** s'élève à 1 049K€ en 2016.



- **66 – Charges financières**

En 2016, les charges financières (chapitre 66) représentent 4 % des dépenses réelles de fonctionnement. Elles s'élèvent à 2 495 K€ et sont en diminution par rapport à 2015 (- 83 K€, soit – 3 %). Nous constatons une économie de 122 K€ sur ce poste par rapport au budget voté, qui s'explique par un contexte de taux encore bas, l'optimisation de la trésorerie, grâce à la maîtrise obtenue sur les autres postes de fonctionnement.

#### IV. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Elle se présente de la façon suivante :

DEPENSES REELLES (en €)		RECETTES REELLES (en €)	
Dépenses d'équipement brut	7,958,150.26	Dotations (Taxe Aménagement, FCTVA,...)	1,277,996.52
		Subventions d'investissement	1,247,424.94
Remboursements d'emprunts	4,901,172.32	Emprunts souscrit en 2016	6,847,000.00
		Affectation de résultat 2015 (1068)	2,091,895.09
Subventions d'investissement	137,896.00		
Dépôts et cautionnement	0.00	Dépôts et cautionnement	1,260.00
Autres immobilisations financières	130,640.00	Autres immobilisations financières	0.00
Opérations pour compte de tiers	137,343.92	Opérations pour compte de tiers	19,105.66
<b>Total</b>	<b>13,265,202.50</b>	<b>Total</b>	<b>11,484,682.21</b>

<b>DEPENSES D ORDRE</b>	228,539.87	<b>RECETTES D ORDRE</b>	1,748,416.97
Affectation de résultat 2015 (001)	253,190.82	Affectation de Résultat 2015 (001)	117,148.68

<b>Total dépenses</b>	<b>13,746,933.19</b>	<b>Total recettes</b>	<b>13,350,247.86</b>
-----------------------	----------------------	-----------------------	----------------------

<b>Solde : déficit d'investissement de :</b>	<b>-396,685.33</b>
----------------------------------------------	--------------------

## 1) Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement s'élèvent à 13 233 099,18 € et se répartissent comme suit :

### 1. Les recettes d'équipement :

- 1 247 424,94 € de subventions d'investissement dont :
  - 470 K€ de subvention pour le quartier de la Boissière,
  - 299 K€ de subvention pour le quartier du Londeau (Région),
  - 117 K€ de produits d'amendes de police,
  - 85 K€ d'aides aux maires bâtisseurs (préfecture de région IDF),
  - 83 K€ de subvention pour le développement du dispositif de vidéo-surveillance (FIPD),
  - 68 K€ d'aide à l'investissement pour l'accueil de loisirs Léo Lagrange,
  - 43 K€ de subvention pour le revêtement synthétique du stade Gentilini (Conseil Départemental),
  - 28 K€ de participation pour voirie et réseaux
  - 17 K€ de participation pour non réalisation de places de stationnements,
  - 23 K€ de financement pour l'informatisation du dossier patient,
  - 7 K€ de subvention d'aide à la télétransmission,
  - 6 K€ d'aide à l'investissement de matériel économe en énergie (EDF),
- 6 847 000 K€ d'emprunts nouveaux,

### 2. Les recettes financières :

- 2 091 895,09 € d'affectation du résultat de l'exercice 2015 à l'article 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé »,
- 866 605 € de FCTVA (Fonds de Compensation de la TVA),
- 411 391,52 € de taxes aménagement,
- 1 260 € pour le remboursement de dépôts et cautionnement,

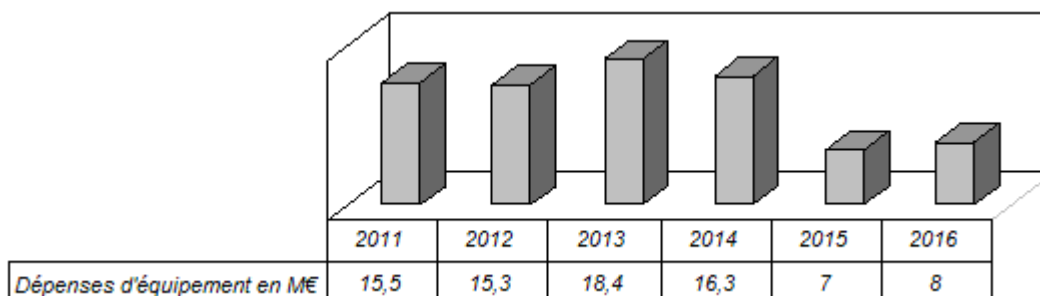
### 3. Les recettes d'opération pour compte de tiers : 19 105,66 €.

### 4. Les recettes d'ordre : 1 748 416,97 €

- 1 511 568,96 € pour les opérations d'ordre de transfert entre sections (neutre budgétairement car elles trouvent leur contrepartie en dépenses de fonctionnement),
  - Dont 24 079,36 € d'écritures comptables relatives aux cessions foncières,
  - 1 487 489,60 € de dotations aux amortissements,
- 236 848,01 € pour les opérations patrimoniales.

## 2) Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'équipement consacrées aux investissements ont évolué de la manière suivante :



Les principales dépenses d'équipement réalisées en 2016 sont les suivantes :

### a) Immobilisations incorporelles : 172 848,97 € dont :

- 61 K€ de frais d'études (projet de modernisation, étude cadastre, AMO étude stationnement, étude de mise en accessibilité d'arrêts de bus)

- 112 K€ d'acquisitions de logiciels et de licences.

**b) Subventions d'équipement versées : 64 917,60 € de participation au titre du contingent incendie.**

**c) Immobilisations corporelles : 3 788 041,21 € dont notamment :**

- 1 350 K€ de travaux dans les bâtiments communaux,
- 638 K€ pour du matériel et outillage techniques,
- 555 K€ pour des acquisitions foncières,
- 401 K€ de travaux dans les bâtiments scolaires,
- 215 K€ pour du matériel d'éclairage public,
- 203 K€ d'installations de voirie,
- 195 K€ de travaux d'accessibilité,
- 93 K€ de mobilier,
- 84 K€ pour l'acquisition de matériel de bureau et pour le parc informatique,
- 30 K€ pour le parc automobile.
- 21 K€ de plantations d'arbres et d'arbustes,
- 3 K€ de travaux dans les cimetières,

**d) Travaux : 3 932 342,48 € dont :**

- **2 925 838,28 € se rapportant aux Autorisations de Programmes répartis comme suit :**
  - 1 336 K€ pour l'ANRU Boissière,
  - 1 078 K€ pour l'ANRU du Londeau,
  - 507 K€ pour les frais d'études relatifs à la restructuration du Groupe Scolaire Jean Renoir,
  - 5 K€ pour les frais d'études relatifs à la restructuration du Groupe Scolaire Langevin,
- **1 006 504,20 € pour les dépenses hors Autorisations de Programmes, dont notamment :**
  - 829 K€ pour les travaux d'aménagement de voirie dont :
    - 382 K€ rue Saint-Denis,
    - 190K€ équipements de voiries diverses rues,
    - 145 K€ rue du Fort,
    - 57 K€ reprise de la cour école primaire Carnot
    - 48 K€ reprise d'enrobé et pose caniveau maternelle Gambetta,
    - 4 K€ pour des travaux d'éclairage public,
    - 3 K€ réparation bornes incendie,
  - 71 K€ pour les travaux d'aménagement de la vidéo-protection,
  - 44 K€ de pose de jeux,
  - 35 K€ pour les travaux du logis de tir à l'arc – Stade hувier,
  - 27 K€ pour les travaux du stade Gentilini,

**La section d'investissement du compte administratif comprend également les restes à réaliser :**

Les dépenses s'élèvent à 8 080 991,24 € et correspondent à diverses dépenses inscrites et engagées en 2016 mais qui seront finalisées en 2017.

La répartition est la suivante :

- Chapitre 13 : 16 K€ de participations pour voirie réseaux rue Charles Baudelaire/Chemin de Montreuil à Claye et rues P. Feuillère et du Progrès,
- Chapitre 16 : 2 380 K€ pour le remboursement anticipé d'un emprunt caisse d'épargne,
- Chapitre 20 : 9 K€ pour l'acquisition de logiciel dont notamment l'application mobile et le site internet de la ville,
- Chapitre 204 : 60 K€ pour la création d'une station Autolib,
- Chapitre 21 : 3 549 K€ dont notamment 1 812 K€ de travaux d'amélioration de voiries (Aménagement de la rue de la Renaissance Française (800 K€), réaménagement de la rue

de la Fraternité (280 K€)...), 435 K€ pour l'acquisition d'un terrain logirep, 770 K€ relatifs aux travaux dans les divers bâtiments, 13 K€ d'acquisition de mobilier divers...

- Chapitre 27 : 1 552 K€ relatifs aux participations versées à l'EPT Est Ensemble pour la ZAC de l'Ourcq et le conservatoire,
- Chapitre 23 : 458 K€ dont notamment 153 K€ relatifs à l'extension de la vidéo-surveillance ainsi que des travaux de voiries sur divers sites dont l'aménagement de la rue de Brément (170 K€), et des aménagement de sécurité au niveau de la plaine de jeux (38 K€)....,
- Chapitre 45 : 57 K€ de travaux sur des immeubles en péril.

En recettes, les restes à réaliser s'élèvent à 2 928 828,44 € et sont constitués des éléments suivants :

- Chapitre 13 : 129 K€ dont la subvention de la Région pour les travaux de l'école Boissière dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale pour 122 K€ et la subvention d'aide aux maires bâtisseurs (préfecture Région IDF) : 6 K€,
- Chapitre 16 : 2 800 K€ relatifs à l'emprunt Caisse des dépôts et consignations.

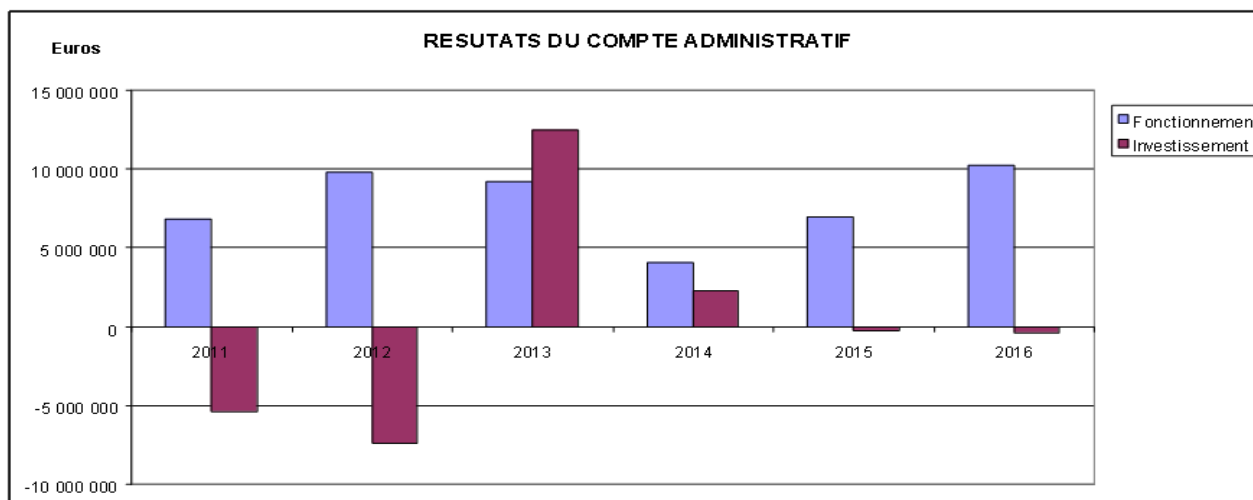
▪ **Présentation synthétique du Compte Administratif 2016 :**

SECTION D'INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	253 190,82	117 148,68	-136 042,14
Opérations de l'exercice	13 493 742,37	13 233 099,18	-260 643,19
<b>Total</b>	<b>13 746 933,19</b>	<b>13 350 247,86</b>	<b>-396 685,33</b>
<b>Résultat d'Investissement</b>			<b>-396 685,33</b>
Restes à réaliser	8 080 991,24	2 928 828,44	-5 152 162,80
<b>Total (réalisations + reports)</b>	<b>21 827 924,43</b>	<b>16 279 076,30</b>	<b>-5 548 848,13</b>
<b>Résultat d'Investissement avec intégration des restes à réaliser</b>			<b>-5 548 848,13</b>

SECTION DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	0	4 916 436,74	4 916 436,74
Opérations de l'exercice	67 222 053,16	72 536 772,06	5 314 718,90
<b>Total</b>	<b>67 222 053,16</b>	<b>77 453 208,80</b>	<b>10 231 155,64</b>
<b>Résultat de Fonctionnement</b>			<b>10 231 155,64</b>

TOTAL DES SECTIONS	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	253 190,82	5 033 585,42	4 780 394,60
Opérations de l'exercice	80 715 795,53	85 769 871,24	5 054 075,71
<b>Total</b>	<b>80 968 986,35</b>	<b>90 803 456,66</b>	<b>9 834 470,31</b>
<b>Résultat de clôture – compte de gestion</b>			<b>9 834 470,31</b>
Restes à réaliser	8 080 991,24	2 928 828,44	-5 152 162,80
<b>Total cumulé</b>	<b>89 049 977,59</b>	<b>93 732 285,10</b>	<b>4 682 307,51</b>
<b>Résultat net de clôture</b>			<b>4 682 307,51</b>

▪ **Rétrospective des résultats du Compte Administratif 2016 :**



Conformément à l'article L 2121-31 al. 1 du code général des collectivités territoriales, il est demandé au conseil municipal d'arrêter et de voter le compte administratif du budget principal de la ville pour l'exercice 2016.

**DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 1612-12 et L 2121-31,

Vu la délibération portant approbation du compte de gestion 2016,

Vu le compte administratif 2016 joint à la présente délibération,

Considérant la sortie de séance de Monsieur Laurent RIVOIRE, en sa qualité de Maire lors de l'exercice considéré, conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il est proposé au Conseil Municipal la présidence de Monsieur Jean THARY, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, pour délibérer sur le Compte Administratif 2016 du budget principal de la ville, dressé par Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire de Noisy-le-Sec,

La Commission des Finances consultée,

**DELIBERE**

Article 1er :

Donne acte de la présentation faite du compte administratif ville de l'exercice 2016, dont les résultats s'établissent comme suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	253 190,82	117 148,68	-136 042,14
Opérations de l'exercice	13 493 742,37	13 233 099,18	-260 643,19
<b>Total</b>	<b>13 746 933,19</b>	<b>13 350 247,86</b>	<b>-396 685,33</b>
<b>Résultat d'Investissement</b>			<b>-396 685,33</b>
Restes à réaliser	8 080 991,24	2 928 828,44	-5 152 162,80
<b>Total (réalisations + reports)</b>	<b>21 827 924,43</b>	<b>16 279 076,30</b>	<b>-5 548 848,13</b>
<b>Résultat d'Investissement avec intégration des restes à réaliser</b>			<b>-5 548 848,13</b>

SECTION DE FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	0	4 916 436,74	4 916 436,74
Opérations de l'exercice	67 222 053,16	72 536 772,06	5 314 718,90
<b>Total</b>	<b>67 222 053,16</b>	<b>77 453 208,80</b>	<b>10 231 155,64</b>
<b>Résultat de Fonctionnement</b>			<b>10 231 155,64</b>

TOTAL DES SECTIONS	DEPENSES	RECETTES	SOLDE
Résultat reporté de l'exercice précédent	253 190,82	5 033 585,42	4 780 394,60
Opérations de l'exercice	80 715 795,53	85 769 871,24	5 054 075,71
<b>Total</b>	<b>80 968 986,35</b>	<b>90 803 456,66</b>	<b>9 834 470,31</b>
<b>Résultat de clôture – compte de gestion</b>			<b>9 834 470,31</b>
Restes à réaliser	8 080 991,24	2 928 828,44	-5 152 162,80
<b>Total cumulé</b>	<b>89 049 977,59</b>	<b>93 732 285,10</b>	<b>4 682 307,51</b>
<b>Résultat net de clôture</b>			<b>4 682 307,51</b>

Article 2 :

Reconnaît la sincérité des restes à réaliser.

Article 3 :

Arrête et adopte les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Laurent RIVOIRE ne prend pas part au vote.**

**Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).**

**POUR : 30 MAJORITÉ MUNICIPALE,**

**CONTRE :**            11    GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
                                 GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud  
                                 Gherras).

**La délibération est adoptée**

**Laurent RIVOIRE reprend la présidence de séance.**

## **8 - DIRECTION DES FINANCES**

### **RAPPORT D'UTILISATION DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE LA COHÉSION SOCIALE (DSU-CS) - EXERCICE 2016 -**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

La Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSU-CS) a pour objet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées. Ce concours a été institué par la loi n°91-429 du 13 mai 1991.

En 2016, cette dotation est toujours calculée à partir d'un indice synthétique de charges et de ressources constitué :

- du potentiel financier,
- de la part de logements sociaux,
- de la proportion par logement de personnes couvertes par des prestations logements,
- du revenu moyen des habitants.

S'agissant de la DSU-CS, les communes de plus de 10 000 habitants sont classées par ordre décroissant.

En 2016, l'indice synthétique classe Noisy le Sec au 88 ème rang et a généré une Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale d'un montant de 5 960 203 euros.

Pour mémoire : Rétrospective 2010 – 2016

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Rang	120	111	92	90	76	89	88
Dotation	2 590 133	2 911 628	3 143 071	3 719 197	4 031 244	5 016 486	5 960 203

Cette rétrospective démontre l'appauvrissement de notre territoire au sein des communes bénéficiaires de la DSU (CS) ainsi que du mécanisme de péréquation, lequel pourrait être modifié par l'impact d'un nouveau dispositif d'attribution de la DGF.

Lorsqu'une commune a bénéficié, au cours de l'exercice précédent, de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, le maire présente au conseil municipal, avant la fin du deuxième trimestre qui suit la clôture de cet exercice, un rapport. Celui-ci retrace les actions de développement social urbain entreprises au cours de cet exercice et les conditions de leur financement.

Pour ce qui concerne Noisy-le-Sec, les principaux domaines d'intervention en 2016 se répartissent comme suit :

- des actions pour l'amélioration du cadre de vie pour 2 799 097 euros
- des actions envers l'éducation pour 1 069 070 euros
- des actions envers le sport pour l'aménagement urbain pour 876 132 euros
- des actions pour l'aménagement urbain pour 866 988 euros
- des actions envers la culture pour 265 966 euros
- des actions pour l'aménagement d'espaces verts pour 82 950 euros

Cette dotation augmente de 943 717 €uros, notamment par l'instauration d'un dispositif DSU Cible, soit une progression de 18,81 % par rapport à 2015; cela révèle la précarité de nos ressources.



## **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2334-13 et suivants,

Vu la loi n° 91-429 en date du 13 mai 1991 instituant une dotation de solidarité urbaine et un fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France, réformant la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements et modifiant le code des communes,

Considérant l'exposé du rapporteur,

Considérant que cette dotation s'est élevée pour l'exercice 2016 à 5 960 203 euros,

La commission des finances consultée,

### **DELIBERE**

#### Article 1er :

Prend acte du rapport, présenté par Monsieur le Maire ou son représentant, retraçant les actions de développement social urbain, financées par la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Le conseil municipal prend acte**

## **9 - DIRECTION DES FINANCES**

### **RAPPORT D'UTILISATION DU FONDS DE SOLIDARITÉ DES COMMUNES DE LA RÉGION I.D.F. (FSRIF) - EXERCICE 2016 -**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

Conformément à l'article L. 2531-16 du Code Général des Collectivités Territoriales *«le maire d'une commune ayant bénéficié, au titre de l'exercice précédent, d'une attribution du fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France prévu à l'article L.2531-12 présente au conseil municipal, avant la fin du deuxième trimestre qui suit la clôture de cet exercice, un rapport qui présente les actions entreprises afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et les conditions de leur financement»*. Ce concours a été institué par la loi n° 91-429 du 13 mai 1991 instituant une dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale et un fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France, réformant la dotation globale de fonctionnement des communes et des départements et modifiant le code des communes .

L'éligibilité au FSRIF résulte d'un classement ordinal de l'ensemble des communes de 10 000 habitants et plus de la région déduit d'un indice synthétique s'appuyant sur les mêmes quatre critères mais pondérés différemment. Pour l'exercice 2016, selon ces critères, la Ville s'est vue notifier un fonds de solidarité de 3 902 078 euros en augmentation de 411 479 euros par rapport à 2015 soit + 11,79 %.

Il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte du rapport relatif aux actions entreprises comme suit, dont le détail par opération est présenté dans l'annexe ci jointe :

- Secteur amélioration du cadre de vie pour 1 832 538 euros,
- Secteur éducatif pour 699 908 euros,
- Secteur sportif pour 573 594 euros,
- Secteur aménagement urbain pour 567 607 euros,
- Secteur culturel pour 174 125 euros,
- Secteur agencement des espaces verts pour 54 306 euros.

## **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2531-12 instituant un fonds de solidarité des communes de la région d'Ile de France, et l'article L.2531-16 donnant obligation au maire d'une commune ayant bénéficié du fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France, de présenter au conseil municipal un rapport qui présente les actions entreprises,

Considérant que la ville de Noisy-le-Sec a bénéficié pour l'exercice 2016 du fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France institué, par la loi n°91-429 du 13 mai 1991 afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines de l'Ile de France supportant des charges particulières au regard de besoins sociaux de leur population sans disposer de ressources suffisantes,

Considérant que ce fonds de solidarité s'élève, pour l'exercice 2016, à 3 902 078 euros,

La commission des finances consultée,

## **DELIBERE**

### **Article 1:**

Prend acte du rapport présenté par Monsieur le Maire ou son représentant, retraçant les actions entreprises afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie, financées par le fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France en 2016.

### **Article final :**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Le conseil municipal prend acte**

## **10 - DIRECTION DES FINANCES**

### **GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT (OPH 93) SEINE SAINT DENIS HABITAT DESTINÉE À FINANCER L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS PLS RUE GAY LUSSAC SITUÉE À NOISY-LE-SEC**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

Par son courrier en date du 07 mars 2017, l'Office Public de l'Habitat (OPH) SEINE-SAINT-DENIS HABITAT sollicite la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de ARKEA banque entreprises et institutionnels destiné à financer l'opération de construction de 14 logements en prêt locatif social (PLS) située Rue Gay Lussac à Noisy-le-Sec,

#### **Rappel du contexte et détail de l'opération :**

L'opération de construction consiste en la réalisation de 49 logements neufs locatifs sociaux, (35 PLUS et 14 PLS) répartis sur trois emprises foncières :

- Emprise A : 14 logements collectifs (bâtiment R+4, sur sous-sol semi enterré)
- Emprise B : 27 logements collectifs (bâtiment R+4, sur sous-sol)
- Emprise C : 2 maisons individuelles (R+1) et 6 logements collectifs (maisons superposées R+2)

A l'échelle du projet, le stationnement automobile est organisé en souterrain (22 places) comme en aérien (24 places + 3 boxs de stationnement), soit un ratio d'une place par logement.

La répartition typologique du programme des 14 logements PLS est la suivante :

- 6 T2 (bâtiment B),
- 4 T4 (maisons superposées)
- 4 T5 (2 maisons superposées et 2 maisons individuelles)

L'opération bénéficie de la certification H&E profil A - Label énergétique RT2012-10%.

#### **Le Plan de financement de l'opération PLS :**

<b><u>Ressources :</u></b>	<b><u>Montant</u></b>	<b><u>En %</u></b>
PLS Foncier	219 905 €	9,68%
PLS Bâti	1 806 000 €	79,53%
Total prêt ARKEA dont la garantie communale des emprunts est sollicitée.	2 025 905 €	89,21%
Fonds propres	245 128 €	10,79%
TOTAL	2 271 033 €	100%

En contrepartie de la garantie, l'Office Public de l'Habitat (OPH) SEINE-SAINT-DENIS HABITAT réserve 3 logements au contingent ville répartis par typologie :

- 1 logement de type F2
- 1 logement de type F4
- 1 logement de type F5

Il est demandé au conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par l'Office Public de l'Habitat (OPH) SEINE-SAINT-DENIS HABITAT auprès de ARKEA banque entreprises et institutionnels d'un montant total de 2 025 905 euros et d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

## DELIBERATION

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par l'Office Public de l'Habitat (OPH) SEINE-SAINT-DENIS HABITAT en date du 07 mars 2017 concernant la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de ARKEA banque entreprises et institutionnels destiné à financer l'opération de construction de 14 logements en prêt locatif social (PLS) située Rue Gay Lussac à Noisy-le-Sec ,

Vu les contrats de prêt n°DD08641873 et n°DD08641827 en annexes signés entre SEINE-SAINT-DENIS HABITAT, ci après l'Emprunteur et ARKEA Banque entreprises et institutionnels,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de l'Office Public de l'Habitat (OPH) SEINE-SAINT-DENIS HABITAT tendant à obtenir la garantie financière de la Commune du montant emprunté de deux millions vingt-cinq mille neuf cent cinq euros (2 025 905 euros),

La commission des finances consultée.

## DELIBERE

### Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de deux millions vingt-cinq mille neuf cent cinq euros (2 025 905 euros), souscrit par l'Office Public de l'Habitat (OPH) SEINE-SAINT-DENIS HABITAT auprès de ARKEA Banque entreprises et institutionnels, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêt n°DD08641873 de un-million-huit-cent-six-mille euros (1 806 000,00€) et le prêt n°DD08641827 de deux-cent-dix-neuf-mille-neuf-cent-cinq euros (219 905,00€).

Le Conseil municipal autorise donc Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

Lesdits contrats sont joints en annexes et font parties intégrantes de la présente délibération.

### Article 2 :

La garantie est accordée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de ARKEA Banque entreprises et institutionnels, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

### Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**POUR :**

**41 MAJORITÉ MUNICIPALE,  
GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,  
GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras).**

**CONTRE :                    1    Christiane DEL POZZO**

**La délibération est adoptée**

## **11 - DIRECTION DES FINANCES**

### **GARANTIE D'EMPRUNT AU PROFIT DE LA SA D'HLM IMMOBILIÈRE 3F DESTINÉE À FINANCER L'OPÉRATION DE RÉHABILITATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER "SALENGRO" DE 249 LOGEMENTS COLLECTIFS SITUÉE À NOISY-LE-SEC**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

La SA d'HLM Immobilière 3F sollicite la garantie d'emprunt de la commune par son courrier du 21 janvier 2016 relative à l'opération de réhabilitation de l'ensemble immobilier "Salengro" de 249 logements collectifs à Noisy-le-Sec.

#### **Détail de l'opération :**

Le programme de travaux de cet ensemble immobilier de 3 tours doit permettre de traiter des pathologies importantes sur l'enveloppe et de remettre à niveau une résidence qui ne correspond plus aux attentes des résidents.

Réhabilitation des logements,

- Isolation par l'extérieur permettra de traiter les problèmes de fissures et de décollement de la pâte de verre actuelle, tout en améliorant considérablement les performances thermiques,
- Remplacement de la VMC par une ventilation performante Hygro B ou par un système basse-pression,
- Réfection de l'étanchéité des toitures terrasses avec renfort de l'isolation,
- Flocage des planchers haut des sous-sols,

L'ensemble de ces prestations permettant d'atteindre une économie sur le poste chauffage de 56,06%.

- Restructuration des halls (diminution de la surface, boîtes aux lettres, portes en acier laqué avec contrôle d'accès, traitement esthétique, éclairage),
- Peinture des parties communes,
- Mise aux normes de l'électricité des logements,
- Remplacement des portes palières bois par des ensembles BP1,
- Rénovation complète des salles de bain et WC comprenant le remplacement des sanitaires, faïence sur 1,80m de haut, peintures,
- Mise en place de robinet gaz type ROAI avec flexible gauche garantie à vie dans les cuisines,
- Réaménagement du tri sélectif en extérieur :
- Tri enterré est abandonné, le camion de ramassage ne pouvant circuler sur la dalle de parking,
- Grand local central peu esthétique sera remplacé par des ensembles d'airs intégrant des trivettes,
- Encombrants étant intégrés dans les sous-sols après réaménagements des espaces existants.

Le Plan de financement de l'opération:

<b><u>Ressources :</u></b>	<b><u>Montant</u></b>	<b><u>En %</u></b>
Prêt CDC – PAM Eco prêt	3 112 500 €	67,95
Prêt CDC – PAM	1 468 000 €	32,05
Total prêt CDC dont la garantie communale des emprunts est sollicitée.	4 580 500 €	92,08
Fonds propres	393 780 €	7,92
TOTAL	4 974 280 €	100,00

En contrepartie de la garantie, Immobilière 3F réserve 50 logements, soit 20% des 249 logements au contingent ville répartis par typologie :

- 6 deux pièces,
- 25 trois pièces,
- 19 quatre pièces.

Il est demandé au conseil municipal de garantir l'emprunt sollicité par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 4 580 500 euros et d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

## **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 et L. 2252-2,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la sollicitation formulée par la SA d'HLM Immobilière 3F en date du 21 janvier 2016 concernant l'opération de réhabilitation de l'ensemble immobilier "Salengro" constitué de 249 logements collectifs à Noisy-le-Sec par laquelle le bailleur tend à obtenir la garantie communale à hauteur de 100% du montant à emprunter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Vu le contrat de prêt n° 60361 en annexe signé entre Immobilière 3F, ci après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Considérant les modalités de garanties d'emprunts présentées dans la demande de la SA d'HLM Immobilière 3F tendant à obtenir la garantie financière de la Ville du montant emprunté de quatre millions cinq-cent-quatre-vingts mille cinq-cents euros (4 580 500 euros),

La commission des finances consultée.

## **DELIBERE**

### Article 1 :

La commune de Noisy-le-Sec accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total quatre millions cinq-cent-quatre-vingts mille cinq-cents euros (4 580 500 euros) souscrit par la SA d'HLM Immobilière 3F auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 60361 constitué de deux lignes de prêt.

Le Conseil municipal autorise donc Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes les pièces afférentes à cette garantie.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaire à ce règlement.

### Article 3 :

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**POUR :**

**41 MAJORITÉ MUNICIPALE,  
GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »,**



**GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras).**

**ABSTENTION: 1 Christiane DEL POZZO**

**La délibération est adoptée**

## **12 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE**

### **ACQUISITION D'UN TERRAIN SNCF DANS LE CADRE DU PROJET DE LA ZAC DU QUARTIER DURABLE DE LA PLAINE DE L'OURCQ**

**Rapporteur :** Madame Yveline JEN

La désaffectation de l'usage public du lot B issu de la division d'un terrain de la société SNCF Mobilité sur les parcelles cadastrées J 13, 20 et 26 d'une superficie de 3388 m<sup>2</sup> a été approuvée à l'unanimité lors du conseil municipal du 23 mars 2017.

Cette procédure était un préalable à l'acquisition de ce lot par Sequano Aménagement en vue de la réalisation d'équipements publics sur le quartier de la Sablière mais également d'opération de construction de logements.

Sequano Aménagement avait pu d'ailleurs en fin d'année 2016 débiter les travaux d'espaces publics en accord avec les différents propriétaires (ICF et SNCF) par le biais de la signature d'une convention d'occupation.

Le lot A représentant 380 m<sup>2</sup> (cf plan annexé) a également été détaché des mêmes parcelles à la demande de la SNCF mais n'a pas fait l'objet d'une procédure de désaffectation. Ce dernier appartient aujourd'hui à la société SNCF RESEAUX et est actuellement utilisé d'une part comme espace public, et d'autre part comme espace appartement aux activités ferroviaires de la SNCF. Cette emprise a aujourd'hui le statut de domaine public car SNCF Réseau en est propriétaire.

Le projet d'aménagement prévoit de découper cette emprise de 380 m<sup>2</sup> en deux usages :

- une partie est destinée à intégrer la future cour d'école du groupe scolaire Jean Renoir
- l'autre partie sera réaménagée sous forme d'espaces publics dédiés au cheminement piéton.

L'emprise complète de 380 m<sup>2</sup> a donc vocation à conserver totalement sa domanialité publique. Il a donc été jugé plus utile que la Ville acquiert ce foncier vu que son statut n'allait pas changé et que la gestion lui revenait en fin d'opération de ZAC. Le lot B devra quant à lui être redécoupé entre espaces publics et privés suite à son aménagement.

Le coût de cette acquisition est de 68 400 € HT, soit 180 € HT / m<sup>2</sup>. La Ville prendra en charge ce coût de façon temporaire. Cette dépense sera intégrée en compensation au bilan de la ZAC et ne représentera donc pas une charge pour le budget municipal.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver cette acquisition.

### **PROJET DE DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment et notamment les articles L. 2121-29 et L. 2241-1 et suivants,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L. 1111-1 et les articles L. 3112-1 et suivants,

Vu l'avis des services fiscaux,

Considérant le projet d'aménagement de la ZAC du quartier durable de la Plaine de l'Ourcq,

Considérant que ce projet implique d'acquérir du domaine public de la SNCF, afin de le faire muter en domaine public municipal (pour l'aménagement de la cour d'école d'une part, et pour celui des espaces publics d'autre part),

Considérant que l'aménageur de la ZAC, Séquano Aménagement, n'est pas en mesure d'acquérir du domaine public, contrairement à la Ville,

DELIBERE

Article 1 :

Une emprise de terrain appartenant à SNCF Réseau, d'une superficie de 380 m<sup>2</sup> et à détacher de la parcelle cadastrale section J n° 26, sera acquise par la Ville de Noisy-le-Sec. Ladite se situe le long de l'allée de la Sablière, en bordure sud de l'école Jean Renoir.

Article 2 :

Le prix de la cession est de 68 400 € HT (taux de TVA applicable au jour de la cession).

Article 3 :

Les dépenses liées à cette acquisition seront inscrites au budget de la ville.

Article 4 :

Les frais d'acte seront à la charge de la ville.

Article 5 :

Le conseil municipal autorise monsieur le maire ou son représentant à signer, au nom de la ville, tout contrat et acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE**

### **13 - DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT URBAIN ET ÉCONOMIQUE**

#### **TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE À LA RATP POUR DES INTERVENTIONS SUR L'ÉCOLE MATERNELLE BOISSIÈRE**

**Rapporteur :** Monsieur Olivier DELEU

Engagés fin 2015, les travaux d'aménagement du métro de la ligne 11 se poursuivent.

Jusqu'à la fin de l'année 2017, le secteur de la future station Montreuil-Hôpital fera principalement l'objet de dévoiements de réseaux concessionnaires. La construction de la station débutera au premier trimestre de l'année 2018. Avec le lancement du génie civil, le chantier gagnera en ampleur, avec notamment le creusement de la station en tranchée ouverte sur le Boulevard de la Boissière.

Afin de limiter les contacts entre le chantier et les allées et venues liées à l'établissement scolaire, la RATP a accepté de financer l'aménagement d'une nouvelle entrée pour cette école, accessible depuis la rue de la Chasse. Le personnel de l'école, mais également les parents et leurs enfants, seront ainsi moins en contact avec les nuisances du chantier.

Les travaux seront pilotés par la RATP, et effectués par une entreprise qu'elle mandatera. La Ville étant toutefois la seule à être compétente pour réaliser des travaux sur son patrimoine, il est nécessaire qu'au préalable elle établisse un transfert de maîtrise d'ouvrage au profit de la RATP. La présente délibération a ainsi pour objet d'autoriser le Maire à signer la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage.

Cette convention portera également sur une seconde intervention : lorsque la station de métro sera creusée au milieu du boulevard de la Boissière, l'accès au parking souterrain de la copropriété voisine de l'école (située au 95 Bd de la Boissière) ne sera plus possible. Afin que les habitants de cette copropriété puissent encore accéder à leur parking, la RATP aménagera un accès temporaire qui empiètera sur la pointe sud-ouest du mur d'enceinte de l'école. Une petite portion du mur sera ainsi démolie, et une clôture temporaire aménagée. Il s'agit d'une intervention légère, qui impacte uniquement l'emplacement actuel des poubelles. Par ailleurs l'accès au parking souterrain sera maintenu moins d'un an, et l'enceinte de l'école sera reconstruite à l'identique.

Cette seconde intervention de la RATP est également soumise à un transfert de maîtrise d'ouvrage, et est donc intégrée à la présente convention soumise au Conseil Municipal.

Ces deux aménagements seront réalisés sur l'année 2017 – 2018. Les dates et durées exactes des chantiers n'ont pas encore été précisées par la RATP. Le démarrage et le déroulement des travaux feront l'objet, de la part de la ville et de la RATP, d'une information précise et renouvelée de la communauté éducative, à laquelle le projet a d'ores et déjà été présenté.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2121-29 ,

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Considérant les travaux en cours, réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la RATP, pour le prolongement du métro de la ligne 11 jusqu'à Rosny-sous-Bois,

Considérant l'accord de la RATP de financer la réalisation de travaux, rendus nécessaires sur le patrimoine communal suite aux gênes occasionnées par le futur chantier du métro; ces travaux consistant d'une part en la création d'un nouvel accès à l'école maternelle Boissière par la rue de la Chasse, d'autre

part en la démolition d'une petite portion du mur d'enceinte sud-ouest de l'école et la réalisation d'une clôture temporaire aménagée, l'enceinte de l'école devant être reconstruite à l'identique à l'issue d'une année.

Considérant que seule la Ville de Noisy-le-Sec est compétente pour réaliser ces travaux en tant que propriétaire des ouvrages,

Considérant l'intérêt que représente la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique dans ce contexte afin de coordonner la réalisation des différents ouvrages dans le cadre de l'ensemble de l'opération de prolongement du métro,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage ci-annexée entre la Ville de Noisy-le-Sec et la RATP.

Article 2 :

Autorise monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention et à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

<b>POUR :</b>	<b>41</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE », GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras).</b>
<b>ABSTENTION:</b>	<b>1</b>	<b>Patrick LASCoux</b>

**La délibération est adoptée**

## **14 - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT**

### **APPROBATION DU CAHIER DES CHARGES DE RÉTROCESSION DANS LE CADRE DE LA PRÉEMPTION DU BAIL COMMERCIAL « ESPACE BEAUTÉ », 79 RUE JEAN JAURÈS**

**Rapporteur :** Monsieur Thomas FRANCESCHINI

La loi du 2 août 2005 en faveur des PME, ouvre la possibilité aux communes d'exercer un droit de préemption spécifique lors de la cession de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux. Cette loi a été complétée par le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, puis par la loi « Artisanat, commerce et TPE » du 18 juin 2014.

Afin de conforter son action sur le commerce de proximité, la Ville de Noisy-le-Sec a instauré, par délibération en date du 15 février 2007, un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, défini sur la base des constats effectués à la fois sur le terrain par la Direction du Développement économique ainsi que d'après les diagnostics d'études réalisées sur le territoire communal, qui a doté la Ville d'un droit de préemption sur les fonds artisanaux, de commerce et les baux commerciaux. Un nouveau périmètre, plus restreint, a été adopté par délibération du conseil municipal le 25 juin 2009.

Par décision en date du 21 avril 2017, le Maire de Noisy-le-Sec a mis en œuvre le droit de préemption dont il est bénéficiaire. La préemption porte sur le bail commercial consenti par la SARL Espace Beauté au profit de Mme Elsa ANTUNES COSTA développant une activité de soins du corps et de vente de produits de beauté dans un local sis 79, rue Jean Jaurès.

Le cahier des charges ci-après a pour objectif de fixer les conditions de rétrocession du bail afin de garantir le respect de la diversité commerciale et artisanale dans le centre ville. Conformément à l'article L 214-2 du code de l'urbanisme modifié par la loi du 18 juin 2014, il va servir de support à l'appel à candidature pour la rétrocession du bail.

Ce cahier des charges présente :

- la situation de la ville
- la situation du commerce à rétrocéder
- le potentiel commercial
- la description du commerce
- les conditions de rachat

Cette rétrocession doit préserver la diversité et la qualité de l'activité commerciale et artisanale dans le périmètre de sauvegarde, et valoriser le commerce de proximité. Elle s'effectue par appel à candidatures selon un cahier des charges comportant des clauses permettant d'assurer le respect de ces objectifs.

Dans le cadre de la reprise, il stipule les activités souhaitées (dans les secteurs de l'équipement de la maison, de l'équipement de la personne, de la culture, de l'accueil ou dans le commerce de bouche). Il précise également le coût de la cession, le dossier demandé au futur repreneur et les critères de choix pour la rétrocession.

Les critères suivants seront pris en compte dans les dossiers de candidature :

- la pertinence de l'activité proposée par rapport à la diversité de l'offre déjà existante,
- la fiabilité et l'adéquation du dossier technique de reprise,
- la solidité financière.
- La qualité des aménagements intérieurs et extérieurs

L'objectif poursuivi par la Ville est de conserver à ce local son affectation de commerce de proximité et donc de trouver un repreneur susceptible d'assurer une diversité commerciale.

Après approbation par le Conseil Municipal, la Ville publiera un appel à candidature sur la base du cahier des charges, consultable en mairie et diffusé notamment auprès de nos différents partenaires (CCIP, Chambre des métiers, fédérations ciblées...).

Le choix du repreneur sera également approuvé par la propriétaire des murs.

La rétrocession au futur repreneur devra être également approuvée par délibération du Conseil Municipal.

## DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2241-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L214-1 et suivants, et R214-1 et suivants,

Vu le code du commerce et notamment ses articles L141-1 à L141-22 et L145-1 à L145-60,

Vu la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et notamment son article 58, qui instaure un droit de préemption des communes sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce et les baux commerciaux avec délimitation préalable d'un périmètre de sauvegarde,

Vu le décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007, relatif au droit de préemption des communes sur les fonds de commerces, les fonds artisanaux et les baux commerciaux,

Vu la loi n°2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises confortant le droit de préemption des communes et le modernisant,

Vu la délibération du conseil municipal n°2009-01-015 approuvant la délimitation du périmètre de sauvegarde dans le cadre de la mise en place du droit de préemption des fonds artisanaux, des fonds de commerce et des baux commerciaux,

Vu la décision n°2017-49 en date du 21 avril 2017, portant exercice du droit de préemption sur la cession du bail commercial exploité au 79 rue Jean Jaurès par la société SARL Espace Beauté,

Vu le bail commercial dans lequel est exploité le fonds de commerce précité, conclu pour une durée de neuf années entières à compter du 4 mars 2011 et devant s'achever le 3 mars 2020,

Considérant que la préemption susvisée vise à maintenir et à conforter sur ce linéaire commercial stratégique de la rue Jean Jaurès, artère principale du centre-ville, une offre qualitative et variée permettant de satisfaire aux besoins quotidiens,

Considérant la nécessité de trouver un repreneur dans un délai de deux ans, par appel à candidatures sur la base du cahier des charges ci-annexé, le dit délai pouvant être prolongé d'un an supplémentaire en cas d'une mise en location-gérance,

## DELIBERE

### Article 1 :

Approuve le cahier des charges de rétrocession dans le cadre de la préemption du bail commercial du commerce « Espace Beauté » sis 79 rue Jean Jaurès.

### Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à démarrer la procédure d'appel à candidatures pour la rétrocession.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **15 - DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTÉ DE LA FAMILLE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

### **APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE MONTREUIL**

**Rapporteur :** Madame Elisabeth LEFEUVRE

Le Centre Hospitalier Intercommunal André Grégoire couvre un bassin de population d'environ 400 000 habitants, répartis sur différentes communes de Seine-Saint-Denis et limitrophes (Bagnolet – Fontenay-sous-Bois – Les Lilas – Montreuil – Noisy le Sec – Romainville – Rosny-sous-Bois – Villemomble – Vincennes).

Le CHI André Grégoire assure une activité de proximité et a accueilli plus de 80 000 patients en 2015 dans ses services d'urgences médico-chirurgicales, pédiatriques et de gynécologie-obstétrique. Il constitue également un centre de référence en matière de périnatalité, grâce à son centre de périnatalité de niveau 3 (permettant le suivi des grossesses à risques et disposant d'une réanimation néonatale), en néphrologie dialyse, et en cardiologie.

Les activités et le positionnement du CHI André Grégoire conduisent l'établissement à accueillir un grand nombre de patients, nécessitant une prise en charge en proximité aussi bien dans le cadre de ses activités de recours que de proximité, en hospitalisation de jour ou conventionnelle ou en externe.

Le Centre Municipal de Santé de Noisy-le-Sec est une structure dont l'activité permet de recevoir environ 21 000 patients annuellement, générant 36 000 actes médicaux en moyenne. Le CMS propose des consultations de médecine générale et spécialisée, ainsi qu'un service d'infirmier. Il fonctionne du lundi au samedi midi. La prise en charge de ces patients est assurée par une équipe multidisciplinaire associant médecins généralistes, spécialistes et infirmiers.

C'est dans ce contexte que les deux parties ont souhaité formaliser leur coopération pour en décrire les axes stratégiques et les actions qu'ils mettront en œuvre conjointement. Cette convention porte ainsi aussi bien sur la complémentarité des modalités de prise en charge que sur les synergies opérationnelles que les deux partenaires entendent créer.

Cette convention de partenariat constitue un cadre permettant :

- l'approfondissement des liens avec les établissements ou structures de santé présents sur le territoire
- une garantie d'accès aux soins de proximité sur la ville de Noisy-le-Sec ;
- le positionnement du CMS au sein du réseau de soins public/privé par l'impulsion de projets transversaux.

Une mutualisation des compétences et des échanges de bonnes pratiques, notamment en matière de prise en charge, d'éducation thérapeutique et d'actions de prévention à destination des patients, seront recherchés entre les deux structures, en particulier dans les spécialités suivantes : Cardiologie , ORL, Gériatrie, Médecine Interne et Maladies Infectieuses, Diabétologie, Ophtalmologie, Urgences, Maternité et prise en charge des vulnérabilités.

Les modalités de coopération seront décrites par des avenants dédiés, qui préciseront l'objet, le rôle de chacun des partenaires et les conditions de mise en œuvre opérationnelle.

Le premier avenant joint à la convention concerne la mise en place d'une consultation de cardiologie au CMS. Le CHIM mettra à disposition du CMS un praticien spécialiste de son service cardiologie.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser le maire à signer la convention ainsi que les avenants de mise en œuvre opérationnelle, liés à cette convention.



## DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la santé publique,

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé,

Considérant la nécessité d'améliorer la qualité du service public rendu aux noiséens en matière d'accès aux soins,

Considérant la nécessité de mettre en oeuvre un projet de santé cohérent en adéquation avec les besoins de la population et coordonné avec les acteurs médicaux-sociaux du territoire,

Considérant la volonté de la ville et du CHIM de formaliser leur coopération pour en décrire les axes stratégiques et les actions qu'ils mettront en oeuvre conjointement,

La commission municipale Santé entendue,

DELIBERE

### Article 1 :

Approuve le projet de convention de partenariat avec le CHIM et autorise le Maire ou son représentant à signer la présente convention ainsi que les avenants de mise en œuvre opérationnelle, liés à cette convention.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **16 - DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTÉ DE LA FAMILLE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

### **APPROBATION DE LA PROGRAMMATION 2017 DU FONDS D'INITIATIVES ASSOCIATIVES**

**Rapporteur :** Madame Elisabeth LEFEUVRE

Depuis la réforme de la politique de la ville, l'appel à projet annuel du Contrat de ville pose un seuil pour les demandes de subvention auprès de l'Etat. Si la demande est inférieure à 3 000 €, elle est traitée dans le cadre local des fonds d'initiatives associatives. Ce seuil vise à une gestion adaptée des enveloppes : modalités de dépôt et d'attribution des petites subventions assouplies, adaptation aux contraintes calendaires des petites structures.

Le comité de pilotage territorial du 28 mars 2017 a reconduit l'attribution pour la Ville de Noisy-le-Sec pour 2017 d'une enveloppe de 25 000 € à ce dispositif. Il appartient à la Ville en accord avec les services préfectoraux de réaffecter cette somme à des actions conduites par des porteurs autres que les services municipaux. Les porteurs de projet ayant déposé une demande de subvention au titre de la programmation annuelle du contrat de ville pour un montant auprès de l'Etat inférieur ou égal à 3000€ et dont l'action a obtenu un avis favorable de la Ville et de la Préfecture peuvent être soutenus dans le cadre de cette enveloppe.

Le tableau ci-après liste les projets retenus. Le montant attribué sera versé sous la forme d'une subvention aux porteurs de projets associatifs. Un second tableau pourrait être présenté à la délibération du conseil municipal au cours du second semestre.

L'utilisation de l'enveloppe disponible dans le cadre de ce fond se fait également au travers du dispositif Envies Noisy solidarités (ENS) animé par la Direction de la cohésion sociale. ENS est un fonds de soutien aux initiatives des habitants formés ou pas en association, afin d'animer la vie des quartiers. Sont soutenues des projets de faible coût mis en œuvre sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Le soutien financier à hauteur maximale de 1000 € par projet se fait par la prise en charge d'une dépense liée à la manifestation par une régie d'avance. Le fonds est animé par un comité d'attribution réunissant la déléguée du Préfet et l'élue de secteur. L'aide financière est attribuée au travers de la régie d'avance de la cohésion sociale.

La programmation est présentée pour avis au Conseil citoyen de Noisy-le-Sec. L'Etat préconise qu'à terme les fonds d'initiatives associatives soient portés par une association. Le Conseil citoyen de Noisy-le-sec s'est transformé récemment en association. Il pourrait devenir l'instance gestionnaire de ce FIA sur l'exercice 2018.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser le versement des subventions conformément au tableau annexé.

### **DELIBERATION**

Le Conseil municipal,

Vu, la loi n° 2014-767 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Considérant, le contrat de ville communautaire 2015-2020,

**DELIBERE**

#### Article 1 :

Approuve la programmation 2017 du Fonds d'initiatives associatives

#### Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire à verser les subventions conformément au tableau ci-joint

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).*

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **17 - DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE LA SANTÉ DE LA FAMILLE ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE**

### **PRÉSENTATION DU PROJET MUNICIPAL DE SANTÉ**

**Rapporteur :** Madame Elisabeth LEFEUVRE

Territoire dynamique d'un point de vue démographique, Noisy-le-Sec a gagné plus de 2 400 habitants entre 2008 et 2013. Malgré une part importante de la population noiséenne âgée de moins de 20 ans en 2013 (30%), la tendance actuelle à Noisy-le-Sec comme au niveau national est celle du vieillissement de la population : en 2013, les 75 ans et plus représentaient 5,5% de la population, contre 5,1% en 2008 (soit + 287 personnes de cette catégorie d'âge en 5 ans). Le vieillissement de la population constitue ainsi un enjeu pour la ville dans le développement et l'adaptation de ses services.

D'autres part plusieurs indicateurs socio-économiques tendent à indiquer des fragilités potentielles dans le recours aux soins ou à l'offre de prévention sur le territoire de Noisy-le-Sec :

- une part élevée de familles monoparentales
- un taux de chômage élevé (21,6% de la population active en 2013 contre 17,1% en 2008)
- une part importante de Noiséens sans diplôme
- des niveaux de ressources relativement bas
- une part particulièrement élevée de bénéficiaires de la CMU-C

Ainsi, l'ensemble de ces caractéristiques tend à indiquer un besoin important en matière de soins, de prévention et d'accompagnement à la prise en charge individuelle des noiséens en matière de santé.

Parmi ces éléments de contexte, trois enjeux sont au cœur du projet de santé porté par la ville de Noisy-le-Sec :

- L'amélioration des conditions de prise en charge des patients du CMS ;
- La lutte contre la diminution du nombre de médecins et le manque de médecins spécialistes sur le territoire ainsi que des professions paramédicales ;
- L'approfondissement des liens avec les établissements ou structures de santé présents sur le territoire (et notamment le CHI de Montreuil).

Pour répondre à ces enjeux, le présent projet municipal de santé s'articule autour de trois objectifs politiques structurants :

- Garantir l'accès aux soins de proximité sur la ville de Noisy-le-Sec ;
- Positionner le CMS au sein du réseau de soins public / privé en impulsant des projets transversaux ;
- Inscrire le CMS dans une dynamique de modernisation du service public.

Il est demandé au conseil municipal de prendre acte du projet de santé municipal.

### **PROJET DE DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la santé publique,

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé,

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Considérant la nécessité d'améliorer la qualité du service public rendu aux noiséens en matière d'accès aux soins,

Considérant la nécessité d'élaborer un projet de santé cohérent en adéquation avec les besoins de la population et coordonné avec les acteurs médicaux-sociaux du territoire,  
DECIDE

Article 1 :

De prendre acte des orientations, objectifs stratégiques et opérationnels du projet de santé municipal.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Le conseil municipal prend acte**

## **18 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

### **TAX DE REMUNERATION DES VACATIONS DES MEDECINS DU CMS**

**Rapporteur :** Madame Nicole RIVOIRE

Dans un souci de répondre au plus près aux besoins des usagers, la ville souhaite apporter une offre de soins adaptée aux habitants de la commune. Le CMS est un acteur incontournable dans l'offre de soins locale.

Dans le cadre des activités du CMS et du projet municipal de santé pour la population noiséenne, la ville est amenée à recruter des médecins.

Or, la difficulté à recruter des médecins généralistes et des médecins avec une spécialité acceptant d'effectuer des vacations pour le compte d'une commune nécessite de revoir leur rémunération afin que les difficultés de recrutement sur ce secteur ne pénalisent pas l'accès aux soins des usagers.

Aussi, il est proposé de rémunérer à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2017 ces interventions au taux de 41 euros bruts de l'heure soit 82 euros bruts par vacation de 2 heures.

### **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu de décret 88-145 du 15 février 1988 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant les activités du CMS et le projet de la municipalité en matière de santé, il y a lieu de revaloriser le taux de rémunération des vacations effectuées par les médecins.

### **DELIBERE**

#### Article 1 :

Décide de fixer à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 2017 à 41 euros bruts de l'heure, soit 82 euros bruts par vacation de 2 heures, les interventions effectués par les médecins du CMS.

#### Article 2:

Les vacations sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires. Leur versement est conditionné par la production des justificatifs nécessaires.

#### Article 3 :

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2017 et des exercices à venir.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **19 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

### **MISE À JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

**Rapporteur :** Madame Nicole RIVOIRE

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel, des intégrations directes, des évolutions de carrière des agents. Ainsi, suite notamment, à des vacances de postes, la promotion interne, sont proposées les créations et évolutions d'emplois suivantes.

Il convient de se soumettre à l'assemblée délibérante les créations de postes ayant fait l'objet d'une délibération en date du 18 Février 2016.

Il convient de se soumettre à l'assemblée délibérante les suppressions et créations de postes liés à la réorganisation du Centre Municipal de Santé de Noisy-le-Sec, ayant fait l'objet d'une délibération en date du 23 juin 2016.

Il convient de rappeler que le Comité Technique a été consulté le 09 Juin 2016 sur la réorganisation du Centre Municipal de Santé, et sur les suppressions d'emplois en découlant.

A – Les postes à créer au tableau des emplois suite à des intégrations directes, des changements de filières et des évolutions d'emplois et de carrières:

Direction des relations publiques et de la vie associative :

- 1 rédacteur principal à temps complet suite à un changement de filière de l'agent initialement affecté sur le poste, pour exercer les fonctions de chef de service, au sein de la direction des relations publiques et de la vie associative,

Direction des ressources humaines :

- 1 adjoint administratif à temps complet suite à un changement de filière de l'agent initialement affecté sur le poste, pour exercer les fonctions d'agent administratif, au sein de la direction des ressources humaines,

Direction des finances :

- 1 adjoint administratif à temps complet suite à une mutation de l'agent initialement affecté sur le poste, pour exercer les fonctions d'agent comptable, au sein de la direction des finances,

Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance :

- 1 adjoint administratif à temps complet suite à une intégration directe de l'agent initialement affecté sur le poste, pour exercer les fonctions de responsable enseignement, au sein de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance,

B – Les postes à temps complet à créer au tableau des emplois pour le tableau annuel d'avancement de grade :

Direction de la cohésion sociale :

- 1 rédacteur principal de 2ème classe,
- 1 auxiliaire principal de 1ère classe,
- 1 adjoint administratif principal de 1ère classe,
- 1 ASEM principal de 1ère classe,

Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance :

- 1 agent social principal de 2ème classe,
- 5 auxiliaires principal de 1ère classe,
- 1 adjoint administratif principal de 1ère classe,
- 10 ASEM principal de 1ère classe,

Direction des ressources humaines :

- 1 attaché hors classe,
- 1 rédacteur principal de 2ème classe,
- 2 adjoint administratif principal de 1ère classe,

Direction de la sécurité et de la prévention :

- 1 rédacteur principal de 2ème classe,

Direction des bâtiments

- 1 technicien principal de 2ème classe,

Direction des relations publiques et de la vie associative :

- 1 adjoint technique principal de 1ère classe,

Direction de la population et du guichet unique :

- 1 animateur principal de 1ère classe,

- 2 adjoints administratif principal de 1ere classe,  
Direction de la proximité urbaine :
- 1 adjoint administratif principal de 1ere classe,  
Direction de l'aménagement
- 1 adjoint administratif principal de 1ere classe,

C – Par ailleurs, suite à des vacances de poste, est rappelé les conditions de recrutement des emplois de catégorie A :

Direction générale:

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché pour occuper les fonctions de contrôleur de gestion. Ce poste a pour missions principales, la réalisation des études conjoncturelles d'aide à la décision stratégique et l'analyses des coûts.

Pour ce poste de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser :

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Direction de la cohésion sociale:

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché pour occuper les fonctions de chef(fe) de service. Ce poste a pour missions principales, le développement et la coordination de projets dans le champs de la cohésion sociale

Pour ce poste de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser :

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché pour occuper les fonctions de chargé(e) de mission démocratie de proximité.

Pour ce poste de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser :

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Direction de la proximité urbaine:

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché pour occuper les fonctions de directeur. Ce poste a pour missions principales, l'élaboration de projet visant à garantir un accompagnement des habitants et des usagers, la coordination et l'encadrement des agents de la direction.

Pour ce poste de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser :

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Direction des sports et de la jeunesse:

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché pour occuper les fonctions de che(fe) du service jeunesse. Ce poste a pour missions principales, la mise en œuvre de la politique municipale jeunesse auprès des 12-25 ans, la définition des orientations stratégiques en matière de jeunesse, la garantie de l'accès aux jeunes à toutes les prestations jeunesse et la veille au bien-être et la garantie de l'écoute et le respect des jeunes dans l'espace information jeunesse.

Pour ce poste de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-



ci doit préciser :

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, les postes pourront être pourvus par des agents non titulaires.

D- Les créations suivantes ayant fait l'objet d'une délibération en date du 18,02,2016 :

- 1 rédacteur à temps complet pour exercer les fonctions de conseiller infos jeunesse au sein de la direction des sports et de la jeunesse,
- 1 adjoint administratif de 1ère classe à temps complet pour affecter un agent en reclassement sur des fonctions administratives d'agent d'accueil au sein de la direction de la population et du guichet unique,
- 1 ASEM de 1ère classe à temps complet, suite à une réussite au concours et à une mobilité interne de l'agent titulaire initialement affecté sur le poste, pour exercer les fonctions d'ASEM au sein de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance.

Il convient de rappeler qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, les postes pourront être pourvus par des agents non titulaires.

E – Les suppressions d'emplois consécutives à la réorganisation du Centre Municipal de Santé:

- 18 postes permanents de médecins territoriaux de 1ère et 2ème classe suite à la réorganisation du centre médical de santé,
- 1 poste permanent de médecin chef suite à la réorganisation du centre médical de santé,
- 1 poste de manipulateur radio non permanent suite à la réorganisation du centre médical de santé.

Précise que les médecins devant faire des prescriptions ne peuvent être sur des emplois permanents du cadre d'emplois des médecins territoriaux.

F – Les créations d'emplois suivantes consécutives à la réorganisation du Centre Municipal de Santé:

- Un poste de catégorie A sur le grade d'attaché territorial à temps complet pour exercer les fonctions de chef de service administratif du CMS.

Pour ce poste de catégorie A, filière administrative, la délibération autorisant le Maire à recruter sur celui-ci doit préciser:

- les missions principales du poste
- le niveau de qualification attendu
- le niveau de rémunération envisagé
- le cas échéant les modalités de recrutement par voie contractuelle, à défaut de candidatures de fonctionnaires correspondant au profil recherché, dans les conditions de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984.

- La création d'un poste permanent à temps complet de catégorie B sur le grade de rédacteur pour occuper les fonctions de coordinateur administratif et comptable du centre municipal de santé.
- La création d'un emploi permanent de généraliste sans spécialité à temps non complet, pour une durée de 77 heures mensuelles, soit 51 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de généraliste sans spécialité à temps non complet, pour une durée de 83 heures mensuelles, soit 55 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de généraliste sans spécialité à temps non complet, pour une durée de 93 heures mensuelles, soit 61 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de généraliste sans spécialité à temps non complet, pour une durée de 75 heures mensuelles, soit 49 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de généraliste sans spécialité à temps non complet, pour une durée de 12 heures mensuelles, soit 8 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de généraliste avec une spécialité d'échographiste à temps non complet, pour une durée de 10 heures mensuelles, soit 7 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de généraliste avec une spécialité de phlébologue à temps non complet, pour une durée de 30 heures mensuelles, soit 20 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de spécialiste cardiologue à temps non complet, pour une durée de 21 heures mensuelles, soit 14 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de spécialiste gynécologue / obstétricien à temps non complet, pour une durée de 48 heures mensuelles, soit 32 % d'un temps complet,

- La création d'un emploi permanent de spécialiste ophtalmologue à temps non complet, pour une durée de 6 heures mensuelles, soit 4 % d'un temps complet,
  - La création d'un emploi permanent de spécialiste pédiatre à temps non complet, pour une durée de 12 heures mensuelles, soit 8 % d'un temps complet,
  - La création d'un emploi permanent de spécialiste échographiste / radiologue à temps non complet, pour une durée de 110 heures mensuelles, soit 73 % d'un temps complet,
  - La création d'un emploi permanent de manipulateur radio à temps non complet, sur le grade de technicien paramédical de classe normale, pour une durée de 88 heures mensuelles, soit 58 % d'un temps complet,
- Ces durées mensuelles pourront être annualisées et que ces emplois ne font pas référence à un cadre d'emplois, et figurent donc selon la nomenclature en vigueur dans les emplois non cités du tableau des effectifs
- Ces emplois permanents sont rémunérés conformément à la réglementation et à la délibération existante.

Il convient de préciser que le tableau des effectifs à la date du 22 juin 2017 est annexé à la délibération et que la dépense est imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2017 et des exercices à venir.

## **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu la délibération n°2017/03-23 du 23 mars 2017 portant mise à jour du tableau des effectifs,

Considérant les besoins des services, les évolutions de carrière et la nécessité de modifier le tableau des emplois permanents. Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs en fonction des derniers mouvements de personnel, des intégrations directes, des réussites à concours, des évolutions de carrière, notamment au regard des avancements de grade et des promotions internes.

Considérant la nécessité de re soumettre à l'assemblée délibérante les créations de postes ayant fait l'objet d'une délibération en date du 18 Février 2016,

Considérant la nécessité de re soumettre à l'assemblée délibérante les suppressions et créations de postes liés à la réorganisation du Centre Municipal de Santé de Noisy-le-Sec, ayant fait l'objet d'une délibération en date du 23 juin 2016,

Considérant que le Comité Technique a été consulté le 09 Juin 2016 sur la réorganisation du Centre Municipal de Santé, et les suppressions d'emplois en découlant,

**DELIBERE**

### Article 1 :

Approuve les créations d'emplois suivantes liées à des intégrations directes, des changements de filières et des évolutions d'emplois et de carrières:

#### Direction des relations publiques et de la vie associative :

- 1 rédacteur principal à temps complet suite à un changement de filière de l'agent initialement affecté sur le poste, pour exercer les fonctions de chef de service, au sein de la direction des relations publiques et de la vie associative,

#### Direction des ressources humaines :

- 1 adjoint administratif à temps complet suite à un changement de filière de l'agent initialement affecté sur le poste, pour exercer les fonctions d'agent administratif, au sein de la direction des ressources humaines,

#### Direction des finances :

- 1 adjoint administratif à temps complet suite à une mutation de l'agent initialement affecté sur le poste , pour exercer les fonctions d'agent comptable, au sein de la direction des finances,

#### Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance :

- 1 adjoint administratif à temps complet suite à une intégration directe de l'agent initialement affecté sur le poste, pour exercer les fonctions de responsable enseignement, au sein de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance,

#### Article 2 :

Approuve les créations d'emplois à temps complet suivantes associées au tableau annuel d'avancement de grade :

#### Direction de la cohésion sociale :

- 1 rédacteur principal de 2ème classe,
- 1 auxiliaire principal de 1ère classe ,
- 1 adjoint administratif principal de 1ère classe,
- 1 ASEM principal de 1ère classe,

#### Direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance :

- 1 agent social principal de 2ème classe,
- 5 auxiliaires principal de 1ère classe ,
- 1 adjoint administratif principal de 1ère classe,
- 10 ASEM principal de 1ère classe,

#### Direction des ressources humaines :

- 1 attaché hors classe,
- 1 rédacteur principal de 2ème classe,
- 2 adjoint administratif principal de 1ère classe,

#### Direction de la sécurité et de la prévention :

- 1 rédacteur principal de 2ème classe,

#### Direction des bâtiments

- 1 technicien principal de 2ème classe,

#### Direction des relations publiques et de la vie associative :

- 1 adjoint technique principal de 1ère classe,

#### Direction de la population et du guichet unique :

- 1 animateur principal de 1ère classe,
- 2 adjoints administratif principal de 1ère classe,

#### Direction de la proximité urbaine:

- 1 adjoint administratif principal de 1ère classe,

#### Direction de l'aménagement

- 1 adjoint administratif principal de 1ère classe,

#### Article 3 :

#### Direction générale :

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché pour occuper les fonctions de contrôleur de gestion.

Ce poste a pour missions principales, la réalisation des études conjoncturelles d'aide à la décision stratégique et l'analyses des coûts.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure dans le domaine de la comptabilité et de la gestion.

La rémunération est établie entre le 1er et le 11ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

#### Direction de la cohésion sociale :

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché pour occuper les fonctions de chef(fe) de service à la Cohésion Sociale et Vie des Quartiers.

Ce poste a pour missions principales, le développement et la coordination de projets dans le champs de la cohésion sociale

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure dans le domaine social, et d'une expérience en encadrement de services administratifs.

La rémunération est établie entre le 1er et le 11ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché pour occuper les fonctions de chargé(e) de mission démocratie de proximité. Ce poste a pour missions principales : animation du dispositif de démocratie de proximité sur la ville et de ses instances de participation, notamment les conseils de quartier.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure dans le domaine social et administratif.

La rémunération est établie entre le 1er et le 11ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

#### Direction de la proximité urbaine :

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché pour occuper les fonctions de directeur. Ce poste a pour missions principales, l'élaboration de projet visant à garantir un accompagnement des habitants et des usagers, la coordination et l'encadrement des agents de la direction.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure dans le domaine de l'urbanisme, du social et d'une expérience en encadrement.

La rémunération est établie entre le 1er et le 11ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

#### Direction des sports et de la jeunesse :

- 1 poste permanent à temps complet de catégorie A est vacant sur le grade d'attaché pour occuper les fonctions de chef(fe) du service jeunesse. Ce poste a pour missions principales, la mise en œuvre de la politique municipale jeunesse auprès des 12-25 ans, la définition des orientations stratégiques en matière de jeunesse, la garantie de l'accès aux jeunes à toutes les prestations jeunesse et la veille au bien-être et la garantie de l'écoute et le respect des jeunes dans l'espace information jeunesse.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure dans le domaine du social, de la jeunesse et d'une expérience en encadrement.

La rémunération est établie entre le 1er et le 11ème échelon du grade d'attaché territorial.

Elle pourra éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

#### Article 4 :

Approuve les créations d'emplois ayant fait d'une délibération en date du 18 Février 2016 suivantes :

1 rédacteur à temps complet pour exercer les fonctions de conseiller infos jeunesse au sein de la direction des sports et de la jeunesse,

1 adjoint administratif de 1ère classe à temps complet pour affecter un agent en reclassement sur des fonctions administratives d'agent d'accueil au sein de la direction de la population et du guichet unique,

1 ASEM de 1ère classe à temps complet, suite à une réussite au concours et à une mobilité interne de l'agent titulaire initialement affecté sur le poste, pour exercer les fonctions d'ASEM au sein de la direction des affaires scolaires, de l'enfance et de la petite enfance.

#### Article 5 :

Dit que ces créations prennent en compte les mouvements de personnels, l'évolution des besoins liés aux missions à développer, ainsi que les évolutions de carrière des agents et ainsi maintenir les compétences requises pour les missions à exercer au service de la collectivité.

#### Article 6 :

Rappelle qu'à défaut de candidatures d'agents titulaires ou lauréats de concours correspondants aux cadres d'emplois, grades et profils de poste souhaités, les postes pourront être pourvus par des agents non titulaires.

#### Article 7 :

Approuve les suppressions d'emplois suivantes consécutives à la réorganisation du Centre Municipal de Santé :

- 18 postes permanents de médecins territoriaux de 1ère et 2ème classe suite à la réorganisation du centre médical de santé,

- 1 poste permanent de médecin chef suite à la réorganisation du centre médical de santé,

- 1 poste de manipulateur radio non permanent suite à la réorganisation du centre médical de santé.

Précise que les médecins devant faire des prescriptions ne peuvent être sur des emplois permanents du cadre d'emplois des médecins territoriaux.

#### Article 8 :

Approuve les créations d'emplois suivantes consécutives à la réorganisation du Centre Municipal de Santé :

- Un poste de catégorie A sur le grade d'attaché territorial à temps complet pour exercer les fonctions de chef de service administratif du CMS.

Ce poste a pour missions principales de piloter la gestion administrative du centre municipal de santé pour mettre en œuvre la politique municipale en matière de santé et au sein de ce service municipal.

L'agent recruté doit justifier d'une formation supérieure en administration publique et gestion des collectivités territoriales et d'une expérience confirmée en encadrement administratif d'un service public à la population.

La rémunération est établie entre le 1er et le 12ème échelon du grade d'attaché territorial,

Elle peut éventuellement être complétée par le versement d'un régime indemnitaire correspondant au grade et au niveau de responsabilité.

S'ajoute à cette rémunération, l'attribution de la prime annuelle accordée aux emplois permanents selon les conditions fixées par délibération.

Si l'appel à candidature pour recruter un fonctionnaire sur ce poste est infructueux, et compte tenu des besoins du service, le recrutement pourra se faire sur la base de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984. Conformément aux dispositions de l'article sus-mentionné, l'agent ainsi recruté sera engagé par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale, renouvellement compris, de six ans. Si, à l'issue de cette

durée, ce contrat devait être reconduit, il ne pourra l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

- La création d'un poste permanent à temps complet de catégorie B sur le grade de rédacteur pour occuper les fonctions de coordinateur administratif et comptable du centre municipal de santé.
- La création d'un emploi permanent de généraliste sans spécialité à temps non complet, pour une durée de 77 heures mensuelles, soit 51 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de généraliste sans spécialité à temps non complet, pour une durée de 83 heures mensuelles, soit 55 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de généraliste sans spécialité à temps non complet, pour une durée de 93 heures mensuelles, soit 61 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de généraliste sans spécialité à temps non complet, pour une durée de 75 heures mensuelles, soit 49 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de généraliste sans spécialité à temps non complet, pour une durée de 12 heures mensuelles, soit 8 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de généraliste avec une spécialité d'échographiste à temps non complet, pour une durée de 10 heures mensuelles, soit 7 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de généraliste avec une spécialité de phlébologue à temps non complet, pour une durée de 30 heures mensuelles, soit 20 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de spécialiste cardiologue à temps non complet, pour une durée de 21 heures mensuelles, soit 14 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de spécialiste gynécologue / obstétricien à temps non complet, pour une durée de 48 heures mensuelles, soit 32 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de spécialiste ophtalmologue à temps non complet, pour une durée de 6 heures mensuelles, soit 4 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de spécialiste pédiatre à temps non complet, pour une durée de 12 heures mensuelles, soit 8 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de spécialiste échographiste / radiologue à temps non complet, pour une durée de 110 heures mensuelles, soit 73 % d'un temps complet,
- La création d'un emploi permanent de manipulateur radio à temps non complet, sur le grade de technicien paramédical de classe normale, pour une durée de 88 heures mensuelles, soit 58 % d'un temps complet,

Précise que ces durées mensuelles peuvent être annualisées et que ces emplois ne font pas référence à un cadre d'emplois, et figurent donc selon la nomenclature en vigueur dans les emplois non cités du tableau des effectifs

Précise que ces emplois permanents sont rémunérés conformément à la réglementation et à la délibération existante.

#### Article 9:

Précise que le tableau des effectifs à la date du 22 juin 2017 est annexé à la présente délibération.

#### Article 10:

Dit que la dépense est imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2017 et des exercices à venir.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

### ***Les élus de l'opposition demandent le vote par article***

**Sur le vote des articles 1 à 6 :**

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**POUR:**

**40 MAJORITÉ MUNICIPALE,  
GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »  
GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud  
Gherras)**



**ABSTENTION :        2    Francis FLOUZAT  
Jean-Paul LEFEBVRE**

**Sur le vote des articles 7 et 8 :**

***Dulcinée AVRIL ne prend part au vote (absente).***

**POUR:                    31   MAJORITÉ MUNICIPALE,  
ABSTENTION :        11   GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »  
                                 GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud  
                                 Gherras)**

**Sur le vote des articles 9 à 11 :**

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**POUR:                    40   MAJORITÉ MUNICIPALE,  
                                 GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »  
                                 GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud  
                                 Gherras)  
ABSTENTION :        2   Francis FLOUZAT  
                                 Jean-Paul LEFEBVRE**

**Sur le vote de l'ensemble de la délibération :**

***Dulcinée AVRIL ne prend part au vote (absente).***

**POUR:                    31   MAJORITÉ MUNICIPALE,  
ABSTENTION :        11   GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »  
                                 GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud  
                                 Gherras)**

**La délibération est adoptée**

## **20 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

### **MODIFICATION DU TABLEAU DES INDEMNITÉS DES ÉLUS**

**Rapporteur :** Madame Nicole RIVOIRE

L'article L2123-20-1 II. CGCT précise que : « *Toute délibération du conseil municipal concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal* ».

L'enveloppe se décompose mensuellement dans la limite des plafonds suivants :

- Maire = 110% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique au titre de la majoration DSU soit 4 257,72€ bruts
- 16 adjoints = 44% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique au titre de la majoration DSU soit 27 249,45€ brut
- soit un total de 31 507,17 euros.

Conformément à l'article R. 2123-23 du code général des collectivités territoriales, la majoration de 15% des indemnités de fonction des élus municipaux des communes anciennement chef-lieux de canton est maintenue.

L'enveloppe mensuelle globale des indemnités des élus est donc majorée de 4 726,07 euros et s'établit à 36 233,24 € bruts pour un maire et seize adjoints.

Selon l'article L2123-24-1 CGCT, dans les communes de moins de 100 000 habitants, il peut être versé une indemnité pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller municipal dans les limites prévues par le II de l'article L. 2123-24. Cette indemnité est au maximum égale à 6 % du terme de référence mentionné au I de l'article L. 2123-20.

Sur la base de l'enveloppe des indemnités ci dessus précisée et conformément aux dispositions des articles L. 2123-17 et suivants du code général des collectivités territoriales, les indemnités attribuées nominativement aux élus du conseil municipal de Noisy-le-Sec sont établies de la manière suivante :

<b>Rang</b>	<b>Fonction</b>	<b>Nom</b>	<b>Montant mensuel brut</b>	<b>%*</b>
1	Maire	RIVOIRE Laurent	4079,86	11,26
2	Adjoint	THARY Jean	1920,36	5,30
3	Adjoint	LEFEUVRE Elisabeth	1587,02	4,38
4	Adjoint	HAMRANI Karim	1587,02	4,38
5	Adjoint	CORDEAU Laurence	1587,02	4,38
6	Adjoint	MENDACI Dref	1587,02	4,38
7	Adjoint	HARENGER Marie-Rose	1587,02	4,38
8	Adjoint	BENHAÏM Alexandre	1587,02	4,38
9	Adjoint	SANNIER Stéphanie	1587,02	4,38
10	Adjoint	GIRAULT Bernard	1587,02	4,38
11	Adjoint	JOBARD Jennifer	1587,02	4,38
12	Adjoint	FRANCESCHINI Thomas	1587,02	4,38
13	Adjoint	JEN Yveline	1587,02	4,38
14	Adjoint de quartier	SOLIGNY Marcel	1221,06	3,37
15	Adjoint de quartier	SALOMON Guillaume	1221,06	3,37
16	Adjoint de quartier	TERKI Souad	1221,06	3,37
17	Adjoint de quartier	BUYTENDORP Samira	1221,06	3,37
18	Conseiller municipal délégué	RIVOIRE Nicole	724,66	2,00
19	Conseiller municipal délégué	YAHIA-CHERIF Saïd	724,66	2,00
20	Conseiller municipal délégué	SUISSA Karine	724,66	2,00
21	Conseiller municipal délégué	BLANCHARD Patricia	724,66	2,00
22	Conseiller municipal délégué	DELEU Olivier	724,66	2,00
23	Conseiller municipal délégué	ASIK Axelle	724,66	2,00
24	Conseiller municipal délégué	BEN ALI Sarra	724,66	2,00
25	Conseiller municipal délégué	RAGAZ Julien	724,66	2,00



26	Conseiller municipal délégué	MOYA Maryvonne	724,66	2,00
27	Conseiller municipal	NICOLAS-NELSON Sylvain	39,86	0,11
28	Conseiller municipal	AVRIL Dulcinée	39,86	0,11
29	Conseiller municipal	GRAVELOT Katia	39,86	0,11
30	Conseiller municipal	TOPSENT Emilie	39,86	0,11
31	Conseiller municipal	KORIMBOCUS Fadhil	39,86	0,11
32	Conseiller municipal	MERCIER Emmanuel	39,86	0,11
33	Conseiller municipal	DEL POZO Christiane	39,86	0,11
34	Conseiller municipal	FLOUZAT Francis	39,86	0,11
35	Conseiller municipal	LEFEBVRE Jean-Paul	39,86	0,11
36	Conseiller municipal	DEO Anne	39,86	0,11
37	Conseiller municipal	GARNIER Gilles	39,86	0,11
38	Conseiller municipal	LASCOUX Patrick	39,86	0,11
39	Conseiller municipal	SARRABEYROUSE Olivier	39,86	0,11
40	Conseiller municipal	LABBE Pascale	39,86	0,11
41	Conseiller municipal	BORD Corinne	39,86	0,11
42	Conseiller municipal	GHERRAS Miloud	39,86	0,11
43	Conseiller municipal	DIARRA Ibrahim	39,86	0,11

(\*) le taux correspond au pourcentage de l'enveloppe

Il est demandé au conseil municipal d'approuver la répartition des indemnités arrêtée au terme du tableau indemnitaire ci-dessus.

## DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2123-20 à L.2123-24-1,

Vu les délibérations n° 2014/04-04-02 et n° 2014/04-04-04 du 4 avril 2014 portant élection du Maire et des adjoints au Maire,

Vu la délibération n° 2014/14-04-18 du 14 avril 2014 fixant les indemnités des élus,

Vu les délibérations n° 2015/06-24 du 25 juin 2015 et n° 2016/12-13 du 1<sup>er</sup> décembre 2016 modifiant le tableau indemnitaire des élus,

Considérant les nouveaux barèmes indemnitaires à compter du 1<sup>er</sup> février 2017,

DELIBERE :

### Article 1 :

L'enveloppe se décompose mensuellement dans la limite des plafonds suivants :

- Maire = 110% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique au titre de la majoration DSU soit 4 257,72€ bruts
- 16 adjoints = 44% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de fonction la publique au titre de la majoration DSU soit 27 249,45€ bruts
- soit un total de 31 507,17 euros.

Conformément à l'article R. 2123-23 du code général des collectivités territoriales, la majoration de 15% des indemnités de fonction des élus municipaux des communes anciennement chef-lieux de canton est maintenue.

L'enveloppe mensuelle globale des indemnités des élus est donc majorée de 4 726,07 euros et s'établit à 36 233,24 € bruts pour un maire et seize adjoints.

**Article 2 :**

Sur la base de l'enveloppe des indemnités visées à l'article 1 et conformément aux dispositions des articles L.2123-17 et suivants du code général des collectivités territoriales, les indemnités allouées nominativement aux membres du conseil municipal de Noisy le Sec sont établies de la manière suivante :

Rang	Fonction	Nom	Montant mensuel brut	%*
1	Maire	RIVOIRE Laurent	4079,86	11,26
2	Adjoint	THARY Jean	1920,36	5,30
3	Adjoint	LEFEUVRE Elisabeth	1587,02	4,38
4	Adjoint	HAMRANI Karim	1587,02	4,38
5	Adjoint	CORDEAU Laurence	1587,02	4,38
6	Adjoint	MENDACI Dref	1587,02	4,38
7	Adjoint	HARENGER Marie-Rose	1587,02	4,38
8	Adjoint	BENHAÏM Alexandre	1587,02	4,38
9	Adjoint	SANNIER Stéphanie	1587,02	4,38
10	Adjoint	GIRAULT Bernard	1587,02	4,38
11	Adjoint	JOBARD Jennifer	1587,02	4,38
12	Adjoint	FRANCESCHINI Thomas	1587,02	4,38
13	Adjoint	JEN Yveline	1587,02	4,38
14	Adjoint de quartier	SOLIGNY Marcel	1221,06	3,37
15	Adjoint de quartier	SALOMON Guillaume	1221,06	3,37
16	Adjoint de quartier	TERKI Souad	1221,06	3,37
17	Adjoint de quartier	BUYTENDORP Samira	1221,06	3,37
18	Conseiller municipal délégué	RIVOIRE Nicole	724,66	2,00
19	Conseiller municipal délégué	YAHIA-CHERIF Saïd	724,66	2,00
20	Conseiller municipal délégué	SUISSA Karine	724,66	2,00
21	Conseiller municipal délégué	BLANCHARD Patricia	724,66	2,00
22	Conseiller municipal délégué	DELEU Olivier	724,66	2,00
23	Conseiller municipal délégué	ASIK Axelle	724,66	2,00
24	Conseiller municipal délégué	BEN ALI Sarra	724,66	2,00
25	Conseiller municipal délégué	RAGAZ Julien	724,66	2,00
26	Conseiller municipal délégué	MOYA Maryvonne	724,66	2,00
27	Conseiller municipal	NICOLAS-NELSON Sylvain	39,86	0,11
28	Conseiller municipal	AVRIL Dulcinée	39,86	0,11
29	Conseiller municipal	GRAVELOT Katia	39,86	0,11
30	Conseiller municipal	TOPSENT Emilie	39,86	0,11
31	Conseiller municipal	KORIMBOCUS Fadhil	39,86	0,11
32	Conseiller municipal	MERCIER Emmanuel	39,86	0,11
33	Conseiller municipal	DEL POZO Christiane	39,86	0,11
34	Conseiller municipal	FLOUZAT Francis	39,86	0,11
35	Conseiller municipal	LEFEBVRE Jean-Paul	39,86	0,11
36	Conseiller municipal	DEO Anne	39,86	0,11
37	Conseiller municipal	GARNIER Gilles	39,86	0,11
38	Conseiller municipal	LASCOUX Patrick	39,86	0,11
39	Conseiller municipal	SARRABEYROUSE Olivier	39,86	0,11
40	Conseiller municipal	LABBE Pascale	39,86	0,11
41	Conseiller municipal	BORD Corinne	39,86	0,11
42	Conseiller municipal	GHERRAS Miloud	39,86	0,11
43	Conseiller municipal	DIARRA Ibrahim	39,86	0,11

(\*) le taux correspond au pourcentage de l'enveloppe

**Article 3 :**

L'indemnité versée à un adjoint peut dépasser le maximum prévu à condition que le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire, aux adjoints et aux conseillers ne soit pas dépassé.

Un élu peut renoncer à tout ou partie de ses indemnités, celles-ci pouvant alors être redistribuées entre les autres adjoints, sur délibération expresse.

Article 4 :

Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires. Leur versement est conditionné par la production des justificatifs nécessaires.

Article 5 :

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal de l'exercice 2017 et des exercices à venir.

Article 6 :

Le maire est chargé d'exécuter la présente délibération en ordonnant, liquidant et mandant les indemnités conformément aux dispositions des articles précédant et le cas échéant, en tenant compte de l'évolution ultérieure de l'indice.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

<b>POUR:</b>	<b>33</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE, Jean-Paul LEFEBVRE Patrick LASCoux</b>
<b>ABSTENTION :</b>	<b>9</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)</b>

**La délibération est adoptée**

## **21 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

### **AVANCEMENT DE GRADE - RATIOS PROMUS/PROMOUVABLES**

**Rapporteur :** Madame Nicole RIVOIRE

Conformément au 2nd alinéa de l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient désormais à chaque assemblée délibérante de fixer, après avis du Comité technique, le taux permettant de déterminer, à partir du nombre d'agents remplissant les conditions pour être nommés au grade considéré, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus à ce grade.

La délibération doit fixer ce taux pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade.

Considérant la mise en œuvre de la politique des ressources humaines de la collectivité en matière d'évolution de carrière, il est proposé de redéfinir les ratios plafonds d'avancement de grade.

Le comité technique a été consulté pour avis le 9 mars 2017 sur ce projet.

Il est donc proposé à l'assemblée de fixer ce taux à 100 % pour tous les grades, quels que soient les voies d'accès (au choix ou par voie d'examen professionnel), et d'autoriser le Maire à procéder aux inscriptions sur les tableaux d'avancement de grade.

### **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 49,

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale et notamment son article 35,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis du Comité technique en date du 9 mars 2017,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il appartient à chaque assemblée délibérante de fixer, après avis du Comité technique, le taux permettant de déterminer, à partir du nombre d'agents remplissant les conditions pour être nommés au grade considéré, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus à ce grade.

Considérant qu'en vue de la mise en œuvre de la politique des ressources humaines de la collectivité en matière d'évolution de carrière, il est proposé de redéfinir les ratios plafonds d'avancement de grade.

DELIBERE

#### **Article 1 :**

La délibération n° 2007/09-019 du 27 septembre 2007 est abrogée.

#### **Article 2 :**

Les ratios d'avancement de grade permettent de fixer un « nombre plafond » de fonctionnaires pouvant être promus, les décisions individuelles d'avancement de grade restent de la compétence de l'autorité territoriale après avis de la commission administrative paritaire dans la limite de ce nombre plafond.

#### **Article 3 :**

Le ratio d'avancement de grade est fixé à 100 % pour tous les grades, et ce pour toutes les voies d'accès (au choix ou examen professionnel).

Article 4 :

Autorise le Maire a procéder aux inscriptions sur les tableaux d'avancement de grade.

Article 5 :

Dit que la dépense sera imputé sur le budget communal de l'exercice 2017 et des exercices à venir.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **22 - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

### **MISE À JOUR DU RÉGIME INDEMNITAIRE DONT RIFSEEP ET MODULATION EN CAS D'ÉLOIGNEMENT DU SERVICE**

**Rapporteur :** Madame Nicole RIVOIRE

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 crée un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (I.F.S.E.) dans la fonction publique de l'État, transposable à la fonction publique territoriale dans les conditions de respect du principe de parité entre fonction publique de l'État et fonction publique territoriale.

Il s'adresse à toutes les catégories d'emploi (A, B, C). Il rend progressivement obligatoire depuis le 1er juillet 2015, un cadre de référence indemnitaire unique. Ce nouveau régime indemnitaire a vocation à se substituer, dans le temps, à la plupart des primes et indemnités existantes dans la fonction publique territoriale, au fur et à mesure de la parution des textes pour chaque cadre d'emplois.

Le nouveau régime indemnitaire est applicable aux fonctionnaires titulaires, stagiaires, à temps complet, à temps non complet, et à temps partiel de la commune, ainsi qu'aux contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet, et à temps partiel de la commune.

Ce nouveau Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) est composé de deux parties :

1. Une part fixe : l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Elle est versée mensuellement et proratisée en fonction du temps de travail de l'agent.
2. Une part variable facultative : Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir n'est pas obligatoire et est conditionné cumulativement par les impératifs budgétaires et les résultats de l'entretien professionnel.

#### **1 – L'IFSE : la partie fixe**

Dans ce nouveau cadre réglementaire, chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions, déterminés par la collectivité au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Les groupes sont hiérarchisés et les groupes supérieurs sont réservés aux postes les plus lourds ou les plus exigeants.

Il revient à l'organe délibérant de déterminer le classement des emplois de la collectivité par groupe, le groupe 1 étant le plus exigeant, et de déterminer pour chaque groupe de fonctions, un montant maximal en respectant les montants arrêtés par groupe de fonctions pour la fonction publique de l'État. Des montants spécifiques pour les agents dotés par nécessité absolue de service, d'un logement de fonctions doivent être prévus.

L'organe délibérant détermine le montant maximal par groupe, et autorise l'autorité territoriale à fixer ensuite par arrêté individuel, le montant attribué à chacun, dans la limite de l'enveloppe globale annuelle afférente au régime indemnitaire prévue au budget primitif de chaque année.

Ce classement et les montants maximum associés sont présentés dans les tableaux en annexe 1.

#### **2 – Le CIA : la partie variable facultative**

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir n'est pas obligatoire et est conditionné cumulativement par les impératifs budgétaires et les résultats de l'entretien professionnel.

La collectivité souhaitant travailler sur ses dispositifs et outils d'évaluation et d'appréciation de l'engagement professionnel, il est décidé dans le présent projet, l'attribution d'un taux de 0 % pour tous les agents de la commune concernant le CIA.

Le RIFSEEP sera applicable aux cadres d'emplois ayant fait l'objet d'un arrêté ministériel (voir annexe 1) à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017.

Ces cadres d'emplois sont les suivants :

- administrateurs territoriaux
- attachés territoriaux
- rédacteurs territoriaux
- adjoints administratifs territoriaux
- ATSEM
- agents sociaux territoriaux
- éducateurs territoriaux des APS
- adjoints territoriaux du patrimoine
- animateurs territoriaux
- adjoints d'animation territoriaux

Pour les agents concernés, il se substituera donc au régime indemnitaire existant.

Les cadres d'emplois suivants sont toujours en attente d'une parution des arrêtés ministériels correspondant, et feront donc l'objet d'une délibération complémentaire ultérieure pour que le RIFSEEP puisse leur être attribué. Dans l'intervalle, ils conservent leur régime indemnitaire existant :

- Ingénieur en chef
- Ingénieur
- Technicien
- Agent de maîtrise
- Adjoint technique
- Bibliothécaire
- Attaché de conservation du patrimoine et des bibliothèques
- Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques
- Infirmier en soins généraux
- Puéricultrice
- Psychologue
- Cadre de santé infirmiers
- Technicien paramédical
- Éducateur de jeunes enfants
- Auxiliaire de puériculture

Les agents de la police municipale ne sont pas concernés par le RIFSEEP.

### 3 – Modulation du régime indemnitaire en cas d'éloignement du service

En parallèle du projet de mise en place du RIFSEEP, la municipalité a engagé une réflexion sur la modulation du régime indemnitaire de l'ensemble des agents en cas d'éloignement du service.

Le projet de délibération de la collectivité prévoit que le régime indemnitaire sera maintenu intégralement pendant les congés annuels, les congés pour maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant ou pour adoption et les congés imputables au service (accidents de service, accidents de travail, maladies professionnelles).

Il prévoit que le régime indemnitaire sera supprimé en cas d'exclusion temporaire de fonctions et en cas d'absences injustifiées, sur la durée de l'exclusion, ou de l'absence injustifiée pour absence de service fait.

En cas de maladie ordinaire, le régime indemnitaire sera réduit à raison de 50 % d'1/30<sup>ème</sup> par jour d'absence au delà du 18<sup>ème</sup> jour d'absence et supprimé en totalité par jour d'absence au-delà du 90<sup>ème</sup> jour d'absence sur une année calendaire.

Au 1er janvier de l'année suivante, le régime indemnitaire ne pourra être rétabli qu'en cas de reprise effective de l'agent.

Nombre de jours d'absence pour maladie ordinaire	% de suppression
De 0 à 18	0 %
De 19 à 90	50 %
Au-delà de 90	100 %

Le projet prévoit que le régime indemnitaire sera supprimé en totalité à raison d'1/30ème par jour d'absence pour les types d'absences suivants : congés de longue maladie, les congés de longue durée et les congés de grave maladie et ce, à partir de la date de réception de l'avis favorable du Comité médical, ou de l'instance médicale compétente, et ce jusqu'à l'aptitude à la reprise.

Ces dispositions de modulation du régime indemnitaire rentreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Le régime indemnitaire est versé mensuellement sur la base d'1/12ème du montant annuel individuel attribué. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Pour les agents dont le régime indemnitaire actuel subsiste dans l'attente de la parution des textes permettant la mise en place du RIFSEEP, leur régime indemnitaire sera modulable en cas d'éloignement du service, dans les mêmes conditions que le RIFSEEP et ce, à compter du 1er janvier 2018.

Les agents de la police municipale n'étant pas concernés par le RIFSEEP, ils conservent leur régime indemnitaire actuel, qui sera modulable dans les mêmes conditions que le RIFSEEP et ce, à compter du 1er janvier 2018.

#### 4 – Cumul du RIFSEEP avec les autres primes et indemnités

L'I.F.S.E. et le C.I.A. sont exclusifs par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature. Ils ne pourront pas se cumuler avec :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- La prime spécifique de service (I.S.S.),
- L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants,
- L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes,
- La prime de fonctions informatiques et l'indemnité horaire pour traitement de l'information,
- .....

En revanche, le RIFSEEP est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif (prime d'intéressement à la performance collective),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, ...),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...)
- La prime de responsabilité versée au directeur général des services,
- La rémunération des agents publics participant, à titre accessoire, à des activités de formation et de recrutement (jury de concours),
- La prime annuelle versée en deux fois,
- La nouvelle bonification indiciaire (N.B.I.),

Ces propositions ont fait l'objet d'une consultation du Comité technique en date du 6 juin 2017 qui a émis un avis favorable à la majorité.

Il est demandé au conseil municipal de valider ce nouveau régime indemnitaire.



## PROJET DE DELIBERATION

Le conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88, modifiée par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 article 84,

Vu le décret n° 68-929 du 24 octobre 1968 modifié relatif à la prime de service,

Vu le décret n° 88-1083 du 30 novembre 1988 relatif à la prime spécifique,

Vu le décret n° 90-693 du 1er août 1990 relatif à l'indemnité de sujétion spéciale,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifiée pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 92-4 modifié relatif à la prime d'encadrement,

Vu le décret n° 92-7 du 2 janvier 1992 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travail du dimanche ou jour férié,

Vu le décret n° 93-526 du 26 mars 1993 modifié relatif à la prime de technicité forfaitaire,

Vu le décret n° 95-545 du 2 mai 1995 modifié relatif à la prime de sujétion spéciale,

Vu le décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997 et l'arrêté du 24 décembre 2012, portant création d'une l'indemnité d'exercice de missions des préfectures,

Vu le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 et l'arrêté du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n° 2003-799 du 28 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service,

Vu le décret n° 2006-1397 du 17 novembre 2006 modifiant le régime indemnitaire des cadres d'emplois de garde champêtre, d'agent de police municipale, de chef de service de police municipale et créant le régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois de directeur de police municipale.

Vu le décret n° 2008-797 du 20 août 2008 instituant une indemnité forfaitaire pour travail du dimanche ou jour férié à certains agents de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 et l'arrêté du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de rendement,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,  
Vu l'arrêté du 2 mars 1967 et des 27 mai 2005 et 1er août 2006 relatif à la prime de service,

Vu les arrêtés du 23 avril 1975 et du 1er août 2006 relatif au versement mensuel obligatoire de la prime spéciale de sujétion et prime forfaitaire,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'État ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'État relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'État rattachés au ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un

régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2015 portant application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'État ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique territoriale.

Vu la délibération n° 7 en date 26 février 1992 instituant une prime de rendement et de service,

Vu la délibération n° 25 du 31 mars 1993 instituant une prime de rendement et de service,

Vu la délibération n° 28 du 31 mars 1993 instituant une indemnité de sujétions spéciales filière culturelle,

Vu la délibération n° 29 du 31 mars 1993 instituant une prime de sujétions spéciales filière culturelle,

Vu la délibération n° 30 du 31 mars 1993 instituant une prime de responsabilité filière culturelle,

Vu la délibération n° 31 du 31 mars 1993 instituant une indemnité spéciale des fonctionnaires du corps scientifique des bibliothèques,

Vu la délibération n° 32 et 33 du 31 mars 1993 instituant régime indemnitaire prime encadrement filière médico-sociale,

Vu la délibération n° 34 du 31 mars 1993 instituant une indemnité de sujétions spéciales filière médico-sociale,

Vu la délibération n° 35 du 31 mars 1993 instituant une prime de service filière médico-sociale,

Vu la délibération n° 25 du 25 juin 1993 instituant prime de technicité forfaitaire filière culturelle,

Vu la délibération n° 95.16 du 03 juillet 1995 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves pour les assistants d'enseignement artistique,

Vu la délibération n° 96.21 du 23 mai 1996 instituant une prime de fonction de traitement de l'informatique

Vu la délibération n° 97.26 du 30 juin 1997 portant modification du régime indemnitaire

Vu la délibération n° 98.26 du 30 juin 1998 instituant le régime indemnitaire de la filière animation

Vu la délibération n° 00.29 du 12 octobre 2000 instituant une indemnitaire forfaitaire pour travaux des dimanches filière médico-sociale,

Vu la délibération n° 01.24 du 08 février 2001 portant mise en conformité du régime indemnitaire de la filière technique,

Vu la délibération n° 02.24 du 24 février 2002 instituant le régime indemnitaire des conseillers et assistants sociaux éducatifs, I.F.S.S,

Vu la délibération n° 31 du 30 septembre 2004 instituant une indemnité spéciale mensuelle de fonctions des agents et chefs de service de la police municipale,

Vu la délibération n°2005/02-35 du 17 février 2005 instituant une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires – I.F.T.S,

Vu la délibération n° 2005/04-34 du 21 avril 2005 instituant le régime indemnitaire du personnel de la police municipale,

Vu la délibération n° 2005/12.1-024 du 15 décembre 2005 portant régime indemnitaire du personnel – I.E.M.P

Vu la délibération n° 2005/12.1-026 du 15 décembre 2005 portant régime indemnitaire du personnel – indemnité de sujétions des conseillers, des activités physiques et sportives,

Vu la délibération n° 2005/12.1-027 du 15 décembre 2005 portant régime indemnitaire du personnel – I.A.T,

Vu la délibération n° 2006/03-020 du 23 mars 2006 instituant une prime spécifique filière médico-sociale,

Vu la délibération n° 2007/07-026 du 12 juillet 2007 instituant le régime indemnitaire de la filière médico-sociale,

Vu la délibération n° 2008/06-034 du 26 juin 2008 instituant une dotation statutaire pour l'emploi fonctionnel de directeur général des services de la commune,

Vu la délibération n° 2009/01-16 du 22 janvier 2009 instituant un régime indemnitaire des médecins territoriaux,

Vu la délibération n° 2010/06.06 du 24 juin 2010 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves,

Vu la délibération n° 2011/06-02 du 17 juin 2011 instituant la prime de fonctions et de résultats – P.F.R,

Considérant qu'un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) est progressivement mis en place dans les trois fonctions publiques.

Considérant que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'État. Ces régimes indemnitaires peuvent tenir compte des conditions d'exercice des fonctions et de l'engagement professionnel des agents. Lorsque les services de l'État servant de référence bénéficient d'une indemnité servie en deux parts, l'organe délibérant détermine les plafonds applicables à chacune de ces parts et en fixe les critères, sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de l'État. Il s'agit du principe de parité entre fonction publique d'État et fonction publique territoriale,

Considérant qu'il revient à l'organe délibérant de déterminer le classement des emplois de la collectivité par groupe, le groupe 1 étant le plus exigeant, et de déterminer pour chaque groupe de fonctions, un montant maximal en respectant les montants arrêtés par groupe de fonctions pour la fonction publique de l'État,

Considérant qu'il revient à l'organe délibérant de déterminer le montant maximal par groupe, et d'autoriser l'autorité territoriale à fixer ensuite par arrêté individuel, le montant attribué à chacun, dans la limite de l'enveloppe globale annuelle afférente au régime indemnitaire prévue au budget primitif de chaque année,

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de décider des modalités de modulation du régime indemnitaire en cas d'éloignement du service.

Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 6 juin 2017,

## DELIBERE

### Article 1 :

Décide la mise en place de l'indemnité de fonctions de sujétions et de l'expertise (I.F.S.E.) pour les cadres d'emplois suivants, ayant fait l'objet d'un arrêté ministériel (voir annexe 1), et ce, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 :

- administrateurs territoriaux
- attachés territoriaux
- rédacteurs territoriaux
- adjoints administratifs territoriaux
- ATSEM
- agents sociaux territoriaux
- éducateurs territoriaux des APS
- adjoints territoriaux du patrimoine
- animateurs territoriaux
- adjoints d'animation territoriaux

Précise que pour les agents concernés, le RIFSEEP se substituera donc au régime indemnitaire existant.

### Article 2 :

Précise que les bénéficiaires de l'I.F.S.E sont :

- Agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel de la commune,
- Agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel de la commune,

### Article 3 :

Détermine les groupes de fonctions et les montants maxima figurant en annexe 1 selon les modalités de répartition de chaque emploi ou cadre d'emplois répartis entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

### Article 4 :

Précise que l'I.F.S.E correspond pour chaque groupe, à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés en annexe et applicable aux fonctionnaires de l'État, conformément au principe de parité entre la fonction publique de l'État et la fonction publique territoriale.

### Article 5 :

Détermine les modalités de réexamen du montant individuel de l'I.F.S.E. Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

1. en cas de changement de fonctions,
2. au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation....)
3. en cas de changement d'emploi et évolution statutaire associée, d'une promotion interne ou avancement de grade.

### Article 6 :

Décide que le CIA, complément indemnitaire annuel facultatif, est fixé à un taux d'attribution individuel à 0 %, et ce pour permettre à la municipalité de travailler sur ses dispositifs d'évaluation et de l'engagement de la manière de servir.

### Article 7 :

Précise que les cadres d'emplois suivants sont toujours en attente d'une parution des arrêtés ministériels correspondants, et feront donc l'objet d'une délibération complémentaire ultérieure pour que le RIFSEEP puisse leur être attribué. Dans l'intervalle, ils conservent leur régime indemnitaire existant :

- Ingénieur en chef
- Ingénieur
- Technicien
- Agent de maîtrise
- Adjoint technique
- Bibliothécaire
- Attaché de conservation du patrimoine et des bibliothèques
- Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques
- Infirmier en soins généraux
- Puéricultrice
- Psychologue
- Cadre de santé infirmiers
- Technicien paramédical
- Educateur de jeunes enfants
- Auxiliaire de puériculture

Les agents de la police municipale ne sont pas concernés par le RIFSEEP.

#### Article 8 :

Précise que L'I.F.S.E. et le C.I.A. sont exclusifs par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature. Ils ne pourront pas se cumuler avec :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfetures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- La prime spécifique de service (I.S.S.),
- L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants,
- L'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes,
- La prime de fonctions informatiques et l'indemnité horaire pour traitement de l'information,

En revanche, le RIFSEEP est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif (prime d'intéressement à la performance collective),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, ...),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...)
- La prime de responsabilité versée au directeur général des services,
- La rémunération des agents publics participant, à titre accessoire, à des activités de formation et de recrutement (jury de concours),
- La prime annuelle versée en deux fois,
- La nouvelle bonification indiciaire (N.B.I.),

#### Article 9 :

Décide des modalités de maintien ou de suppression du régime indemnitaire suivantes pour l'ensemble des agents :

Le régime indemnitaire sera maintenu intégralement pendant les congés annuels, les congés pour maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant ou pour adoption et les congés imputables au service (accidents de service, accidents de travail, maladies professionnelles), le congé enfant-malade et les mi-temps thérapeutiques.

Le régime indemnitaire sera supprimé en cas d'exclusion temporaire de fonctions et en cas d'absences injustifiées, sur la durée de l'exclusion, ou de l'absence injustifiée pour absence de service fait.

En cas de maladie ordinaire, le régime indemnitaire sera réduit à raison de 50 % d'1/30<sup>ème</sup> par jour d'absence au delà du 18<sup>ème</sup> jour d'absence et supprimé en totalité par jour d'absence au-delà du 90<sup>ème</sup> jour d'absence sur une année calendaire.

Au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante, le régime indemnitaire ne pourra être rétabli qu'en cas de reprise effective de l'agent.

Nombre de jours d'absence pour maladie ordinaire	% de suppression
De 0 à 18	0 %
De 19 à 90	50 %
Au-delà de 90	100 %

Le régime indemnitaire sera supprimé en totalité à raison d'1/30ème par jour d'absence pour les types d'absences suivants : congés de longue maladie, les congés de longue durée et les congés de grave maladie et ce, à partir de la date de réception de l'avis favorable du Comité médical, ou de l'instance médicale compétente, et ce jusqu'à l'aptitude à la reprise.

Ces dispositions de modulation du régime indemnitaire rentreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Pour les agents dont le régime indemnitaire actuel subsiste dans l'attente de la parution des textes permettant la mise en place du RIFSEEP, leur régime indemnitaire sera modulable en cas d'éloignement du service, dans les mêmes conditions que le RIFSEEP et ce, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Les agents de la police municipale n'étant pas concernés par le RIFSEEP, ils conservent leur régime indemnitaire actuel, qui sera modulable dans les mêmes conditions que le RIFSEEP et ce, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### Article 10 :

Clause de revalorisation : Les montants maxima (plafonds) peuvent évoluer selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'État.

#### Article 11 :

Autorise le Maire à fixer par arrêté individuel, le montant perçu par chaque agent au titre de l'I.F.S.E. dans le respect des principes définis ci-dessus, et de l'enveloppe globale annuelle afférente au régime indemnitaire prévue au budget primitif de chaque année.

#### Article 12 :

Dit que la dépense sera imputée sur le budget communal au chapitre 012 de l'exercice 2017 et des exercices à venir.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

### **Les amendements suivants sont proposés par le groupe « socialiste et citoyen » :**

#### Compléter le premier alinéa de l'article 9 par :

Décide des modalités de maintien ou de suppression du régime indemnitaire suivantes pour l'ensemble des agents :

Le régime indemnitaire sera maintenu intégralement pendant les congés annuels, les congés pour maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant ou pour adoption et les congés imputables au service (accidents de service, accidents de travail, maladies professionnelles), « **le congé enfant-malade et les mi-temps thérapeutiques** »

**Le maire met l'amendement en délibération :**

***Dulcinée AVRIL ne prend part au vote (absente).***

<b>POUR:</b>	<b>40</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »</b>
<b>ABSTENTION :</b>	<b>2</b>	<b>Marie-Rose HARENGER Laurence CORDEAU</b>

**L'amendement est accepté**

**Le maire met l'ensemble des articles en délibération :**

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

<b>POUR:</b>	<b>31</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE,</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>11</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE » GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)</b>

**La délibération est adoptée**



## **23 - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

### **COMMUNICATION DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS**

**Rapporteur :** Madame Marie-Rose HARENGER

L'accès aux documents administratifs communicables constitue pour les administrations une prestation obligatoire de service public dont le bon fonctionnement est essentiel à la démocratie participative. Pour les citoyens, cet accès relève en effet de l'exercice d'une liberté fondamentale.

La loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses propositions d'ordre administratif, social et fiscal, modifiée par la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et par l'ordonnance 2005-650 du 6 juin 2005, érige en principe général le libre accès aux documents administratifs émanant des administrations.

Les relations entre le public et l'administration sont régies plus généralement et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, au sein d'un code spécifique dont les dispositions ont été publiées au Journal officiel du 25 octobre 2015.

Les articles L 300-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration précité régissent les conditions d'accès aux documents administratifs et précisent que la communication des documents s'exerce aux choix du demandeur et dans les limites des possibilités techniques de l'administration :

- par consultation gratuite sur place, sauf si la préservation du document ne le permet pas;
- sous réserve que la reproduction ne nuise pas à la conservation du document, par la délivrance d'une copie sur un support identique à ce lui utilisé par l'administration, compatible avec celui-ci et aux frais du demandeur, sans que ces frais puissent excéder les coûts de cette reproduction ;
- par courrier électronique et sans frais lorsque le document est disponible sous ce format.

L'article R. 311-1 précise que les frais de reproduction et d'envoi des documents peuvent être mis à la charge du demandeur.

Les frais correspondant au coût de la reprographie, incluant le coût du support et le coût d'amortissement et de fonctionnement du matériel utilisé, sont plafonnés par l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2001 et sont à la charge du demandeur lors de la délivrance des documents.

En cas d'envoi, il convient d'y ajouter les frais postaux (coût d'affranchissement déterminé selon les modalités d'envoi postal choisies par le demandeur).

Le coût des frais d'envoi des documents administratifs sera facturé par référence aux tarifs pratiqués pour l'affranchissement postal. Ainsi, lors de chaque transmission, le tarif appliqué sera celui en vigueur au moment du postage des documents demandés.

L'article R. 311-11 du code des relations entre le public et l'administration prévoit qu'une commune peut exiger le paiement des frais correspondants plafonnés par l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2001 à :

- page format A4 noir et blanc 0.18 €
- cédérom 2.75 €

L'article 3 de l'arrêté précité précise que les copies de documents délivrées sur des supports autres font l'objet d'une tarification déterminée par l'autorité administrative qui délivre ces copies.

C'est pourquoi la Ville de Noisy le Sec met en place les tarifs complémentaires suivants :

- page format A4 couleur 0,58 €
- page format A3 noir et blanc 0.36 €
- page format A3 couleur 0,96 €
- tirage de plan 5.00 €

Le demandeur sera avisé au préalable du coût de sa demande et devra en confirmer expressément et par écrit l'acceptation avant toute transmission des documents. En cas de refus, il ne pourra être donné suite à sa demande.

La facturation fera l'objet d'un titre exécutoire imputé à l'article correspondant (produits accessoires).

Dans le respect des conditions ci-dessus exposées, il appartient au Conseil Municipal de fixer le montant à acquitter pour la délivrance des différents supports suite à l'annulation de la précédente délibération 2016/02-11 du 18 Février 2016.

## **DELIBERATION**

Le conseil,

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L311-9 et R311-10 et suivants,

Vu l'arrêté du 1er octobre 2001 relatif aux conditions de fixation et de détermination du montant des frais de copie d'un document administratif,

Considérant que les tiers de la commune, qui en font la demande, peuvent obtenir des photocopies des actes administratifs communicables dans le cadre de la loi.

## **DELIBERE**

### Article 1 :

La communication des documents administratifs s'exerce au choix du demandeur et dans les limites des possibilités techniques de l'administration :

- par consultation gratuite sur place, sauf si la préservation du document ne le permet pas;
- sous réserve que la reproduction ne nuise pas à la conservation du document, par la délivrance d'une copie sur un support identique à ce lui utilisé par l'administration, compatible avec celui-ci et au frais du demandeur, sans que ces frais puissent excéder les coûts de cette reproduction ;
- par courrier électronique et sans frais lors que le document est disponible sous ce format.

Les frais correspondant au coût de la reprographie sont à la charge du demandeur lors de la délivrance des documents et en cas d'envoi, il convient d'y ajouter les frais postaux.

L'article R. 311-11 du code des relations entre le public et l'administration prévoit que l'administration peut exiger le paiement des frais correspondants plafonnés par l'arrêté du 1er octobre 2001 à :

- page format A4 noir et blanc 0.18 €
- cédérom 2.75 €

L'article 3 de l'arrêté précité précise que les copies de documents délivrées sur des supports autres font l'objet d'une tarification déterminée par l'autorité administrative qui délivre ces copies.

C'est pourquoi la Ville de Noisy-le-Sec met en place les tarifs complémentaires suivants :

- page format A4 couleur 0,58 €
- page format A3 noir et blanc 0.36 €
- page format A3 couleur 0,96 €
- tirage de plan 5.00 €

Le coût des frais d'envoi des documents administratifs sera facturé par référence aux tarifs pratiqués pour l'affranchissement postal. Ainsi lors de chaque transmission, le tarif appliqué sera celui en vigueur au moment du postage des documents demandés.

Le demandeur sera avisé au préalable du coût de sa demande et devra en confirmer expressément et par écrit l'acceptation avant toute transmission des documents. En cas de refus, il ne pourra être donné suite à sa demande.

### Article 2:

La facturation fera l'objet d'un titre exécutoire imputé à l'article correspondant (produits accessoires).

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

<b>POUR:</b>	<b>36</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras)</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>6</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE »</b>

**La délibération est adoptée**

## **24 - DIRECTION DES ESPACES VERTS ET DE L'ENVIRONNEMENT**

### **DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR APPEL À INITIATIVE**

**Rapporteur :** Madame Marie-Rose HARENGER

L'action 72 de l'Agenda 21 de la Ville de Noisy-le-Sec a été programmée pour soutenir les associations et les conseils de quartier dans la mise en place de projets de développement durable.

Le quatrième appel à initiatives, doté d'une enveloppe de 4.000 euros, a été ouvert du 30 janvier 2017 au 14 avril 2017. Les projets sélectionnés bénéficient d'une subvention et d'un accompagnement technique des services municipaux.

L'appel à initiatives a été diffusé aux associations et aux conseils de quartier. Il vise à soutenir et à valoriser des projets qui se déroulent sur le territoire de Noisy-le-Sec, qui ont pour cibles les Noiséens et qui répondent à titre d'exemple aux objectifs suivants : le renforcement du lien entre les générations, la solidarité et l'intégration de tous, la préservation de la nature en ville, l'éducation et la sensibilisation à l'environnement et au développement durable, la réduction et la valorisation des déchets et la propreté en ville, les économies d'énergie et de ressources naturelles et la mobilité et les nouveaux modes de déplacement.

Sept dossiers de candidatures ont été instruits par un jury qui s'est réuni le 2 mai 2017. Le jury présidé par Monsieur le Maire été composé des membres suivants :

- Madame Marie-Rose Harenger 6<sup>ème</sup> adjointe au Maire Déléguée aux Affaires juridiques, la Commande publique, à l'Agenda 21 et à l'Intercommunalité, pour la transversalité ;
- Monsieur Bernard Girault 9<sup>ème</sup> adjoint au Maire délégué à l'environnement, aux espaces verts et au développement durable, pour le volet environnement ;
- Monsieur Gilles Debord, Directeur de l'Environnement et des Espaces Verts ;
- Madame Anne-Laure Chantelot, Directrice de la cohésion Sociale ;
- Madame Amalia Ghémard, Chargée de mission démocratie de proximité ;
- Madame Caroline Cordesse, Chargée de mission Agenda 21.

Les dossiers ont été évalués sur leur faisabilité pour 50% de la note, leur impact en matière de développement durable et leur transversalité pour 30% de la note, leur innovation pour 10% de la note et enfin leur reproductibilité et leur pérennité pour 10% de la note. Les décisions d'attribution de subventions prises par le jury figurent en annexe de la délibération.

Les cinq projets ci-dessous ont été sélectionnés avec l'attribution des subventions suivantes :

- Le 1<sup>er</sup> projet « VELECTRISHOW: Produire de l'électricité à la force de nos mollets, grâce aux vélos-générateurs », porté par les associations PEPINO et Aux Pignons sur Rue obtient une subvention de 1 715 euros.
- Le 2<sup>ème</sup> projet « Semer la solidarité à Noisy », porté par l'association Les Incroyables Comestibles de Noisy-le-Sec obtient une subvention de 980 euros.
- Le 3<sup>ème</sup> projet « Le surpoids ou l'obésité nous guette: agissons maintenant pour notre bien-être et le développement durable », porté par l'association Femmes et Promotion des Comportements obtient une subvention de 505 euros.
- Le 4<sup>ème</sup> projet « Animation Eau par les Volontaires d'Unis Cité », porté par l'association Unis Cité obtient une subvention de 500 euros.
- Le 5<sup>ème</sup> projet « Intégrer la question de l'Environnement dans notre démarche d'éducation populaire », porté par l'association Secours Populaire Français obtient une subvention de 300 euros.

Il est demandé au conseil municipal d'approuver les lauréats et les prix versés

### **DELIBERATION**

Vu le budget communal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1611-4, L.2121-29 alinéa 1 et L 2122-21,

Vu l'article 10 alinéa 3 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,  
Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2001-495 du 6 juin 2001, entré en vigueur le 10 juin suivant, pris pour l'application de l'article 10 de la loi précitée et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la délibération n° 2017/01-03 en date du 19 janvier 2017 relative à l'approbation du budget primitif 2017,

Vu la délibération n° 2012/11-01 en date du 15 novembre 2012 portant approbation du programme d'action de l'Agenda 21 de Noisy-le-Sec,

Vu l'appel à initiatives pour des projets de développement durable, publié le 15 février 2016,

Considérant que les projets sélectionnés contribuent par leur nature à un développement durable local,

Considérant les décisions prises par le jury de l'appel à initiatives qui s'est réuni le 2 mai 2017,

Considérant que le montant de l'enveloppe de l'appel à initiatives pour des projets de développement durable s'élève à 4 000 euros,

Considérant que la Ville se réserve la possibilité d'obtenir le remboursement des sommes versées si le bilan des actions et les factures ne sont dûment fournis d'ici au 15 avril 2018,

DELIBERE

Article 1 :

Décide d'attribuer les subventions suivantes pour un montant total de 4 000 euros :

- Projet « VELECTRISHOW : Produire de l'électricité à la force de nos mollets, grâce aux vélos-générateurs », porté par les associations PEPINO et Aux Pignons sur Rue : 1 715 euros.
- Projet « Semer la solidarité à Noisy », porté par l'association Les Incroyables Comestibles de Noisy-le-Sec : 980 euros.
- Projet « Le surpoids ou l'obésité nous guette : agissons maintenant pour notre bien-être et le développement durable », porté par l'association Femmes et Promotion des Comportements : 505 euros.
- Projet « Animation Eau par les Volontaires d'Unis-Cité », porté par l'association Unis Cité : 500 euros.
- Projet « Intégrer la question de l'Environnement dans notre démarche d'éducation populaire », porté par l'association Secours Populaire Français : 300 euros.

Article 2 :

Il sera fait face à cette dépense aux moyens des crédits du budget 2017 de la Ville.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Patrick LASCOUX ne prend pas part au vote.***

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **25 - DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES**

### **ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LA MASIA**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

Dans le cadre de la politique de soutien au monde associatif, la Ville attribue annuellement des subventions, complétées par des aides indirectes sous forme de mises à disposition de salles, de cars, de matériel, de reprographie...

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir voter une subvention d'un montant de 1000 euros (mille euros) à l'association La Masia.

Cette association, créée en 2013, agit au sein du quartier du Londeau afin de valoriser le lien entre les habitants et d'améliorer leur cadre de vie, tout en préservant la mixité du quartier et les échanges entre les générations et les différentes cultures.

En 2017, l'association porte 3 projets.

Le premier concerne le festival Mix'cité, rencontre festive culturelle programmée le 2 juillet, dans le quartier du Londeau, pour sa 4<sup>e</sup> édition.

Le second projet consiste en la réalisation d'un moyen-métrage par les jeunes de 11-18 ans, également ouvert aux jeunes d'autres quartiers de la ville. Ce projet concerne au total une trentaine de jeunes incluant autant de filles que de garçons.

L'objectif est de permettre aux jeunes de :

- repérer les métiers techniques du monde du cinéma ;
- travailler sur le vocabulaire cinématographique ;
- visiter les studios d'Aubervilliers, de Bry-sur-Marne et de Saint-Denis ;
- aller au cinéma pour y décrypter les images, interpréter les symboles, les métaphores, la dimension poétique, tragique et /ou humoristique des films ;
- rencontrer des professionnels du cinéma ;
- écrire un scénario et repérer des lieux de tournage ;
- définir le rôle de chacun dans le moyen-métrage.

La phase de tournage sera encadrée par des professionnels du cinéma (cadreur, ingénieur du son, technicien lumière, régisseur, monteur). Ce projet s'étend de février à novembre 2017.

Le troisième consiste à créer une web radio locale permettant, en priorité aux 15-25 ans, de :

- s'initier à la préparation et à l'animation en radio locale, en abordant les enjeux de l'information et de la communication ;
- d'appréhender les aspects techniques simples de l'utilisation du matériel ;
- de se former à la citoyenneté, notamment en respectant le cadre légal posé par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

La mise en place de la web radio, encadrée par deux bénévoles de l'association et un ingénieur du son, s'effectuera par le biais d'ateliers hebdomadaires d'une durée moyenne de 3 heures, de mai à décembre 2017.

Cette demande intervient après le vote de l'enveloppe budgétaire, en janvier 2017, dans la mesure où un bug informatique n'a pas permis le traitement de celle-ci, effectuée par voie numérique, dans le délai imparti.

## DELIBERATION

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 en date du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ,

Considérant qu'il convient de faciliter la poursuite des activités des associations par l'attribution de subventions.

### DELIBERE

#### Article 1 :

Autorise le versement d'une subvention d'un montant de 1000 euros (mille euros) à l'association La Masia.

#### Article 2 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits prévus au budget de l'exercice 2017.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **26 - DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES**

### **ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU COEUR**

**Rapporteur :** Monsieur Dref MENDACI

Dans le cadre de la politique de soutien au monde associatif, la Ville attribue chaque année une enveloppe de subventions complétée par des aides indirectes sous forme de mises à disposition de cars, de salles, de reprographie...

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir voter une demande de subvention au profit de l'association Les Restaurants du cœur, reconnue pour ses actions en matière de solidarité sociale (distribution de denrées alimentaires, de produits pour tout-petits, de produits d'hygiène, organisation de chantiers d'insertion, maraudes, activités cinéma...),

La demande a été déposée après le vote du budget 2017, suite à des soucis administratifs inhérents à l'organisation de l'association.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 en date du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ,

Considérant qu'il convient de faciliter la poursuite des activités des associations par l'attribution de subventions

DELIBERE

#### Article 1 :

Autorise le versement d'une subvention d'un montant de 1000 euros (mille euros) à l'association Les Restaurants du cœur.

#### Article 2 :

Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits prévus au budget de l'exercice 2017.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**



## **27 - DIRECTION DES ESPACES VERTS ET DE L'ENVIRONNEMENT**

### **ACTUALISATION DES TARIFS ENLÈVEMENT DÉPÔTS SAUVAGES**

**Rapporteur :** Monsieur Bernard GIRAULT

La Ville de Noisy-le-Sec, à l'instar des autres communes de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble, doit faire face à une très forte augmentation des dépôts sauvages, tant en termes de nombre, que de tonnages collectés.

Cette situation est de nature à porter atteinte gravement au cadre de vie des habitants et à la salubrité des voies publiques.

Aussi, il est proposé une revalorisation à hauteur de 2 % des tarifs appliqués dans le cadre d'une exécution d'office de ramassage de dépôt et du nettoyage de la voirie, lorsque l'auteur du dépôt sauvage a pu être identifié.

Ces nouvelles tarifications feront l'objet d'une large communication sur la commune, jouant ainsi un rôle dissuasif et un rôle répressif efficace le cas échéant.

Ces dispositions ne font pas obstacle aux poursuites prévues par les textes en vigueur contre les auteurs de dépôts sauvages.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver la grille des tarifs revalorisés à hauteur de 2 % afférents aux frais engagés par la ville, pour le ramassage des dépôts sauvages et le nettoyage de la voie publique, pour l'année 2017, à compter du 1er juillet 2017.

### **PROJET DE DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles se rapportant aux attributions de police générale du Maire et aux déchets produits par les particuliers ou par les activités industrielles, commerciales ou artisanales,

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu le code de l'environnement,

Vu la délibération n°2005/11-18 du 25 novembre 2005 relative aux modalités de recouvrement des frais engagés par la ville dans le cadre des opérations d'exécution d'office liées au ramassage et au nettoyage des dépôts sauvages,

Considérant la nécessité d'actualiser chaque année les coûts d'intervention,

Considérant que pour tout ramassage et traitement de déchets toxiques et ou supérieurs à un volume de 1100 litres la ville doit externaliser la prestation,

La Commission des finances entendue,

**DELIBERE**

#### **Article 1**

Décide la revalorisation des tarifs à compter du 1er juillet 2017, comme suit :

TARIF FORFAITAIRE INCLUANT LE RAMASSAGE, LE TRAITEMENT DES DECHETS, LES FRAIS DE PERSONNEL ET LE NETTOYAGE	
<u>Déchets ménagers et assimilés</u>	
Volume inférieur ou égal à 340 l	900,00 €

Volume supérieur à 340 l et inférieur ou égal à 750 l	1 900,00 €
Volume inférieur à 750 l et supérieur ou égal à 1 100 l	2 470,00 €
Volume supérieur à 1 100 l	Coût réel + forfait sécurisation du site (balisage – déplacement du personnel) : 1 120 €

<u>Déchets toxiques</u>	Coût réel + forfait sécurisation du site (balisage – déplacement du personnel) : 1 120 €
-------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------

#### Article 2

Dit que les recettes liées au recouvrement des sommes dues seront inscrites au budget 2017 de la Ville – section de fonctionnement.

#### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **28 - DIRECTION DES ESPACES VERTS ET DE L'ENVIRONNEMENT**

### **ADOPTION DU RÈGLEMENT TERRITORIAL DE GESTION DES DÉCHETS**

**Rapporteur :** Monsieur Bernard GIRAULT

La Communauté d'agglomération Est Ensemble, devenue depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 Établissement Public Territorial, a été créée entre les communes de Bagnolet, Bobigny, Bondy, Les Lilas, Le Pré-Saint-Gervais, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin et Romainville par arrêté préfectoral n° 09-3597 du 22.12.09 portant création d'Est Ensemble.

Au titre de l'article 5 de ses statuts, Est Ensemble exerce au titre de la compétence « protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie » :

- *Les activités de traitement des déchets des ménages, mise en décharge des déchets ultimes ainsi que les opérations de transport, de tri, de stockage qui s'y rapportent. Ces activités portent également sur les autres déchets qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières.*
- *Les activités de collecte des déchets des ménages et autres déchets qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières, y compris les déchets déposés de façon illicite en dehors des systèmes de collecte organisée ;*
- *Les activités annexes liées aux prestations de collecte et de traitement : gestion des conteneurs (bacs), gestion des déchetteries et lieux de dépôts liés au recyclage, collecte des marchés alimentaires, collecte et gestion des corbeilles de rues, actions liées à la réduction et à la valorisation des déchets.*

L'Établissement Public Territorial Est Ensemble s'est doté d'un règlement prescriptif territorial du service public de gestion des déchets ménagers et assimilés afin de définir les conditions d'application de ce dernier.

Ce règlement a été adopté par le conseil de territoire du 13 décembre 2016 et s'applique qu'après approbation des communes membres.

En effet, suite au refus de transfert de la police administrative spéciale en matière de collecte des déchets, les communes membres restent compétentes pour réglementer la collecte.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le règlement prescriptif territorial du service public de gestion des déchets ménagers et assimilés adopté le 13 décembre 2016 par le Conseil de Territoire Est Ensemble.

### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2212-2 et suivants, L. 2224-13 et suivants, L. 2333-76 et suivants, et L. 5219-2 et suivants,

Vu le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L. 1422-1 et suivants,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu la délibération du Conseil de Territoire Est Ensemble n°2016-12-13-6 du 13 décembre 2016 portant approbation du règlement prescriptif territorial du service public de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Vu l'arrêté n°16/1047 portant opposition au transfert de pouvoir de police spéciale du maire au président de l'établissement Est Ensemble,

Considérant que le maire détient le pouvoir de police spéciale en matière de collecte des déchets,

Considérant l'intérêt d'harmoniser au niveau du territoire de l'établissement Est Ensemble les règles en matière de collectes des déchets,

Considérant, à cet effet, l'intérêt d'approuver le règlement prescriptif territorial du service public de gestion des déchets ménagers et assimilés,

DELIBERE

Article 1

Le règlement prescriptif territorial du service public de gestion des déchets ménagers et assimilés est approuvé.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **29 - DIRECTION DE LA VOIRIE ET DE LA CIRCULATION**

### **TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE DE LOCATION DE VÉLOS EN LIBRE-SERVICE ET ADHÉSION À LA COMPÉTENCE OPTIONNELLE «VÉLIB'» DU SYNDICAT MIXTE AUTOLIB' ET VÉLIB' MÉTROPOLE**

**Rapporteur :** Monsieur Bernard GIRAULT

En 2009, dans le cadre du développement de l'offre de transport à l'échelle métropolitaine, Paris et une vingtaine de villes franciliennes se sont associées pour créer le syndicat mixte Autolib' afin d'offrir un service de location de véhicules électriques en libre-service.

L'exploitation du service Autolib' a été confiée à la société Autolib', filiale du Groupe Bolloré dans le cadre d'une délégation de service public, à laquelle la commune de Noisy-le-Sec a adhéré le 17 mai 2013.

En novembre 2016, les élus du syndicat ont souhaité intégrer au syndicat la compétence de location de vélos en libre-service pour le futur Vélib' métropolitain.

Le déploiement des nouvelles stations Vélib' pour les villes adhérentes au syndicat bénéficiant du service Autolib' étant désormais possible, il convient pour les villes concernées de délibérer afin de d'adhérer à la compétence optionnelle Vélib' du syndicat mixte.

Cette délibération permettra ainsi à la commune de Noisy-le-Sec d'être équipée de stations Vélib' nouvelle génération à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, aux conditions tarifaires alors en vigueur et suivant les implantations décidées par la municipalité.

La présente délibération a ainsi pour objet d'adhérer à la compétence optionnelle « Vélib' » et d'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette adhésion.

#### **DELIBERATION**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 5721-2 et suivants;

Vu le Code des transports, notamment ses articles L.1231-1 et L.1231-16 ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole adoptés le 14 novembre 2016 ;

Considérant que la commune a adhéré au Syndicat Mixte le 17 mai 2013 par délibération n° 2013/05-17 ;

Considérant que le périmètre de compétence du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole comprend le territoire des communes et EPCI compris dans l'unité urbaine de Paris 2010 au sens de l'INSEE,

Considérant que le territoire de la commune de Noisy le sec est inclus dans l'unité urbaine de Paris 2010 au sens de l'INSEE,

Considérant que la commune de Noisy-le-Sec a conservé sa compétence pour organiser un service public de location de vélos,

Considérant l'intérêt pour la commune d'offrir sur son territoire un service public de Vélos en libre-service en optant pour la compétence Vélib' du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole,

#### **DELIBERE**

##### **Article 1 :**

Décide de transférer la compétence de location de vélos en libre-service au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole.

##### **Article 2 :**

Décide d'adhérer à la compétence optionnelle « Vélib' ».

Article 3 :

Autorise le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette adhésion.

Article 4 :

Mandate le Maire pour accomplir, en relation avec les services de l'Etat, toutes les démarches nécessaires à cette adhésion.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

### **30 - DIRECTION DE LA VOIRIE ET DE LA CIRCULATION**

#### **CONVENTION SIPPEREC POUR LES ENFOUISSEMENTS DE RÉSEAUX RUE PIERRE CURIE**

**Rapporteur :** Monsieur Karim HAMRANI

La présente convention a pour objectif d'organiser les modalités de la convention de co-maîtrise d'ouvrage pour l'enfouissement des réseaux dont le SIPPEREC est maître d'ouvrage sur le territoire de la Collectivité, rue Pierre Curie, simultanément avec l'enfouissement des réseaux aériens dont la Collectivité est maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

En application de ces dispositions, la Collectivité décide de transférer temporairement sa maîtrise d'ouvrage au SIPPEREC pour la réalisation de l'enfouissement de ses réseaux aériens, le SIPPEREC acceptant cette mission dans les conditions de la présente convention.

La présente convention s'accompagne des conventions financière liées aux travaux d'études et de travaux pour la réalisation de l'enfouissement des réseaux. Pour rappel, un avenant à la convention de partenariat est signée depuis le 20 avril 2011 entre le SIPPEREC et l'actuel concessionnaire ENEDIS (précédemment ERDF), la répartition financière est précisée et indique la prise en charge des travaux d'enfouissement des réseaux fil nus et torsadés à 100 %. Ce nouveau dispositif étant sous maîtrise d'ouvrage du syndicat il n'y a pas lieu d'établir de convention financière « électricité ».

Pour une meilleure compréhension synthétique des répartitions financière des études et travaux liés à l'opération d'enfouissement de la rue Pierre Curie, un tableau récapitulatif est associé au document.

Récapitulatif des estimations et des participations concernant les études et travaux, rue Pierre Curie à Noisy le Sec :

Conventions	Montants estimés pour l'enfouissement des différents réseaux (1)	Taux estimé de participation de l'opérateur (2)	Taux estimé de participation de la collectivité (3)	Taux de participation du Syndicat (4)	Montant de la participation de la Collectivité (5)	Montant de la participation du Syndicat (6)
Convention financière (études + travaux) pour l'enfouissement des réseaux d'électricité			0%	100%		181 200 € TTC
Convention financière (études + travaux) pour l'enfouissement des réseaux de communications électroniques ORANGE	84 378 € TTC	10%	90%		75 940 € TTC	
Convention financière (études + travaux) pour l'enfouissement des réseaux de communications électroniques	- €	10%	90%		- €	
Convention de co- maîtrise (études + travaux) pour l'enfouissement des réseaux propres à la collectivité	79 394 € TTC		100%		79 394 € TTC	
Indemnisation du Sipperec pour sa mission de maîtrise d'ouvrage sur les réseaux autres qu'électriques (5% du montant HT des travaux)	84 378 € TTC 79 394 € TTC 163 772 € TTC		5% du montant des travaux réalisés		3 050,00 € 2 850,00 € 5 900,00 €	
TOTAL TTC					155 334,00 €	181 200,00 €

(1) Montants reportés dans les conventions SIPPEREC et appelés à maxima à la commune.

- Estimation en fonction des travaux réellement exécutés et soumis à variation en cas de modifications portées au projet à la demande de la ville. (montants soumis à convention entre le câblo-opérateur et le syndicat).
- (2) Ce montant sera répercuté à la ville sur base justificative émise par le SIPPEREC.
- (3) Participation de la ville en fonction des travaux réellement exécutés.
- (4) La participation du SIPPEREC porte uniquement sur les réseaux d'électrification.
- (5) Montant de la participation de la collectivité, déduction faite de la participation des câblo-opérateurs au solde de l'opération.
- (6) Montant de l'opération sur les travaux d'électrification prise en charge par le SIPPEREC à 100%.

Les travaux pourraient débuter courant du 2ème semestre 2017 en tenant compte des délais nécessaires pour la mise au point des projets et la dévolution des marchés SPS / MOE / Entreprise Travaux.

Il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de co- maîtrise d'ouvrage et les conventions financières liées à l'opération
- d'autoriser M. Le Maire à signer l'ensemble des conventions liées à la présente opération.

## **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des Collectivités territoriales, et notamment l'article L 2224.35,

Vu la loi n° 2004- 575 du 21 juin 2004 et notamment son article 51 relatif à la confiance dans l'économie numérique,

Vu la loi n°82-813 en date du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions,

Vu la loi n°85-704 en date du 12 juillet 1985 suivant l'application de l'article 2 permettant de recourir aux modalités de la co- maîtrise d'ouvrage .

Vu l'ordonnance n°2004-566 en date du 17 juin 2004 portant modification de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative aux modalités de recours pour la co- maîtrise d'ouvrage

Considérant la nécessité de passer une convention fixant les conditions de co- maîtrise d'ouvrage et de financement des études et travaux relatifs à l'enfouissement des réseaux électriques et de télécommunications de la rue de Pierre Curie.

## **DELIBERE**

### Article 1 :

Approuve la convention de co- maîtrise d'ouvrage et financière relative à l'enfouissement des réseaux électriques et de télécommunications, de la rue Pierre CURIE avec le SIPPEREC

### Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions de co- maîtrise d'ouvrage et financière.

### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**



### **31 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**

#### **CONVENTION DE PARTENARIAT VILLE-EST ENSEMBLE POUR LA SIXIÈME ÉDITION DU FESTIVAL DU FILM FRANCO-ARABE DE NOISY-LE-SEC**

**Rapporteur :** Monsieur Jean THARY

La Ville de Noisy-le-Sec et le cinéma le Trianon, transféré à Est Ensemble, organisent depuis 6 ans le Festival du Film Franco-Arabe en collaboration avec l'Institut Français d'Amman, la Royal Film Commission et la Communauté d'agglomération du Grand Amman.

Ce festival comporte un concours de courts-métrages, fiction et documentaire.

La cinquième édition du Festival se tiendra du 24 novembre au 5 décembre 2017.

L'EPT Est Ensemble met à disposition les locaux, la matériel et le personnel de l'équipement culturel que constitue le cinéma le Trianon à la Ville de Noisy-le-Sec ainsi que l'édition de contremarques au tarif spécifique « festival ».

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser le maire à signer la convention de partenariat entre la ville de Noisy-le-Sec et Est Ensemble relative à la 6ème édition du festival du film franco-arabe de Noisy-le-Sec et comportant une annexe relative à l'utilisation de contremarques du cinéma.

#### **DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2121-29,

Considérant la nécessité de ce partenariat afin de permettre le bon déroulement du festival du film franco arabe,

DELIBERE

##### Article 1 :

Autorise le maire ou son représentant à signer la convention de partenariat entre la ville de Noisy-le-Sec et Est Ensemble relative à la 6ème édition du festival du film franco-arabe de Noisy-le-Sec et comportant une annexe relative à l'utilisation de contremarques du cinéma.

##### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

## **32 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**

### **MÉCÉNAT POUR LE FESTIVAL DU FILM FRANCO ARABE DE NOISY LE SEC**

**Rapporteur :** Monsieur Jean THARY

La loi du 1<sup>er</sup> août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations est venue compléter celles du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat et du 4 juillet 1990 sur la création des fondations d'entreprises. Contrairement au sponsoring qui est un acte commercial visant à apporter un soutien matériel à une manifestation, à une personne, à un produit ou à une organisation en vue d'en retirer un bénéfice direct, le mécénat constitue une acte de philanthropie visant à apporter un soutien matériel sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général.

Pour une entreprise qui décide de s'inscrire dans une démarche de mécénat, la loi de 2003 prévoit des avantages fiscaux pouvant aller jusqu'à 60% du don dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaire hors taxe.

Ainsi, dans le cadre de la 6<sup>ème</sup> édition du Festival du Film Franco Arabe de Noisy-le-Sec, manifestation d'intérêt général qui se tiendra du 24 novembre au 5 décembre 2017, il convient de rechercher des partenariats nécessaires au bon déroulement de cette opération. Il est donc proposé de recourir au mécénat d'entreprises. Des entreprises pourront participer à la valorisation de cette opération à destination d'un large public par le versement de dons en matériel, en numéraire et en compétences comme prévu dans la loi du 1<sup>er</sup> août 2003.

Les dons financiers seront versés par chèque à l'ordre du Trésor public à l'appui de la convention de mécénat.

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer des conventions de mécénat permettant de recueillir des dons de natures différentes.

### **PROJET DE DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2003-709 du 1<sup>er</sup> août 2003, relative au mécénat, aux associations et aux fondations,

Vu le décret n° 2004-185 du 24 février 2004 relatif aux obligations déclaratives et aux modalités d'imputation de la réduction d'impôt prévue en faveur des entreprises qui effectuent des versements au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général,

Considérant que la Direction des Affaires culturelles organise la 6<sup>ème</sup> édition du Festival du Film Franco Arabe de Noisy-le-Sec du 24 novembre au 4 décembre 2017,

Considérant la nécessité de rechercher des partenariats nécessaires au bon déroulement de cette opération et qui pourraient prendre la forme de dons en nature, sous la forme d'un soutien logistique, de dotations et/ou participations financières, de la prise en charge d'animations,

La commission des finances entendue,

**DELIBERE**

#### **Article 1 :**

Autorise Monsieur le Maire à signer des conventions de mécénat permettant de recueillir des dons de nature différentes (en matériel, en numéraire et en compétences ).

#### **Article 2 :**

Les recettes qui correspondent aux dons recueillis seront inscrits au budget de la commune.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

<b>POUR:</b>	<b>36</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN »</b>
<b>CONTRE :</b>	<b>6</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE,</b>

**La délibération est adoptée**

### **33- DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**

#### **DÉLÉGATION NOISÉENNE AU FESTIVAL DU FILM FRANCO-ARABE D'AMMAN**

**Rapporteur :** Monsieur Jean THARY

Le Festival du Film Franco-Arabe est organisé depuis 23 ans par l'Institut Français d'Amman et l'Ambassade de France en Jordanie. Dans le cadre des relations franco-jordanien, le poste d'Amman souhaitait organiser une édition française de ce festival en région parisienne dans un cinéma d'art et d'essai de renom. La ville de Noisy-le-Sec a été choisie et a signé à Amman le 23 juin 2011 un protocole d'accord pour l'organisation de l'édition française du Festival du Film Franco-Arabe de Noisy-le-Sec avec l'Institut Français d'Amman, la Royal Film Commission (Ministère de la culture jordanien) et l'Agglomération du Grand Amman.

L'objectif est de créer à terme un événement cinématographique majeur sur le territoire de la Seine-Saint-Denis qui puisse à la fois promouvoir le dialogue des cultures et le « vouloir vivre ensemble » à l'échelle séquano-dyonisienne et devenir un événement incontournable du paysage culturel francilien.

Le festival vise à proposer au public français des films récents qui témoignent d'un échange entre la France et les pays du monde arabe (sujet, production ou financement). Il est aussi une occasion unique pour le public d'Ile-de-France de découvrir des films qui ne sortent jamais dans les salles commerciales locales. Il vise enfin à faire découvrir la production cinématographique du Moyen-Orient dans ses aspects politiques et sociétaux.

Le Festival du Film Franco-Arabe d'Amman aura lieu du 5 au 12 juillet 2017. En tant que partenaire et afin de finaliser l'organisation de la cinquième édition de ce festival de Noisy-le-Sec du 24 novembre au 5 décembre 2017, la Ville de Noisy-le-Sec y sera représentée par une délégation composée d'élus et de représentants de l'administration du 9 au 13 juillet 2017.

Pour les élus, se rendront à Amman :

- M. Laurent Rivoire, Maire
- Mme Laurence Cordeau, 4ème adjointe au Maire, déléguée aux services à la population, à l'état civil et au guichet unique

Les dépenses de transport effectuées dans l'accomplissement de cette mission sont pris en charge par les Elus et les frais d'hébergement ainsi qu'une partie des frais de restauration seront pris en charge par l'Institut Français d'Amman. Les frais de taxis, les frais de restauration non pris en charge par l'Institut Français d'Amman et les imprévus seront remboursés sur présentation d'un état de frais

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la prise en charge des frais des voyages des élus qui se rendront à Amman.

#### **PROJET DE DELIBERATION**

Le conseil,

Vu les articles L. 2123-18 et R. 2123-22-1 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que dans le cadre des relations franco-jordanien, l'Ambassade de France à Amman souhaitait organiser une édition française du Festival du Film Franco-Arabe en région parisienne dans un cinéma d'art et d'essai de renom,

Considérant que la ville de Noisy-le-Sec a été choisie et a signé à Amman le 23 juin 2011 un protocole d'accord pour l'organisation de l'édition française du Festival du Film Franco-Arabe à Noisy-le-Sec avec l'Institut Français d'Amman, la Royal Film Commission (Ministère de la culture jordanien) et l'Agglomération du Grand Amman.

Considérant que le prochain Festival du Film Franco-Arabe d'Amman aura lieu du 5 au 12 juillet 2017,

Considérant la nécessité d'y envoyer une délégation composée d'élus et de représentants de l'administration afin de finaliser l'organisation de la sixième édition de ce festival de Noisy-Le-Sec du 24 novembre au 5 décembre 2017,

Considérant que les Élus prennent en charge sur leurs fonds propres leurs billets d'avion et que l'Institut Français d'Amman prendra en charge leurs frais d'hébergement ainsi qu'une partie des frais de restauration.

DELIBERE

Article 1 :

Donne mandat spécial à :

- Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire, .
- Mme Laurence Cordeau, 4ème adjointe au Maire, déléguée aux services à la population, à l'état civil et au guichet unique

pour se rendre au festival du Film Franco-Arabe d'Amman entre le 9 et le 13 juillet 2017 et y représenter la ville.

Article 2 :

Précise que les frais de taxis, restauration non prise en charge par l'Institut Français et les imprévus de M. Rivoire et Mme Cordeau entre le 9 et le 13 juillet 2017 sont pris en charge par le budget de la commune.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

<b>POUR:</b>	<b>31</b>	<b>MAJORITÉ MUNICIPALE,</b>
<b>ABSTENTION :</b>	<b>11</b>	<b>GROUPE « ROUGE ET VERTE LA GAUCHE ENSEMBLE, GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » (pouvoir Miloud Gherras).</b>

**La délibération est adoptée**

### **34 - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES**

#### **PRIX LAURÉATS FESTIVAL DU FILM FRANCO ARABE DE NOISY LE SEC**

**Rapporteur :** Monsieur Jean THARY

La ville de Noisy-le-Sec et le cinéma le Trianon, transféré à Est Ensemble, organisent depuis 6 ans le Festival du Film Franco-Arabe en collaboration avec l'Institut Français d'Amman, la Royal Film Commission et la Communauté d'agglomération du Grand Amman.

Ce festival comporte un concours de courts-métrages, fiction et documentaire.

La sixième édition du Festival se tiendra du 24 novembre au 5 décembre 2017.

Les films sélectionnés correspondent à la thématique du festival et donc témoignent des liens entre les deux cultures, par leur thème, la nature de la production et/ou du financement et la composition de l'équipe.

Au cours de ce festival, quatre prix sont décernés:

- Deux prix du jury récompensent la Meilleure fiction et le Meilleur documentaire.
- Deux prix du public récompensent la Meilleure fiction et le Meilleur documentaire.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la décision de récompenser les lauréats de chaque catégorie, en leur octroyant chacun un chèque-cadeau d'une valeur de 500 euros chacun, soit 2000 euros au total.

#### **PROJET DE DELIBERATION**

Le Conseil,

Vu le budget communal,

Vu la décision de la Municipalité de récompenser les lauréats de la compétition de courts-métrages du Festival du Film Franco-Arabe,

Considérant que cette décision peut se traduire par l'attribution de quatre chèques-cadeaux (deux prix du Jury et deux prix du public) d'un montant de 500 euros chacun, correspondant à un total de 2000 euros,

**DELIBERE**

##### Article 1 :

Décide d'attribuer dans chaque catégorie, prix du jury (deux récompenses) et prix du public (deux récompenses), des bons d'achat de 500 euros pour chaque récompense.

##### Article 2 :

Les crédits qui correspondent à cette dépense sont inscrits au budget communal 2017.

##### Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITE**

**La délibération est adoptée**

#### **IV – VOEUX ET QUESTIONS ORALES**

##### **VOEU PRÉSENTÉ PAR LA MAJORITÉ MUNICIPALE**

**Rapporteur :** Said YAHIA-CHERIF

Voëu contre la disparition de 16 commissariats de plein exercice en Seine-Saint-Denis

Dans la plus grande discrétion, le Gouvernement envisage de diviser la Seine-Saint-Denis afin qu'il ne demeure plus que 10 gros commissariats centraux dans le département. Ceux existants devenant des commissariats subdivisionnaires.

Ces commissariats subdivisionnaires ne fonctionneraient plus 24/24 h et n'assureraient qu'une mission d'accueil aux seules heures ouvrables de la journée !

C'est que nous avons appris le 23 mars dernier dans un article du Parisien. Nous voulons d'ores et déjà affirmer que c'est une bien curieuse conception de la concertation avec les élus locaux que d'apprendre un tel projet par la presse.

A Noisy-le-Sec, nous nous battons depuis de nombreuses années pour obtenir le retour à un commissariat de plein exercice. Nous comprenons ainsi pourquoi depuis ces nombreuses années nous avons toujours eu une fin de non recevoir : le projet évoqué dans le Parisien vise à étendre le système déjà présent à Noisy-le-Sec au reste du département. De surcroît, le commissariat de Noisy-le-Sec serait alors soumis au même régime que ces commissariats subdivisionnaires, avec des heures d'ouvertures réduites.

Tout cela est un véritable recul de la mission régalienne de l'Etat qui est d'assurer la sécurité de tous nos concitoyens. Nous demandons plus d'effectifs, plus de présence sur le terrain, plus de services rendus à la population et aux victimes ! C'est tout le contraire qui se dessine, face à une délinquance toujours présente dans notre département.

Face à ce constat, l'ensemble des élus municipaux de Noisy-le-Sec, toutes tendances confondues, adresse une motion au nom du Conseil municipal de Noisy-le-Sec au Ministre de l'intérieur pour :

- réaffirmer solennellement la mission régalienne de l'Etat de protection des personnes et des biens,
- appeler l'Etat au respect des ses engagements d'augmenter les effectifs de la Police Nationale en Seine Saint Denis et à Noisy-le-Sec en particulier,
- exiger de l'Etat le retrait immédiat d'un quelconque projet visant à réduire la présence policière sur une partie du département et notamment Noisy-le-Sec,
- demander qu'une concertation s'engage sans délai entre les Maires, le Préfet du département et le Préfet de Police de Paris, notamment en raison de l'impact prévisible d'une telle réforme sur les rapports entre la Police Nationale et les Polices Municipales,
- s'opposer à toute perspective d'une Police Nationale à deux vitesses, l'une correspondant à une simple présence en journées ouvrables, l'autre plus lointaine reprenant les prérogatives d'actions opérationnelles et de police judiciaire ;
- développer un police de proximité pour faciliter le caractère préventif de ces missions ;
- assurer une formation de qualité adaptée à la spécificité de notre territoire

***Dulcinée AVRIL ne prend pas part au vote (absente).***

**UNANIMITÉ**

**Le voëu est adopté**

## **QUESTION ORALE DE CORINNE BORD - CHARTE DE RELOGEMENT POUR LES HABITANTS DE LA TOUR 19 RUE PAUL VERLAINE**

**Rapporteuse :** Corinne BORD

« Monsieur le Maire,

*Lors de l'examen de la délibération portant sur une garantie d'emprunt pour LOGIREP lors du Conseil municipal du 23 mars dernier nous avons échangé sur l'opération de renouvellement urbain du Londeau et notamment de la démolition de la tour 19. Vous nous avez présenté les pourtours de l'opération et suite à une de mes interpellations vous nous aviez annoncé que vous présenteriez en juin la charte de relogement qui sera proposée aux habitants.*

*Depuis lors, l'enquête sociale a commencé et les habitants de la tour 19 se voient questionnés sur les attentes sans même une présentation de leurs droits et des engagements de leur bailleur en matière de relogement (nombre de propositions, quels frais pris en charge, quelle aide matérielle...).*

*Cette situation ne contribue qu'à plonger ces familles dans l'incertitude et la crainte du lendemain, et ce, pendant des mois. Je regrette que vous n'ayez pas tenu votre engagement de présenter cette charte à ce conseil, comme l'on fait tous les bailleurs qui se sont engagés dans des opérations de démolition.*

*Il est réellement dommageable que le bailleur municipal ne soit pas exemplaire dans sa relation avec ses locataires afin d'encourager l'I3F et Logirep à adopter une démarche bienveillante.*

*Aussi, pouvez-vous informer le conseil du planning de l'opération ? Pouvez-vous présenter des engagements que Noisy Habitat prendra en direction de ses locataires ? »*

**Réponse de Monsieur le Maire,**

« Madame la Conseillère municipale

*Vous avez souhaité m'interroger sur la démolition de la tour du 19, rue Paul-Verlaine et je vous en remercie. Cela va me permettre de faire cesser les rumeurs et vous apporter l'information la plus objective.*

*Cette question me permet de remercier l'implication des acteurs du projet de démolition en pré-conventionnement de la Tour du 19 rue Paul-Verlaine, les services de la Ville, de l'Etablissement Public Est-Ensemble et bien entendu ceux de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat.*

*Dans le cadre de l'opération de démolition de la tour située au 19, rue Paul-Verlaine, la SAEM Noisy-le-Sec Habitat, je vous donnerai les principales étapes du projet de préparation à la démolition de cette tour de 148 logements, les informations transmises aux locataires et à leurs représentants, enfin, il m'a paru important de faire un point d'étapes sur les premières semaines de travail des équipes de la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale.*

**Les principales étapes :**

- 23 décembre 2016 : Tenue du Conseil de concertation locative dans lequel ont été évoquées et discutées, les étapes de la démolition, conformément aux articles 44 et suivants de la loi du 23 décembre 1986 ;
- 8 mars 2017 : Tenue du Conseil d'administration de la SAEM approuvant le projet de démolition de la tour située 19, rue Paul-Verlaine et autorisation donnée au directeur général délégué de signer le protocole de préfiguration portant sur le pré-conventionnement de la Tour 19
- 21 mars 2017 : Courrier en ma qualité de Président-Directeur général aux locataires du Londeau afin de faire cesser les fausses rumeurs sur le projet envisagé ;
- 24 mars 2017 : Signature officielle du protocole de préfiguration de l'opération nationale de renouvellement urbain du Londeau avec le Préfet de la Seine-Saint-Denis pour l'ANRU, et le Président de l'EPT-Est Ensemble ;
- 31 mars 2017 : Attribution du marché de maçonnerie des portes et fenêtres des logements vacants afin d'éviter toute intrusion et phénomène d'occupation illicite ;
- 26 avril 2017 : Attribution du marché de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS), d'une durée de 23 mois, afin de procéder au relogement des locataires de la tour ;



- 28 avril 2017 : Envoi d'un courrier aux bailleurs d'Ile-de-France afin de mettre en place un projet de partenariat ; envoi d'un courrier aux services départementaux pour le relogement de la PMI
- 23 mai 2017 : Démarrage des enquêtes sociales par l'attributaire de la mission de MOUS ;
- 30 mai 2017 : Réunion de concertation et d'information Amicales de locataires du Londeau / direction de la SAEM;
- 8 juin 2017 : Tenue du Conseil d'administration approuvant la charte de relogement des locataires de la tour située au 19, rue Paul –Verlaine ;
- fin juin 2017 : 2<sup>ème</sup> réunion de concertation et d'information Amicales des locataires du Londeau / direction de la SAEM;
- début juillet 2017 : réunion d'information des locataires concernés par l'opération
- Août 2017 : Démarrage des relogements par l'attributaire de la mission de MOUS accompagnés d'une enquête de satisfaction des modalités de relogement ; il ne reste plus que 125 locataires à reloger
- prochaine étape : conseil municipal de septembre 2017, approbation de la charte de relogement
- 31 décembre 2018 : Date limite des relogements de tous les foyers concernés ;
- Objectif 1<sup>er</sup> semestre 2019 : Démolition de la tour.

Dans le cadre d'une opération de cette ampleur et compte tenu des coûts inhérents à tout déménagement, la SAEM Noisy-le-Sec Habitat prend toutes les dispositions afin de limiter l'ensemble des nuisances.

#### Les engagement de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat envers ses locataires de la tour du 19, rue Paul Verlaine

L'ensemble des engagements généraux, comme particuliers, résultent de la Charte de relogement adoptée par le Conseil d'Administration de la SAEM Noisy-le-Sec Habitat le 8 juin 2017.

#### Les engagements généraux

- Mise en place de dispositifs anti-intrusion après la libération de chaque logement ;
- Suivi social individualisé de chaque ménage ;
- Prise en compte dans la mesure du possible des habitants de rester dans le patrimoine de la SAEM ;
- Prise en compte des revenus des ménages ;
- En cas de dettes locatives, mise en place d'un suivi social individualisé afin de permettre le relogement.

#### Les engagements particuliers

- Trois propositions pour des logements préalablement réhabilités et/ou résidentialisés ou qui en seront l'objet ;
- Restitution ou transfert du dépôt de garantie selon le maintien ou la sortie du locataire du patrimoine de la SAEM ;
- Bons d'achat de 300 euros afin de procéder à l'emménagement ;
- Prise en charge du déménagement du locataire par les services de la SAEM ;
- Prise en charge durant 12 mois, sur présentation de facture, du dispositif de réexpédition de courrier entre l'ancien et le nouveau logement ;
- Prise en charge des frais de réouverture et réinstallation des réseaux ainsi que des coûts liés aux formalités de changement d'adresse ;
- Distribution d'un kit explicatif sur les différentes démarches administratives liées aux changements d'adresse ;
- Accompagnement des locataires qui en feraient la demande dans les différentes démarches administratives liées aux changements d'adresse.

#### Information au Conseil municipal sur l'enquête confiée au Cabinet le Frêne :

L'enquête a débuté sur le terrain le 29 mai 2017, après envoi du courrier aux locataires la semaine précédente.

Elle a visé les logements situés au 19, rue Paul Verlaine à Noisy-le-Sec.

Les opérations d'enquête ont porté sur 129 logements occupés.

*Dans cette perspective, la Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale – relogement (MOUS) a déjà procédé à l'enquête de 74 foyers sur 129 locataires visés à ce jour.*

*Présentation générale du déroulement des enquêtes*

*Certaines personnes que je ne nommerai pas qui n'habitent pas ou plus le quartier ont souhaité inciter les locataires à ne pas répondre à l'enquête, malgré cela, les locataires rencontrés ont très bien accueilli l'équipe d'enquêteurs, bien au contraire.*

*Les interrogations des locataires portent essentiellement sur :*

- Les délais du relogement ;*
- Le déroulement du déménagement ;*
- Le prix de leur futur loyer ;*

*Concernant les loyers, nous rappelons aux locataires que nous sommes dans une phase d'identification et de recueil de données. Les informations leurs seront transmises progressivement, en lien avec l'avancée de l'opération et à titre personnel.*

*3 locataires actuellement sont en déplacement à l'étranger, un autre s'est rendu joignable pour un entretien téléphonique compte tenu de l'importance qu'il portait à la démarche de relogement attendue depuis longtemps.*

*Le résultat de cette enquête :*

- 57 % des logements enquêtés*
- 33 % des logements avec rendez-vous fixés*
  - Ce qui fait 90 %*
- 2 % des locataires absents d'ici l'été*
- 8 % de réponse en attente*
- Nombre de refus à ce jour : 0*

*Concernant la charte de relogement. Je veux d'abord vous dire qu'il est inexact d'affirmer que tous les bailleurs l'ont fait. Par exemple, pour la Zac de l'Ourcq, ICF la Sablière ne l'a pas encore faite. Pour ce qui est de Noisy-le-Sec Habitat, comme je l'ai évoqué plus haut dans le planning, elle est élaborée et sera proposée au Conseil Municipal de septembre, tout comme celle d'ICF La Sablière. Cette charte fixera bien évidemment les conditions de déménagement des ménages concernés.*

*Au final, cette opération est un succès : un bilan d'étape positif, de fortes attentes des habitants, la SAEM, la Ville et Est-Ensemble mobilisés, un projet de renouvellement urbain pour le Londeau, pour le cadre de vie et l'avenir de ses habitants.*

*Je vous remercie »*

## **QUESTION ORALE DE CORINNE BORD ET ANNE DEO - IMMEUBLE RUE PIERRE SÉMARD**

**Rapporteuses :** Corinne BORD et Anne DEO

« Monsieur le Maire,

*Lors du dernier Conseil municipal vous avez déclassifié un terrain municipal à l'angle de la rue Pierre Sémard et de la rue Georges Clémenceau supprimant un espace de stationnement pour la construction d'un immeuble.*

*Vous avez délivré le 4 avril 2016, le permis de construire n° PC 93053 15 B0064, pour la construction d'un immeuble sis au 2 avenue Georges Clemenceau /avenue de Verdun / 35-37 rue Pierre Sémard, 93130 Noisy le Sec.*

*Or après étude de ce permis de construire, il s'avère que le plan fournis pour ce permis de construire est inexact. En effet, il indique une hauteur erronée de l'immeuble sis 1bis au 3 bis avenue Georges Clemenceau.*

*Sur le plan la hauteur de l'immeuble est égale à la largeur de la route soit 13,9 mètres. Or la hauteur réelle de l'immeuble sis 1 bis au 3 bis avenue Georges Clemenceau est de 16,46 mètres. Ce qui, par conséquent, ne respecte pas la règle de prospect « L>H » de l'alinéa 10.2.2.1. du Plan Local d'Urbanisme approuvé par le conseil municipal du 15 novembre 2012.*

*Au regard de ces éléments, il serait judicieux au titre de l'article L480-1 du code de l'urbanisme de faire constater cette non-conformité et d'en tirer les conséquences.*

*Monsieur le Maire, vous avez été saisi de cette question par les riverains, que comptez-vous faire? »*

**Réponse de Monsieur le Maire,**

« Madame la Conseillère Municipale,

*Suite à votre question portant sur un élément de prospect et de hauteur dans le cadre du Permis de Construire délivré en Avril 2016 sur le lotissement Sémard / Clemenceau, je tenais à vous apporter les éléments de réponse suivants.*

*L'Article UA10.1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU), approuvé par le Conseil Municipal le 15 novembre 2012, définit les modalités de calcul de la hauteur maximale des constructions. Celle-ci est appréciée de la manière suivante :*

- § à partir du sol naturel existant avant les travaux*
- § jusqu'au point le plus haut de la construction*

*Conformément aux dispositions de l'article UA10.2.2.1 de la zone UA, la hauteur des constructions :*

- § est limitée à six étages sur rez-de-chaussée (R+6) et 22 mètres,*
- § et ne doit pas excéder la distance, comptée horizontalement, entre tout point de la façade de la construction et le point le plus proche de l'alignement opposé ( $L \geq H$ ).*

*La notion de « façade de la construction » évoquée ci-dessus concerne en toute évidence la nouvelle construction et non la façade de la construction existante (1 et 3bis avenue Georges Clemenceau).*

*Selon les documents graphiques annexés à l'arrêté du permis de construire (plans en coupe), la hauteur (H) de la nouvelle construction calculée depuis le terrain naturel au point le plus haut du premier pan de façade en R+4 est de 12,75 mètres pour une largeur de la voie ( L) de 13,90 mètres.*

*Par ailleurs, la hauteur (H) de la nouvelle construction calculée depuis le terrain naturel au point le plus haut du deuxième pan de façade ( R+4+A) est 17,50 mètres pour une distance totale de 17,50 mètres correspondant à la largeur de la voie ( L) de 13,90 mètres et au retrait de l'attique de 3,6 mètres.*

*Dans les deux cas, la distance horizontale est supérieure ou égale à la hauteur de la façade conformément aux dispositions de l'article UA10.2.2.1. Le projet est donc conforme aux dispositions de l'article UA du PLU.*

*Au surplus, je tenais à préciser que ce Permis de Construire a fait l'objet d'un recours gracieux, évoquant notamment ce motif, dont la réponse a été apportée par la Ville en Septembre 2016.*

*Suite à cette réponse, le Permis de Construire n'a pas fait l'objet d'une nouvelle contestation (devant le Tribunal Administratif par exemple) et est devenu définitif. Ce Permis, qui répond à l'ensemble des éléments de réglementation actuelle, ne peut en droit plus faire l'objet d'une quelconque procédure de recours ou de retrait. »*

## **QUESTION ORALE DE CORINNE BORD - GROUPE SCOLAIRE GEORGE SAND ET ALFRED DE MUSSET**

**Rapporteuse :** Corinne BORD

*« Monsieur le Maire,*

*La cour du groupe scolaire George Sand donne sur l'avenue de Bobigny. Les grilles sont aujourd'hui ajourées et permettent ainsi aux passants de regarder et d'interagir avec les enfants pendant le temps de pause.*

*Outre les effets induits en terme d'éducation des parents qui interviennent, des passants en profitent pour échanger avec les enfants avec lesquels ils ont ou pas de connaissance. La communauté scolaire s'est émue de cette situation en demandant à l'occasion de deux conseils d'école que des brise-vue soient installés pour protéger les enfants des interactions extérieures et laisser aux éducateurs la gestion de la sécurité et de la bonne tenue des récréations.*

*De même pour faciliter le travail des équipes éducatives, il serait important de pouvoir isoler la cour d'Alfred de Musset et celle George Sand pour là encore éviter les interconnexions.*

*La FCPE a interpellé vos services à plusieurs reprises à ce sujet, mais n'a pas jusqu'à aujourd'hui obtenu des réponses de votre part.*

*Pouvez-vous éclairer le Conseil sur la réponse que vous allez donner à cette demande et comment comptez-vous remédier à ce dysfonctionnement ? »*

**Réponse de Monsieur le Maire,**

*« Madame la Conseillère Municipale,*

*L'école Léo Lagrange a fait l'objet d'une importante rénovation et extension en 2012, donnant ainsi naissance au groupe scolaire Musset et Sand.*

*A l'époque la réflexion qui avait été menée en concertation avec l'équipe éducative, prévoyait un groupe scolaire ouvert sur l'extérieur, avec des terrains d'évolution qui pourraient, le cas échéant, permettre un accès au public en dehors des heures scolaires.*

*Le choix d'une large visibilité sur la rue de Bobigny avait été privilégié, pas seulement pour des raisons esthétiques, mais aussi pour permettre un lien entre la "cité" et l'école".*

*Aujourd'hui, il semble évident qu'il est nécessaire pour des raisons de sécurité de mettre une clôture brise vue.*

*Cette demande, qui a été faite au conseil d'école, a été prise en compte par les services, un chiffrage est en cours et les travaux seront réalisés dès réception de ce chiffrage.*

*La deuxième partie de votre question concerne la séparation entre les deux groupes scolaires.*

*Là encore, le travail d'élaboration du projet avec la communauté éducative avait permis de valider la création de deux écoles administrativement indépendantes, mais avec des locaux communs pour la restauration, et certains espaces dédiés comme : la salle polyvalente, les dortoirs, les salles de motricité et l'espace informatique.*

*Aujourd'hui, les cours de récréation sont physiquement séparées par une grille.*

*La demande qui est faite d'occulter cette grille ajourée m'interpelle sur la volonté de la communauté éducative de faire vivre ensemble les enfants de ces deux écoles.*

*D'autant plus que sur le temps périscolaire les enfants des deux groupes scolaires sont mélangés et que le projet pédagogique est commun.*

*Donc pour conclure, autant je trouve nécessaire de protéger les enfants de l'extérieur, autant je m'interroge sur les raisons qui poussent la communauté éducative à séparer visuellement des cours de récréations qui sont déjà physiquement séparées. »*

**QUESTION ORALE DU GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » - SITUATION DE L'IMMEUBLE DU 27 RUE JEAN JAURÈS**

**Rapporteur :** Jean-Paul LEFEBVRE

*« Monsieur le Maire,*

*L'immeuble du 27 rue Jean Jaurès est propriété communale.*

*Il semble vide de tout occupant et à l'abandon depuis plusieurs mois.*

*Le commerce de serrurerie est fermé, l'occupation des appartements en étage semble incertaine.*

*Pouvez-vous préciser au conseil la situation exacte de cet immeuble et vos intentions quant à sa gestion ?*

*Je vous remercie de vos réponses. »*

**Réponse de Monsieur le Maire,**

*« Monsieur le Conseiller municipal*

*Rappelons tout d'abord que le 27 rue Jean Jaurès est un immeuble en copropriété au sein de laquelle la Ville dispose d'appartements et de lots commerciaux dont la plupart sont vacants.*

*L'immeuble du 27 rue Jean Jaurès présente une problématique forte d'habitat vétuste et s'insère dans un tissu urbain complexe et peu valorisé. C'est dans ces conditions que la Ville a fait valoir, depuis 2011, son droit de préemption urbain sur cette adresse, parmi d'autres sur le périmètre Bouquet Bergeries, en affirmant la même année le principe d'aménagement de ce secteur. Ces préemptions se sont inscrites dans les premières démarches d'acquisitions amiables sur le secteur et dans cet immeuble, initiées en 1993, lorsque vous étiez adjoint au Maire Monsieur Lefebvre, avec l'acquisition de premiers locaux commerciaux dans cet immeuble.*

*Aujourd'hui, la Ville dispose de 5 appartements et 2 locaux commerciaux ; deux appartements et un local commercial restent à acquérir pour compléter notre intervention foncière sur cette copropriété.*

*Dans une logique de requalification d'ensemble et dans le cadre d'une démarche intégrée au Nouveau Programme National de Renouvellement urbain, la Ville et Est Ensemble portent actuellement plusieurs études stratégiques en vue de définir les orientations stratégiques et pré-opérationnelles d'intervention.*

*Plus particulièrement, sur le 27 rue Jean Jaurès, l'objectif sera d'étudier l'opportunité d'intégrer cette adresse dans une opération d'ensemble, à l'angle de la rue Jean Jaurès et de la rue Bouquet. »*



**QUESTION ORALE DU GROUPE « SOCIALISTE ET CITOYEN » - CIRCULATION ET STATIONNEMENT RUES 19 MARS ET SAINT-DENIS**

**Rapporteur :** Jean-Paul LEFEBVRE

« Monsieur le Maire,

Avec la prochaine ouverture du conservatoire, des informations dignes de foi font état de la prochaine fermeture à la circulation de la rue du 19 mars et de la rue Saint-Denis à partir du parking situé derrière l'immeuble du 17 rue Jean Jaurès.

Face à l'inquiétude des riverains et usagers devant l'absence d'information et de concertation, pouvez-vous préciser au conseil les orientations et décisions prises.

Je vous remercie de vos réponses. »

**Réponse de Monsieur le Maire,**

« Monsieur le Conseiller municipal

Tout d'abord, j'aime beaucoup l'expression « digne de foi » !

La rue du 19 mars 1962 a été fermée lors du chantier du Conservatoire. Ces travaux sont en cours d'achèvement et le Conservatoire ouvrira ses portes à la rentrée 2017.

La ville s'est dotée en mai 2017 d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur l'ensemble du secteur Rue Bouquet / Rue Saint-Denis / Rue du 19 mars 1962 afin d'étudier les différentes opportunités d'aménagement en vue de l'arrivée du nouvel équipement.

Cette étude prendra en compte les questions de circulations voitures et piétons, de sécurité mais aussi de fonctionnement du nouveau Conservatoire qui accueillera un nombre important d'enfants-élèves.

Comme cela a pu être déjà évoqué dans notre instance ainsi que dans certaines commissions, l'hypothèse de la piétonisation de la Rue du 19 mars 1962 est aujourd'hui précisément étudiée comme une opportunité de pacification et de qualification de ce secteur.

Comme nous l'avons toujours fait, dès la fin de cette étude, nous tiendrons les riverains informés de l'avancée de nos réflexions et des éléments issus de l'étude en cours. »

**La séance est levée à 00:22**

Le Secrétaire de séance	Le Président de séance
Mme Axelle Asik	M. Laurent Rivoire 